

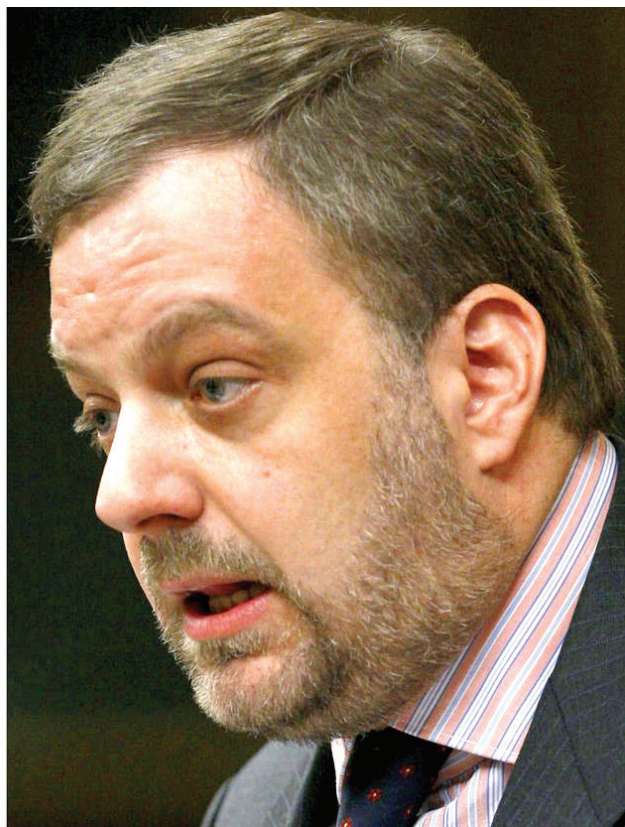
SÉCURITÉ ROUTIÈRE : LES «NOUVEAUX PERMIS» IMPLIQUÉS DANS 50% DES SINISTRES

P. 5



Accusées d'avoir corrompu des responsables algériens **ROVER ALCISA ET ASSIGNIA DEVANT LA JUSTICE ESPAGNOLE**

P. 4



Notre supplément
AUTOUR DU MONDE
Avec la collaboration de
PROJECT SYNDICATE
P. 12 à 14
AN ASSOCIATION OF NEWSPAPERS AROUND THE WORLD

Une opportunité pour l'Égypte et le FMI
PAR MOHAMED A. EL-ERIAN
Conseiller économique en chef d'Allianz

Des vaccins pour une population vieillissante
PAR MELVIN SANICAS
Administrateur de programme et chercheur en santé mondiale à la Fondation Bill & Melinda Gates

Tuer les maladies non transmissibles
PAR STEVE DAVIS
Président et PDG de l'organisation internationale à but non lucratif PATH basée à Seattle

La tendance économique est notre alliée
PAR J. BRADFORD DELONG
Professeur d'économie à l'Université de Californie de Berkeley

Grandeur et décadence des systèmes de santé au Moyen-Orient
PAR ALI H. MOKDAD
Directeur du programme Initiatives pour le Moyen-Orient (Middle Eastern Initiatives)

Pour non-conformité
**Cinq laiteries
fermées** P. 5

Tizi Ouzou
**Deux morts,
dont un gendarme,
à un barrage
de contrôle** P. 5

ECONOMIQUE
Akram Belkaïd, Paris
**LE SERPENT DE MER
DE LA DÉPENSE
PUBLIQUE** P. 4

Crise libyenne **L'ALGÉRIE PARTIE PRENANTE MALGRÉ ELLE**

P. 3



Atelier international aujourd'hui à Alger

Démocratie, prévention et lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme

«L'Algérie organise un Atelier international sur »
'Le rôle de la démocratie dans la prévention
et la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme'
qui se tiendra les 7 et 8 septembre 2016, à Alger
(Palais des Nations, Club des Pins)»

G. O.

C'est ce que dit un communiqué du ministère des Affaires étrangères, ce qu'a annoncé dimanche Abdelkader Mes-sahel. «Cette rencontre participe de l'effort que l'Algérie consent, selon ses moyens, dans la lutte internationale contre l'extrémisme violent et le terrorisme», lit-on.

Rencontre qui, est-il encore noté, intervient dans le sillage des récentes rencontres organisées par l'Algérie également qui avaient porté respectivement sur l'expérience algérienne en matière de dé-radicalisation ainsi que sur le rôle d'internet et des réseaux sociaux dans la lutte contre le cyber-terrorisme.

Le MAE rappelle que l'Algérie est membre fondateur au sein du Forum mondial de lutte contre le terrorisme (GCTF) qu'elle co-préside avec le Canada et le Groupe de travail sur le Sahel. A ce titre, entre autres, de par cette initiative et tant d'autres, «l'Algérie entend partager son expérience dans la construction de la démocratie en tant que dynamique de renforcement de l'Etat de droit, de promotion des droits de l'homme et des libertés individuelles et collectives, de renforcement de la cohésion et de l'unité nationales et de facteur d'isolement, de marginalisation et de rejet des discours extrémistes et de lutte contre les logiques de l'exclusif et de l'exclusion».

Pour les organisateurs, «la tenue de cet atelier international sur un thème aussi important dans la conjoncture internationale actuelle se veut une contribution de l'Algérie à l'effort de la communauté internationale dans la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme». Il est précisé que «l'Algérie n'a eu de cesse de conjuguer la fermeté dans la lutte contre le terrorisme et ses motivations idéologiques extrémistes et son attachement à la consolidation de sa jeune démocratie en tant que voie de réconciliation nationale et de rejet des idéologies qui alimentent la logique de l'exclusion et de l'exclusif». Le ministère fait savoir que «cette importante manifestation regroupera des hauts fonctionnaires et des experts représentant les membres du Forum global de lutte contre le terrorisme, les membres du Conseil de sécurité de l'ONU, les pays du Sahel, les Nations unies, l'Union africaine, la Ligue des Etats arabes, l'Organisation de la Coopération islamique, l'Union européenne et les principaux organismes internationaux et régionaux en charge de la lutte contre le terrorisme».

«LE PACTE CONSENSUEL DU VIVRE ENSEMBLE»

L'objectif, est-il noté, est de dégager un maximum de bonnes pratiques pouvant servir «de sources d'inspiration aux uns et aux autres dans la lutte contre le phénomène de l'extrémisme violent et du terrorisme, dans le respect de l'Etat de droit et la démocratie» et «de références à toute action devant contribuer au renforcement de la démocratie en tant que pacte consensuel du vivre ensemble et de la coexistence entre tous les membres de la société et de rempart contre les idéologies et comportements extrémistes qui menacent les fondements des sociétés, leur stabilité et leur cohésion et mettent en danger la paix et la stabilité internationale».

Dans sa note de conception de l'événement, le MAE indique que «l'une des principales caractéristiques des idéologies extrémistes qui alimentent et justifient aujourd'hui le terrorisme réside dans la logique de l'exclusif et de l'exclusion, se plaçant ainsi à contresens des valeurs civilisationnelles d'ouverture, de tolérance, de dialogue et de coexistence sur lesquelles reposent nos sociétés». Il estime ainsi que «la négation de l'autre et de ses opinions devient ainsi pour les tenants de l'extrémisme et du terro-

risme la règle pour autant que ces opinions ne soient pas convergentes et n'accommodent pas leur propre philosophie, ses fondements et ses objectifs politiques et idéologiques». L'Algérie affirme par la voix de son ministère des Affaires étrangères que «si elles ne sont pas prises en charge adéquatement et contre-carrées et combattues sérieusement, les idéologies extrémistes finissent par menacer non seulement les fondements de nos sociétés, leur stabilité, leur cohésion et leur harmonie, mais par mettre en danger la paix et la stabilité internes et internationales et par engendrer des cycles de terrible violence destructrice».

Elle rappelle que «l'histoire récente du siècle dernier avec le nazisme et le fascisme ainsi que les drames que vivent certains pays depuis quelques années maintenant confortent cette triste réalité».

Elle recommande que «dans la lutte que mène la communauté internationale dans son ensemble contre le terrorisme, la lutte contre les idéologies et les comportements extrémistes, y compris le racisme, la xénophobie et l'islamophobie qui connaissent des remontées dangereuses dans un nombre de pays développés en particulier, s'impose de plus en plus comme une nécessité incontournable et une dimension fondamentale de l'engagement de nos pays contre ce fléau meurtrier et destructeur».

Elle fait alors valoir «comme souligné par le Sommet de Washington de février 2015 ainsi que celui de septembre de la même année», «l'importance de consacrer davantage d'efforts et de moyens à une meilleure compréhension des graves dangers que véhiculent ces idéologies pour nos sociétés, leur cohésion et leur stabilité ainsi que l'impérieuse nécessité de les combattre dans le respect des lois nationales et de la légalité internationale».

«NE PAS SUCCOMBER À LA TENTATION SÉCURITAIRE»

Il est expliqué que «le combat contre le terrorisme et ses soubassements idéologiques extrémistes et exclusifs est un combat pour la protection et le respect de l'Etat de droit et des garanties fondamentales que celui-ci reconnaît à chaque citoyen et consacre par la force de la loi dans le cadre d'institutions démocratiques reposant sur la volonté souveraine du peuple et sur la légitimité issue des seules urnes. L'Etat de droit et la démocratie s'imposent parmi les principaux remparts contre les idéologies extrémistes et leurs expressions violentes. Ils sont les véritables garants de la pérennité des valeurs universelles qui unissent nos peuples, nos pays et la communauté internationale dans son ensemble». C'est, dit le communiqué du MAE, «dans cet esprit que s'inscrit l'initiative de l'Algérie d'organiser cet Atelier» duquel elle attend «un large échange de vues sur le rôle de la démocratie dans la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme à travers la présentation des expériences nationales en la matière, et avec l'objectif de dégager un maximum de bonnes pratiques pouvant servir de sources d'inspiration aux uns et aux autres». Ces résultats sont pour l'Algérie «d'autant plus importants que la lutte contre le terrorisme et contre les idéologies extrémistes qui le sous-tendent met à rude épreuve l'exigence de ne pas succomber à la tentation sécuritaire, exige de mieux définir les instruments de lutte dans le respect permanent de l'Etat de droit et impose de continuer à favoriser le renforcement de la démocratie en tant que meilleur pacte consensuel du vivre ensemble et de la coexistence entre tous les membres de la société».



Ph.: APS

ANALYSE

Kharroubi Habib

Khamenei a-t-il voulu faire capoter la réunion informelle d'Alger?

Quand la proposition a été faite de la tenue d'une réunion informelle de l'OPEP en marge du 15^{ème} Forum international de l'énergie prévu du 26 au 28 septembre à Alger, rares ont été les observateurs à croire que l'initiative allait

être favorablement accueillie par l'Arabie saoudite et l'Iran, deux Etats producteurs sans l'accord desquels aucun arrangement visant la stabilisation des prix du pétrole n'est possible. Les deux pays ont pourtant accepté d'y prendre part, ce que le marché pétrolier a considéré comme étant l'indice que l'OPEP pourrait parvenir à Alger à une entente sur le gel de la production de ses membres. Une décision que des pays producteurs tels l'Algérie et le Venezuela ont vainement demandée dès que le marché du pétrole a donné le signal que l'effondrement des cours devenait inéluctable.

Cette décision, les autorités algériennes plaideront évidemment en sa faveur lors de la réunion informelle d'Alger. Elles la considèrent néanmoins comme un « minimum » de la part des pays producteurs et tenteront de ce fait de convaincre l'OPEP de faire plus que décider du gel de sa production. Cette demande de l'Algérie, son ministre de l'Energie Noureddine Bouterfa l'a par avance justifiée en déclarant qu'un « prix du pétrole inférieur à 50 dollars n'est pas acceptable et n'est favorable ni aux pays producteurs ni à l'économie mondiale dans son ensemble ». Il n'y a qu'une réduction de la production de pétrole qui permettrait d'éponger le surplus d'offre qui a tiré vers le bas les prix de l'or noir. Le seul gel de cette production à ses niveaux actuels n'est pas suffisant pour hisser les prix du pétrole au niveau entrevu par le ministre de l'Energie comme étant acceptable.

Il n'est pas certain pourtant que les partisans au sein de l'OPEP d'une réduction de la production obtiennent satisfaction.

L'Arabie saoudite et l'Iran qui n'excluent

plus un gel de la production de l'OPEP ne semblent pas disposés à faire plus, même s'ils ont laissé entendre qu'ils sont ouverts à la discussion d'une démarche de l'OPEP dépassant le stade du gel de la production à son niveau actuel.

L'Arabie saoudite se terminera sur la proposition de réduction de la production de pétrole en fonction de ce que l'Iran ainsi que des Etats grands producteurs hors OPEP adopteront comme position, car déterminée à conserver intacts ses parts du marché. L'Iran qui a certes enfin admis le principe d'un gel de la production de pétrole maintenant que sa production a pratiquement retrouvé son niveau d'avant les sanctions et l'embargo auxquels il a été soumis ne veut pas d'une décision qui réduise celle-ci.

Il y a lieu par conséquent de relativiser la portée de la déclaration de son ministre du Pétrole affirmant la disponibilité de son pays à soutenir toute décision prise par la réunion informelle d'Alger dans le but de stabiliser les prix sur le marché du pétrole. D'autant que depuis l'entame des tractations en vue de la tenue de la réunion informelle de l'OPEP à Alger, Téhéran n'a cessé de souffler le chaud et le froid. Si le ministre iranien a en effet laissé entendre qu'il allait être coopératif au sein de l'OPEP, le guide suprême de la République islamique, l'ayatollah Khamenei, semble avoir voulu lui tempérer la prédisposition des autorités de Téhéran à une entente avec l'Arabie saoudite fût-ce exclusivement sur le dossier pétrolier et dans le cadre de l'OPEP. C'est ce qu'il leur a donné à comprendre en s'en prenant vertement à la famille régnante saoudienne qu'il a dénoncée comme exécutrice de politique et de plan néfastes pour le monde musulman. Ce qui ne présage pas d'un rapprochement irano-saoudien à la faveur de la réunion informelle de l'OPEP à Alger. Peut-être même que les propos du guide suprême de l'Iran ont déjà plombé celle-ci.

Les thèmes au programme

L'atelier sera ouvert aux trente membres du GCTF, aux pays de la région du Sahel, aux membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU et aux organismes régionaux et internationaux en charge de la lutte contre le terrorisme. Il se tiendra au niveau des hauts fonctionnaires et experts dans les domaines couverts par le projet d'ordre du jour. En plus de l'allocution d'ouverture de Messehal, prendront aussi la parole le Chef de la délégation de l'Union Africaine et Tom Malinowski, Secrétaire d'Etat adjoint pour la démocratie, les Droits de l'homme et le Travail (USA).

« Définition, Nature et portée de la menace

véhiculée par l'extrémisme violent », « Les valeurs démocratiques face à l'extrémisme violent », « De l'importance d'un Etat fort, capable et juste, fondé sur la primauté du Droit, dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme », « Libertés et sécurité: quel équilibre ? », « Le vivre ensemble: l'équilibre entre l'approche préventive et sécuritaire », « La liberté d'expression et d'information dans les situations de crise dans le cadre de la lutte contre le terrorisme » sont les différents thèmes qui seront débattus, en ateliers, mais à huis clos. Les travaux de l'atelier seront sanctionnés par un communiqué qui sera rendu public.

G.O.

Tirage du N° 6628
119.052 exemp.**Le Quotidien**
D'ORANEdition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA**Président**
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU**Direction - Administration**
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15**Fax Pub:** 041.23.25.21
Fax et Rédaction
041.23.25.20**Imp.: Oran:** imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine: S.I.E.
Ouargla: S.I.A.**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr**Rédaction Algéroise**
Tél.: 021. 64.96.39 - Fax: 021. 61.71.57
Pub Tél.: 021. 64.96.44**Rédaction Constantinoise**
Tél.: 031.92.12.11
Fax: 031.92.12.22**Diffusion:** Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52- Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

Crise libyenne

L'Algérie, partie prenante malgré elle

La crise libyenne, le conflit malien et la précarité de la situation sécuritaire tunisienne placent l'Algérie au centre d'un imbroglio politico-sécuritaire l'obligeant à en être «une partie prenante alors qu'elle n'en est pas la cause.»

Ghania Oukazi

C'est ce qui a été soufflé, dimanche dernier, par le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, à partir du siège des Affaires étrangères où il a animé une conférence-débat, aux côtés de l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, pour la Libye, Martin Kobler. Abdelkader Messahel avait saisi l'occasion pour annoncer la tenue, aujourd'hui et demain, à Alger, d'une conférence sur «le rôle de la démocratie dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme.» La rencontre se tient sous l'égide des Nations unies, en présence d'officiels, de responsables et d'experts, universitaires nationaux, onusiens et internationaux, pour examiner une problématique, assez sensible, qui confronte, ainsi, la pratique démocratique à la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme. L'Algérie est certes, considérée comme étant un pays rompu à la lutte anti-terroriste après qu'elle ait appris, durant les années 90, à négocier la vie avec des groupes dont toute la cruauté n'a pourtant pas réussi à faire plier son peuple. Cette sinistre expérience lui permet aujourd'hui, d'être à l'avant-garde des initiatives traitant des grandes questions sur la paix, la sécurité, la stabilité et par conséquent de règlement des conflits et des crises, ainsi que de la lutte anti-terroriste. Depuis l'intervention de la France au Mali et notamment la déflagration de la situation sécuritaire en Libye, conséquemment aux frappes des forces atlantiques faut-il le noter, sous la forte pression de la France, l'Algérie ne comprend pas l'entêtement de la Communauté internationale à afficher une attitude quasiment détachée de ce qui se passe, dans la région, comme déstabilisation, insécurité, guerres fratricides et conflits tribaux. Si Messahel ne l'a pas dit, dimanche dernier, avec ces mêmes termes, il l'a, cependant, bien fait comprendre à son hôte, le responsable onusien, Martin Kobler.

LES VÉRITÉS DE L'ALGÉRIE DITES PAR MESSAHEL

«Nous sommes partie prenante dans le conflit libyen (en encourageant et en abritant le dialogue inter-libyen), nous n'en sommes pas la cause,» avait rappelé entre autre évidence, le ministre des Affaires maghrébines, de l'UA et de la L.A. Le propos n'a rien d'un lapsus. Il ne souffre d'aucune ambiguïté.

L'Algérie est placée au centre de la crise libyenne contre son gré. Kobler avait insinué qu'elle n'avait pas d'autre choix en raison des 1.000 km de frontières qu'elle partage avec la Libye. Cette obligation que semble lui faire la Communauté internationale de régler la crise libyenne «quel qu'en soit le prix» irrite les décideurs algériens. Une telle attitude permet de laisser croire ses prestataires, qu'Alger se doit de s'investir avec tous les moyens qu'elle possède pour rétablir l'ordre en Libye, parce que pensent-ils, c'est la seule manière de sécuriser ses frontières et par là, l'ensemble de ses territoires. Encore qu'Américains, Français, Allemands et Britanniques n'ont eu de cesse de tenter de lui forcer la main pour qu'elle sorte son armée en dehors de ses frontières et intervenir directement, sur le terrain des affrontements libyens. Mais en se parant du caractère constitutionnel de ses deux principes cardinaux à savoir : le refus de sortir son armée en dehors de ses frontières et la non-ingérence dans les affaires internes des Etats, elle a réussi à tempérer, un tant soit peu, ces ardeurs occidentales démesurées. L'on sait que des pressions sont constamment exercées sur elle, à cet effet. Mais a affirmé Messahel, dimanche dernier, «il n'y a pas plus dangereux que les interférences (...)» Ceci, le ministre l'a lancé au sujet des pays qui a-t-il dit «parasitent le dialogue en question» en en abritant des rounds mais en séparant les antagonistes libyens, chacun dans une salle pendant que le principe de la réconciliation nationale est avancé comme solution impérative pour rassembler leur peuple et leurs territoires. Paradoxes de la diplomatie, l'ONU a divisé le dialogue inter-libyen en plusieurs séquences qu'elle a parrainé à travers plusieurs pays alors qu'elle réclame plus de rapprochement entre les antagonistes libyens. L'Algérie veut que la Communauté internationale reconnaisse qu'elle est à l'origine des conflits qui se déclarent, ici et là, entre autres, en Libye. Ce que les Nations unies n'admettent pas et se voilent la face en envoyant la balle dans le camp des Libyens et de l'Algérie. «Les Américains ne sont pas intervenus en Libye, mais ont apporté une assistance militaire aux Libyens à la demande de leur Conseil présidentiel,» se défend encore l'envoyé onusien.

QUAND L'OTAN A DÉCIDÉ DE «DÉMOCRATISER» LA LIBYE

Messahel n'a, alors, pas hésité à lui préciser que «l'Algérie a



Raïna
Raïkoum
Kamal Guerroua

On peut prendre en main notre destin

On peut créer tous ensemble en Algérie une force de changement d'une puissance incroyable. On peut prendre en main notre destin. On peut fructifier et capitaliser nos expériences passées pour un nouvel élan démocratique. On peut réformer, innover... avancer. Tout cela serait possible pourvu que nous nous mettions au boulot de façon sérieuse et appliquée. Et que nous associons la jeunesse à l'œuvre de l'édification nationale. Regardons par exemple le Japon, une des plus grandes puissances économiques du monde actuel. Avec peu d'atouts (un relief très accidenté et sismique, une situation géographique peu avantageuse, dureté du climat, etc) ; moins de moyens énergétiques (il est pauvre en matières premières) mais beaucoup d'espoir, du génie et de la volonté, il a pu réaliser un miracle économique que lui envient tous les autres géants occidentaux, à commencer par les U.S.A. Et cela même si, en plus, il est sorti complètement dévasté avec d'atroces séquelles (Hiroshima et Nagasaki) au lendemain de la Seconde guerre mondiale! Certains des nôtres, coutumiers du rôle et du défaitisme à haut décibel, objecteront sans doute à mon propos, en arguant que je suis idéaliste car l'Algérie et le Japon, ce n'est pas du tout pareil ni dans l'esprit ni dans l'histoire ni moins encore dans la manière de penser et que, forcément, comparaison n'est pas raison. Si cet exemple semble exagéré, il nous incombe peut-être alors de nous tourner cette fois-ci vers l'Indonésie ou la Malaisie. Ces deux pays musulmans nouvellement émergents, appartenant de surcroît à la même aire civilisationnelle et géostratégique que nous

«le Tiers-Monde» et si proches aussi de nous par nombre de caractéristiques (la culture, la colonisation), se sont pourtant frayé tranquillement un passage vers le progrès, la technologie, le numérique. Comment? Conscients de leur retard, ils ont mis en réseau de connexion la politique, l'économie, la société, la culture et l'éducation. C'est presque comme le modèle libéral de «Corporate University», avec, bien évidemment, des aspects qui correspondent le plus et le mieux aux composantes spécifiques de leurs tissus socio-culturels. Dans ces nations-là, on ne forme pas des cadres juste pour le plaisir de les former mais pour qu'ils travaillent et s'engagent à servir la collectivité. A ce titre, les centres de recherches sont en contact direct avec les entreprises, la société civile, l'Etat, etc. De même, font-ils régulièrement des études de perspective et de prospective sociale, chose inexistante chez nous. Ils tracent, de la sorte, la voie vers l'avenir, le développement et une certaine «ingénierie sociétale». Celle-ci est conçue comme «le management moderne de la société», voire sa médecine guérissante. Cela est d'autant plus fondamental pour eux que l'orientation et la gestion des ressources humaines est l'une des tâches les plus délicates en ces temps modernes. En fait, rien n'est aussi compliqué que de réformer le moral et les comportements des citoyens. Un travail de longue haleine, mille fois exigeant et à risques. Or, justement le problème de l'Algérie comme dirait un de mes amis est dans «le métal de l'homme»! Lequel est en train de s'oxyder de façon incroyablement irréversible. Un corps malade dans lequel les bonnes valeurs ne peuvent se diluer, hélas !

choisi de former des militaires et des policiers libyens mais le choix de nos partenaires d'intervenir militairement, ça a des conséquences sécuritaires sur le pays et sur la région, des dommages collatéraux. L'effet hirondelle est quand on jette un caillou dans la mer, ça part dans tous les sens, l'exemple du Mali est édifiant, il faut qu'il y ait une coordination, un effort global pour lutter contre le terrorisme mais le règlement du conflit doit être par expérience (algérienne) l'affaire des Libyens. Il fera remarquer notamment à l'attention de Kobler que «l'embargo sur les armes en Libye décrété par l'ONU n'est pas respecté, il faut le lever au

profit du gouvernement de l'Entente nationale, pour lui permettre d'avoir des armes, lutter contre le terrorisme et rétablir la sécurité et l'ordre, vous ne pouvez pas demander à quelqu'un de faire quelque chose si vous ne lui donnez pas les moyens qu'il faut.»

Les Nations unies veulent, aujourd'hui, qu'à Alger, il soit trouvé une solution «miracle» pour lutter contre le terrorisme tout en confortant, notamment les Américains et les Français dans leur esprit de «va-t-en-guerre.» Comme soutenu par son ministre, l'Algérie a, très souvent, répété qu'elle avait prévenu des conséquences chaotiques des interventions militaires entre

autres celles de l'OTAN, en Libye et de la France au Mali. Mais la Communauté internationale préfère faire la sourde oreille, face à ce genre de «reproches», parce que les puissants de ce monde ne se sépareront jamais des agendas qu'ils ont mis au point sous le subterfuge de faire plier, disent-ils, «des dictateurs» et «démocratiser les sociétés.» Ils ne veulent pas reconnaître qu'au temps de Maamar Kadhafi, les Libyens ne s'entretenaient pas pour diviser leur pays en tribus. Mais après les frappes de l'OTAN, la démocratie n'a pas fleuri et «l'extrémisme violent et le terrorisme» ont remplacé Kadhafi.

Publicité



AGRÉÉ PAR L'ÉTAT

Lance pour sa **Nouvelle Session d'Octobre 2016**, les Formations **Agréées par l'État**

BTS
BREVET TECHNICIEN SUPÉRIEUR

BTS agréé par l'État
+ BTS Canadien

1 FORMATION → 2 DIPLÔMES

REMISES EXCEPTIONNELLES



Partenaires INSIM



12, Cooperative El Bahia Haï Es Salem (ex St Hubert), Oran
0560 08 30 98 - 0550 94 76 64 - 0550 57 21 27 - 041 24 79 16 - 041 24 79 15

Accusées d'avoir corrompu des responsables algériens Rover Alcisa et Assignia devant la justice espagnole



Moncef Wafi

José de la Mata, le juge anti-corruption de l'Audience nationale a cité à comparaître, pour le 14 septembre prochain, Salvador Tordera, le DG du groupe espagnol de construction Rover Alcisa et Adolfo Lopez, le directeur du groupe Assignia, spécialisé dans les infrastructures, les services et les énergies renouvelables, pour leur implication dans le dossier de corruption où ont été cités notamment Gustavo de Aristegui, ancien ambassadeur d'Espagne en Inde, qui a démissionné après l'éclatement du scandale et Pedro Gomez de la Serna, l'ex-député du Parti Populaire espagnol, au pouvoir, soupçonnés d'avoir touché plusieurs millions d'euros de commission via leur société Voltar Lassen, suite à l'obtention de contrats publics par des sociétés espagnoles en Amérique Latine, en Moldavie et en Afrique, plus précisément en Algérie.

En principe, le juge accuse les deux directeurs de délits de corruption dans les transactions commerciales internationales, corruption, blanchiment d'argent dans le cadre d'une organisation criminelle. Salvador Tordera et Adolfo Lopez auraient eu recours aux bons auspices de l'ancien diplomate et de Pedro Gomez de la Serna en échange de commissions de 3%. Les sociétés ont payé au moins 2,4 millions de pots de vin en seulement neuf mois. Dans cette affaire qui remonte à fin juillet dernier, et révélée aujourd'hui, le juge constate l'existence de dizaines de contrats paraphés par les deux sociétés avec Voltar Lassen pour obtenir divers

contrats dont la réalisation du tramway d'Ouargla. Ainsi, le parquet de Madrid soupçonne que sur les 230 millions d'euros, montant du projet, au moins 3% (7 millions d'euros) auraient été versés à de hauts responsables algériens par l'entremise d'une société de consulting «Unies Consultancy Services», dirigée par les autres responsables du PP également dans le banc des accusés dans cette affaire, Lopetegui Suarez et Suarez Hermoso de Mendoza. Le rapport de José de la Mata indique également qu'une société néerlandaise, BV Castelino, aurait été utilisée pour payer des responsables gouvernementaux algériens. En outre, la presse ibérique indique que des sommes d'argent allant de 5.000 à 10.000 euros auraient été transférées à travers Western Union, par les entreprises espagnoles Elecnor, Assignia et Rover Alcisa à des proches de responsables algériens impliqués dans ce scandale et résidant en France. Selon le juge anti-corruption, les deux sociétés espagnoles ont versé à l'entreprise de Aristegui presque trois millions d'euros sur un compte bancaire en Espagne puis transférés vers un autre à Dubaï. Les paiements ont eu lieu entre juin 2014 et mars 2015. Rappelons que cette affaire a éclaté au grand jour après des révélations faites sur un scandale de corruption impliquant des responsables de l'Algérienne des eaux (ADE) et des politiciens espagnols. Cristobal Tomé, intermédiaire espagnol présent en Algérie depuis 30 ans est l'homme par qui le scandale est arrivé, reconnaissant avoir effectué des transferts d'argent à travers Western Union aux proches

de dirigeants de l'entreprise nationale. Deux lettres adressées aux services anti-corruption espagnoles par cet ancien associé de Voltar Lassen ont révélé l'affaire impliquant des cadres de l'ADE. On apprend que Cristobal Tomé indique avoir versé de l'argent aux membres de la famille de responsables de l'Algérienne des Eaux pour l'obtention d'un contrat de construction et de montage d'une canalisation dans le cadre du projet de station de dessalement d'eau de mer à Souk Tleta, dans la wilaya de Tlemcen. Le contrat d'un montant de 250 millions d'euros permettrait à Aristegui et De la Serna de toucher une commission de 1% via leur société Voltar Lassen. Dans ses écrits datant de mars 2012, l'intermédiaire espagnol indique explicitement avoir procédé à des versements, la plupart effectués par Western Union vers la France et «destinés aux familles des dirigeants de l'entreprise publique». Il explique pouvoir remettre les justificatifs des avances qu'il a lui-même versées pour faciliter l'obtention du contrat et demande ainsi que les sommes promises soient complétées par Elecnor. L'homme aurait d'abord payé avec son propre argent avant de réclamer à son entreprise 575 000 euros pour compléter les versements. Il a admis auprès des journalistes espagnols avoir payé «pour faciliter le succès de l'opération». D'après le journal, pas moins de 2,5 millions d'euros de commission ont été versés aux proches de dirigeants algériens pour remporter le contrat d'un montant de 250 millions d'euros desquels 1% était prélevé par les deux politiciens.

Registre de commerce

Moins de 60% des entreprises ont déposé leurs comptes sociaux dans les délais

Plus de 58.700 entreprises ont procédé au dépôt de leurs comptes sociaux pour l'année 2015, soit moins de 60% des entreprises concernées par cette obligation, un taux qui s'affiche tout de même en hausse par rapport à 2014, a-t-on appris mardi auprès du Centre national du registre de commerce (Cnrc). Parmi les 99.129 entreprises soumises à la publication des comptes annuels de l'exercice écoulé, dont le délai légal a expiré le 31 août dernier, 58.761 entreprises ont procédé à cette opération (59,28%) en hausse de 5,21% par rapport à l'exercice de 2014 (55.852 entreprises), a indiqué à l'APS le directeur des publicités légales auprès du Centre, Merzak Boulakehal. Outre les entreprises ayant déposé leurs comptes sociaux avant l'expiration du délai légal, les entreprises contrevenantes peuvent toujours le faire après le paiement d'une amende allant de 30.000 à 300.000 DA. Ces entreprises peuvent donc déposer leurs comptes en présentant le reçu de versement de l'amende transactionnelle ou de l'amende prononcée par le juge. «C'est un résultat

satisfaisant d'autant plus que le taux enregistré devrait augmenter d'ici la fin de l'année avec les dépôts effectués dans le cadre des modes de régularisation en vigueur», a-t-il souligné. Par secteur d'activité, les entreprises ayant procédé le plus à la publication des comptes sociaux sont celles de distribution de détail (65%), de distribution de gros (56%), des services (55,7%), de production de biens (52%) et de l'importation (46,8%). Par région, 7 wilayas ont réalisé un taux de dépôt supérieur à 70%, 15 wilayas ont enregistré un taux se situant entre 60% et 70% tandis que 19 autres wilayas ont enregistré un taux variant entre 50 et 60%. La wilaya de Mila est arrivée en tête du classement avec un taux de 83% de publication alors que la wilaya de Chlef est classée dernière avec un taux de 36,5%. La wilaya d'Alger, qui compte le plus grand nombre d'entreprises, a enregistré un taux de 55,79%, soit 18.815 entreprises ayant publié leurs comptes sur les 33.723 entités concernées. A fin 2015, le nombre global d'entreprises (publiques et privées) activant en Algérie avait

atteint 164.332 contre 157.122 en 2014. L'obligation de dépôt de comptes sociaux concerne les Sociétés par action (SPA), les Entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée (EURL), les Sociétés à responsabilité limitée (SARL), les Sociétés en nom collectif (SNC), les Sociétés en commandite simple (SCS) ou par action, les banques et les établissements financiers ainsi que les succursales de banques étrangères inscrites au registre de commerce. La publication des comptes sociaux a pour objet de faire connaître aux institutions et organismes financiers et même aux opérateurs économiques le contenu de ces comptes (des entreprises) afin d'avoir un aperçu quant à la santé financière des sociétés commerciales. Les entreprises n'ayant pas procédé à cette obligation seront inscrites au fichier national des fraudeurs et seront ainsi privées d'avantages fiscaux, douaniers et ceux liés à la promotion de l'investissement. Elles seront également exclues de soumission aux marchés publics et des opérations du commerce extérieur.



Akram Belkaïd, Paris

Le serpent de mer de la dépense publique

Il y a bientôt huit ans, c'était à la fin de l'été 2008, la planète encaissait une grave crise financière qui allait mettre au tapis nombre d'établissements bancaires et enrayer durablement la croissance mondiale. Aujourd'hui, la situation reste incertaine. Rares sont les indicateurs macro-économiques globaux qui sont revenus à leurs niveaux d'avant la tempête. L'activité reste atone dans de nombreuses zones, à commencer par l'Europe. De nombreux pays émergents sont en panne tandis que le chômage et les inégalités continuent de progresser un peu partout. Face à cette situation, les économistes et les décideurs politiques ne savent plus quel chemin prendre. Longtemps présentée comme «la» solution devant mener à la reprise, la politique monétaire plus qu'accommodante a montré ses limites. Certes, en baissant leurs taux et en injectant de l'argent en permanence dans les économies, tout en rachetant aux Etats leurs créances, les Banques centrales ont certainement empêché un vrai cataclysme. Mais, aujourd'hui, le remède ne fait guère plus d'effet et le patient, autrement dit l'économie mondiale, reste très faible.

L'ETAT APPELÉ À L'AIDE

C'est dans cette situation inquiétante pour l'avenir que de nombreuses voix se font entendre pour réclamer des politiques étatiques plus ambitieuses. Qu'il s'agisse du Fonds monétaire international (FMI) ou de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le message est le même : il faut d'urgence une augmentation des dépenses publiques. Autrement dit, c'est le retour en grâce de la doctrine keynésienne. L'Etat se voit de nouveau confier le statut de dernier recours, celui de l'acteur de la dernière chance qui investit pour relancer la machine économique et engendrer un cercle vertueux où chaque dollar dépensé serait caractérisé par un haut coefficient multiplicateur (c'est-à-dire qu'il provoquerait des investissements en cascade tous profitables à la croissance du Produit intérieur brut). Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les deux principaux candidats à la présidentielle américaine, Hillary Clinton et Donald Trump, évoquent dans leurs programmes la nécessité de lancer de grands travaux d'infrastructures pour relancer l'économie et augmenter les impôts.

ET LES ENTREPRISES ?

Ce n'est pas la première fois que le recours à la dépense publique est présenté comme la solution idéale. Pour autant, cela intervient dans un contexte où la règle résidait dans le respect du dogme de l'assainissement des comptes et de l'application de politiques d'austérité. La question qui se pose aujourd'hui est de savoir comment augmenter la dépense publique quand les Etats ont perdu une bonne partie de leurs moyens budgétaires. Doivent-ils s'endetter ? Et, si oui, auprès de qui ? Du marché ? Des épargnants ? Doivent-ils augmenter les impôts ? Et, si oui, de quelles catégories ? Les ménages ou les entreprises ? Les réponses ne sont pas neutres et obligent à aller plus loin que la simple exigence d'augmentation des dépenses publiques. Cela d'autant plus que l'argent ne manque pas. De nombreuses entreprises, notamment les multinationales, ont amassé des tonnes de cash dont elles se servent pour mieux rémunérer leurs actionnaires, pour racheter leurs propres actions (ce qui fait augmenter mécaniquement leurs valeurs boursières) ou pour racheter des concurrents. A l'inverse, ces entreprises investissent peu au prétexte que la confiance n'est pas au rendez-vous. Les grandes institutions internationales le savent mais l'idée que les Etats puissent légiférer pour obliger (ou encourager) le secteur privé à investir quand il a autant de moyens financiers ne fait pas (encore) partie de leurs propositions.

Sécurité routière Les «nouveaux permis» impliqués dans 50% des sinistres

Yazid Alilat

Accidents spectaculaires, hausse du nombre de victimes, des conducteurs potentiellement dangereux, sur les axes routiers, et, surtout, une non maîtrise complète du phénomène, qui serait devenu incontrôlable, ont été les grands axes développés hier, à la radio nationale, par M. Ahmed Nait El Hocine, directeur général du Centre national de Prévention et de Sécurité routière. Il rappelle, à ce propos, les derniers sinistres effroyables qui avaient impliqué des bus de transport public, notamment l'accident de Laghouat, en juin, qui a fait 32 morts, ou des voitures qui se perdent dans des ravins. Selon M. Nait El Hocine, les accidents de la route ont, plus ou moins, diminué au 1^{er} semestre 2016, par contre, il y a des accidents très graves ayant provoqué plusieurs victimes. «Il y a une stabilité des indicateurs de sécurité routière, il n'y a pas eu d'explosion de sinistralité, au vu des accidents et la hausse du parc automobile.

Mais, il y a eu des accidents très graves qui ont maintenu le seuil de sinistralité équivalent, à 2015, a-t-il expliqué», ajoutant qu'il y a eu une baisse de 18% du nombre d'accidents au 1^{er} semestre 2016. Mais il y a eu, relève-t-il, «de graves accidents qui ont maintenu à la hausse le seuil de mortalité.» Selon les données sur ces accidents, M. Nait El Hocine souligne que parmi les facteurs explicatifs, il y a «une forte implication des jeunes conducteurs». «5.102 conducteurs impliqués dans les accidents de la route ont entre 18 et 29 ans», a-t-il précisé, ajoutant que 35% des accidents ont été provoqués par des conducteurs de moins de 29 ans. Pis, «50% des conducteurs impliqués dans des accidents de la circulation ont des permis de conduire de moins de 2 ans et moins de 5 ans, ce qui nous renvoie à la formation et au durcissement des sanctions», estime-t-il. Au 1^{er} semestre 2016, il y a eu 14.238 accidents, moins de 3.263 accidents ou une baisse de 8%, par rapport à la même période en 2015, selon M. Nait El Hocine. Par contre, durant cette période, il y a eu 1.919 morts, dans des accidents de la route. Quant aux accidents de la route par ca-

tégorie socioprofessionnelle, les conducteurs «sans profession» sont impliqués dans 3.356 sinistres, et ils constituent une proportion de 23,57%. Les accidents de la route font, en moyenne, depuis plusieurs années, 4.000 morts, en Algérie, et l'ardoise est «salée»: environ 100 milliards de dinars, avait expliqué, début juin dernier, le ministre de l'Intérieur Nouredine Bedoui, devant les sénateurs. En 2014, les assureurs ont payé quelque 400 millions d'euros, soit 44,8 milliards de dinars pour les remboursements de sinistres automobiles.

Outre une hausse des amendes relatives aux accidents de la route, plusieurs dispositions ont été prises par les pouvoirs publics pour sécuriser les routes et réduire le nombre d'accidents, comme la suppression des ralentisseurs qui ne répondent pas aux normes, l'amélioration de l'état du réseau routier, l'exigence d'une qualité spéciale d'équipements de sécurité pour les véhicules importés, la généralisation du contrôle technique obligatoire des véhicules, ainsi que la dotation des services de sécurité d'appareils sophistiqués. Faut-il, dès lors, revoir le dispositif de surveillance et de contrôle ? Selon le premier responsable du Centre national de prévention et de sécurité routière, «le radar fixe va sécuriser les routes avec un système de sanctions automatisés», avant de relever que «le niveau de performances de sécurité routière est lié aux moyens de surveillance et de contrôle.» Il a également évoqué la loi portant révision du code de la route, qui sera soumise, prochainement, au Parlement, et qui porte notamment sur l'instauration du système du permis à points dont on parle, depuis plusieurs années, et l'abandon du retrait de permis, en cas d'infractions nécessitant cette extrémité.

M. Nait El Hocine estime, en outre, qu'il faut revoir autant la formation dans les auto-écoles qui doivent être modernisées, car «on compte introduire le multimédia dans les auto-écoles». Sur l'efficacité, enfin, du Centre de prévention et de sécurité routière, il a admis qu'il «ne dispose pas, encore, des moyens humains et matériels pour pouvoir mener à bien ses missions en matière de communication, de formation et de contrôle.»

Pour «offense à l'Islam et au prophète» Slimane Bouhafs condamné à trois ans de prison

Houari Barti

La cour de Sétif a condamné, hier, en appel, le dénommé Slimane Bouhafs, à une peine de 3 ans de prison ferme. Citoyen algérien de confession chrétienne, Slimane Bouhafs avait été inculpé, le 31 juillet dernier, sur la base de postes publiés sur sa page facebook, pour le chef d'accusation d'«offense à l'Islam et au prophète», délit puni par l'article 144 bis du code pénal. «Est puni d'un emprisonnement de trois (3) ans à cinq (5) ans et d'une amende de cinquante mille (50.000) DA à cent mille (100.000) DA, ou l'une de ces deux peines seulement, quiconque offense le prophète (paix et salut soient sur lui) et les envoyés de Dieu ou dénigre le dogme ou les préceptes de l'Islam, que ce soit par voie d'écrit, de dessin, de

déclaration ou tout autre moyen», stipule l'article en question. Ce jugement en appel, fait pour rappel, suite à une condamnation en première instance à une peine de 5 ans de prison ferme et à une amende de 100.000 dinars, par le Tribunal de Beni Outilane, wilaya de Sétif. «Bien que sa peine a été réduite», la Ligue algérienne des Droits de l'homme (LADDH) considère que «l'emprisonnement pour des délits d'opinions ou de culte est un antécédent grave, et est en contradiction avec la constitution et le standard universel des Droits de l'homme».

Elle rappelle, dans son communiqué diffusé hier, «sa requête d'amender l'article 144 bis du code pénal relatif à l'offense contre la religion et les symboles de l'Etat», qui selon elle, «ouvre la voie à toutes les interprétations et abus.»

R. N.

Les services de contrôle du ministère du Commerce annoncent avoir établi 71 procès-verbaux de poursuites judiciaires à l'encontre d'unités de production de lait pasteurisé et suspendu l'activité de 5 laiteries pour «non conformité». Selon un communiqué du ministère, «les actions de contrôle ont donné lieu à l'établissement de 71 procès-verbaux de poursuites judiciaires, la mise en demeure de 02 opérateurs et la cessation d'activité de 05 laiteries jusqu'à l'élimination total des causes de non-conformité constatées». Une «vaste opération de contrôle et de suivi des unités de production du lait pasteurisé en sachet d'un litre», lancée par le ministère du Commerce, dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'action de l'année 2016, a permis de constater ces infractions.

Les actions de contrôle engagées,

Jijel Reddition d'un terroriste

Un terroriste ayant rallié les groupes criminels en 1993 et dénommé G. Mohamed Saïd, alias Saad, s'est rendu mardi aux autorités sécuritaires à Chekfa relevant du secteur opérationnel de Jijel, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts des forces de l'Armée nationale populaire et ses services de sécurité, le terroriste dénommé +G. Mohamed Saïd+ dit Saad s'est rendu, aujourd'hui 06 septembre 2016, aux autorités sécuritaires à Chekfa au secteur opérationnel de Jijel / 5ème Région militaire, en possession d'un pistolet mitrailleur de type kalachnikov et d'une quantité de munitions", précise la même source.

"Ledit terroriste qui avait rallié les groupes criminels en 1993, s'est accroché avec un détachement de l'Armée nationale populaire, le 30 juin 2016, où sa femme et son bébé ont été touchés et ses trois filles ont été arrêtées", note le communiqué.

"Ces résultats révèlent, jour après jour, l'efficacité de l'approche de l'Armée nationale populaire pour l'éradication du fléau du terrorisme et la mise en échec de toute tentative visant à porter atteinte à la stabilité de notre pays et à sa sécurité. Ils dénotent également de l'état de désespoir des résidus de ces criminels", conclut le MDN.

M'sila Un enfant meurt écrasé par une foreuse de puits

Un enfant âgé de 2 ans a trouvé la mort, écrasé par une foreuse dans la commune de Berhoum, à 40 km à l'est de la wilaya de M'sila, a-t-on appris, mardi, auprès des services de la protection civile.

La foreuse du puits aurait percuté l'enfant qui se trouvait dans la cour de son domicile, où des travaux de forage étaient en cours, a précisé la même source, précisant que la dépouille mortelle a été transportée à la clinique de la commune de Berhoum.

Une enquête a été ouverte par les services de la gendarmerie nationale pour déterminer les causes de cet accident, a-t-on conclu.

Pour non conformité 5 laiteries fermées

sur l'ensemble du territoire national se sont soldées, durant le 1^{er} semestre 2016, par l'inspection de 146 laiteries sur un nombre total de 166 unités existantes. Les opérations de contrôle étaient, principalement, orientées vers la vérification du respect des conditions d'hygiène des locaux, des équipements et du personnel, des conditions de stockage et de la chaîne de froid, ainsi que de la conformité du produit en question, précise la même source.

Quelque 740 prélèvements d'échantillons ont été effectués, à différents niveaux de la production (matière première, chaîne de production, produits finis et sortie d'usine).

En matière de contrôle bactériologique, 355 échantillons ont été prélevés pour la détermination de la qualité microbiologique où il a été constaté un taux de non-conformité de 13,52%. Quant aux aspects physico-chimiques, sur 385 échantillons pré-

levés, 39 se sont avérés non-conformes, soit un taux de non-conformité de 10,13%. En matière de respect des conditions d'hygiène et de salubrité, les résultats obtenus montrent un faible taux d'infractions liées au respect des règles d'hygiène (locaux et personnel), des conditions de stockage ainsi que de l'autocontrôle, soit un taux infractionnel de 2%. Le ministère du Commerce souligne, aussi, que cette situation montre une «nette amélioration» dans cette filière, l'imputant «au suivi régulier et continu des services de contrôle et de la répression des fraudes, ainsi que la sensibilisation des opérateurs sur l'importance du respect des règles d'hygiène lors du processus de la mise à la consommation».

En matière d'information du consommateur, il a été relevé 12 infractions liées, principalement, à l'absence des date de fabrication et de péremption, indique la même source.

Deux morts, dont un gendarme, à un barrage de contrôle

Nait Ali H.

Un gendarme a été tué, hier à l'aube, à un barrage de contrôle routier tenu par la gendarmerie nationale sur la RN 12 à hauteur de Tadmait (18 km à l'ouest de la wilaya de Tizi Ouzou) par un chauffard roulant à bord d'un véhicule léger, avons-nous appris de sources sécuri-

taires. Il était peu avant 4h du matin, quand le drame s'est produit. Le véhicule venant de Tizi Ouzou est arrivé à vive allure, fauchant un des gendarmes présents sur les lieux. Il était âgé de 26 ans.

L'accompagnateur du chauffard a également été tué. Une enquête a été ouverte pour élucider les circonstances exactes de ce drame.

Tizi Ouzou Quatre bombes artisanales détruites

Quatre bombes de confection artisanale ont été détruites lundi par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), lors d'une opération de ratissage à Tizi Ouzou, indique mardi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'ANP a détruit, le 05 septembre 2016, lors d'une opération de ratissage à Tizi Ouzou/1re RM, quatre (04) bombes de confection artisanale», précise le communiqué. D'autre part et «dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements de l'ANP ont arrêté, à Tamanrasset et In Guezzam/6e RM, 26 contrebandiers et saisi un pistolet, une quantité de munitions, 2 véhicules tout-terrain, 1 camion, 1.000 litres de carburant, 20 quintaux de denrées alimentaires, 4 détecteurs de métaux, 1 groupe électrogène et 1 marteau-

piqueur», note la même source.

A Djanet/4e RM, un détachement de l'ANP a intercepté 5 contrebandiers et saisi un véhicule tout-terrain et 4 détecteurs de métaux, tandis qu'à Biskra, un autre détachement a appréhendé un contrebandier à bord d'un camion chargé de 12 quintaux de cuivre, ajoute le communiqué.

A Tlemcen et Tiaret /2e RM, des éléments des Gardes-frontières et de la Gendarmerie nationale ont arrêté 46 immigrants clandestins de différentes nationalités, tandis que 39,9 kilogrammes de kif traité ont été saisis à Tlemcen par des éléments de la Gendarmerie nationale, est-il indiqué.

Par ailleurs, des unités des Gardes-côtes d'Annaba/5e RM et de Mostaganem/2e RM ont déjoué des tentatives d'émigration clandestine de quatorze personnes, à bord d'embarcations de construction artisanale, conclut le MDN.

Saisie de faux billets, six arrestations

Les éléments de la compagnie de Gendarmerie de Draa El Mizan, à 42km au sud-ouest de Tizi-Ouzou, ont procédé à l'interpellation de six individus en possession de 42 faux billets d'une valeur de 1000 DA, a indiqué mardi un communiqué du Groupement de wilaya.

Ces présumés faussaires, étaient à bord d'un fourgon et ont été repérés

par une patrouille de la Gendarmerie Nationale qui a découvert les 42 coupures de faux billets lors de la fouille du véhicule, précise-t-on. Présentés au parquet de Draa El Mizan, deux des mis en cause dans cette affaire, ont été placés en détention préventive, et les quatre autres sous contrôle judiciaire, ajoute-t-on de même source.

Tissemsilt Deux femmes meurent électrocutées

El-Houari Dilmî

Une femme de 75 ans et sa petite-fille de 18 ans sont mortes électrocutées, hier mardi, au quartier 'Oued El Kram' à Theniet El Had, dans la wilaya de Tissemsilt, a-t-on appris de la direction de la protection civile.

Selon la même source, le drame est survenu lorsque la femme octogénaire a reçu une forte charge élec-

trique en voulant porter secours à sa petite-fille, elle-même électrocutée pendant qu'elle procédait au repassage de ses habits. Les deux victimes sont décédées avant l'arrivée des secours.

Leurs corps ont été déposés à la morgue de l'hôpital de Theniet El Had, et une enquête a été ouverte par les services de la Sûreté de daïra pour élucider les circonstances exactes de ce double drame.

Gabon

«Ça va chauffer grave»

La crise au Gabon a vécu un nouveau rebondissement lundi soir avec une première défection de haut niveau dans l'entourage d'Ali Bongo Ondimba, son ministre de la Justice, alors qu'un semblant de vie normale avait repris dans la journée dans le pays.

Par Michel Cariou,
Samir Tounsi de l'AFP

En première ligne dans la crise gabonaise, la France s'est en quiétude d'être sans nouvelles de plusieurs de ses ressortissants ou binationaux au Gabon. Des dizaines de Gabonais cherchent toujours un proche introuvable depuis les violences et les centaines d'arrestations qui ont suivi l'annonce de la réélection contestée d'Ali Bongo mercredi dernier. La vie a repris lundi dans un calme précaire après une paralysie totale de l'économie due à l'élection présidentielle du 27 août et aux violences meurtrières accompagnées de pillages massifs qui ont suivi l'annonce de la réélection contestée du président Bongo. A Libreville, le centre de la capitale a retrouvé son animation habituelle, malgré un appel lancé la veille par l'opposition aux Gabonais à rester chez eux «pour des raisons de sécurité». Mais les habitants doutent que la crise postélectorale soit achevée. L'opposant Jean Ping, qui se déclare «président élu», a demandé lundi aux Gabonais de «résister par le blocage économique du pays» en lançant un appel à une «grève générale» pour «faire tomber

le tyran», dans une déclaration sur sa page Facebook. Celle-ci n'est toutefois pas accessible au Gabon en raison de la coupure des réseaux sociaux. Une question commence à se poser: M. Ping, va-t-il déposer un recours devant la Cour constitutionnelle d'ici à jeudi, la date limite ?

Le ministre de la Justice du Gabon et deuxième vice-Premier ministre, Séraphin Moundounga, a annoncé qu'il démissionnait lundi. Il a demandé le «recomptage des voix bureau de vote par bureau de vote et procès-verbal par procès-verbal.» Plusieurs dizaines de personnes se sont par ailleurs regroupées lundi devant le palais de justice de Libreville dans l'espoir d'obtenir des nouvelles d'un proche introuvable depuis le début des violences, alors que le parquet doit entendre des centaines de personnes arrêtées lors des troubles de la semaine dernière. La France est pour sa part «sans nouvelles de plusieurs de ses compatriotes» après les troubles violents qui ont suivi l'annonce de la réélection contestée du président Bongo, a déclaré lundi le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault. «Des arrestations ont eu lieu ces derniers jours. La France est sans nouvelles de plusieurs de ses compatriotes», a déclaré le ministre, qui exprime «sa vive préoccupation». Une dizaine de personnes, possédant toutes la double nationalité franco-gabonaise, ne peuvent être localisées, a-t-on précisé de source diplomatique. De son côté, l'Union africaine (UA) a annoncé qu'elle était prête à envoyer une délégation au Gabon. «Une délégation à haut niveau composée de chefs d'Etat africains, accompagnés par de hauts responsables de la Commission de l'UA et des Nations unies, est prête à être envoyée à Libreville, dès que les conditions pour une visite seront établies»; L'internet, qui



avait été partiellement rétabli lundi après une coupure totale de cinq jours, a été à nouveau coupé. Les banques, fermées depuis bientôt une semaine, ont rouvert. Les taxis collectifs circulent de nouveau.

RAYONS DÉGARNIS

Les commerces ont également rouvert, souvent avec des rayons dégarnis. Le secteur de la distribution a été frappé de plein fouet par la paralysie des transports. Dans la capitale pétrolière, Port-Gentil, seule la moitié des salariés au siège de Total ont repris le travail lundi, selon une source au sein de la direction. «On a l'impression d'un faux calme», témoigne à Lambaréné (centre) un cadre d'une société de distribution de produits frais (tomates, ananas...), qui déplore deux à trois millions de FCFA (3.000 à 4.500 euros) de pertes. Pays

pétrolier d'Afrique centrale d'environ 1,8 million d'habitants, le Gabon importe 80% de sa nourriture, notamment du Cameroun voisin. Or, le trafic en provenance du Cameroun reste interrompu, les transporteurs redoutant les pillers.

Les troubles ont provoqué des pénuries et une flambée des prix. «Quatre piments, maintenant ça fait 1.000 francs CFA (1,5 euro), contre 200 à 300 CFA en temps ordinaire, déplore André, habitant du quartier populaire de Lalala-à-gauche, dans la capitale. Après l'explosion de violences mercredi à la proclamation des résultats officiels provisoires, les Gabonais qui le peuvent veulent reconstituer un stock de nourriture avant la prochaine étape du processus électoral: la proclamation par la Cour constitutionnelle des résultats définitifs du scrutin à un tour du 27

août. «Ca va chauffer grave», pronostique André, exprimant une opinion largement répandue.

TRACTATIONS SOUTERRAINES

Dénouant des fraudes massives, le camp de M. Ping réclame un recomptage des voix bureau de vote par bureau, particulièrement dans la province du Haut-Ogooué - fief de la famille Bongo - où la participation officielle a dépassé 99% avec plus de 95% des suffrages pour le président sortant.

Selon les résultats officiels provisoires, M. Bongo a recueilli 5.594 voix de plus que M. Ping, un ancien cacique du régime d'Omar Bongo, qui a dirigé le Gabon pendant 41 ans, jusque sa mort en 2009. L'élection de son fils Ali avait alors déjà été violemment contestée.

Washington et Moscou sans solution au conflit L'EI frappe en Syrie



Par Rim Haddad de l'AFP

Une série d'attentats revendiqués par le groupe Etat islamique (EI) a ensanglanté plusieurs villes de Syrie contrôlées par le régime ou les milices kurdes au moment où Washington et Moscou s'avèrent incapables de s'accorder sur les moyens de réduire la violence dans le pays. Ces attaques suicide simultanées ont fait au moins 48 morts lundi et surviennent au lendemain d'une sévère défaite de l'EI qui a été chassé, par les forces turques alliées à des rebelles syriens, des dernières positions qu'il tenait le long de la frontière turque en Syrie.

L'attaque la plus meurtrière a provoqué la mort d'au moins 35 personnes à Tartous, un bastion sur la Méditerranée du régime du président Bachar al-Assad. Elle a été menée sur un pont à l'aide d'une voiture piégée et d'un

kamikaze, qui a déclenché sa ceinture d'explosifs lorsque des personnes s'étaient rassemblées pour secourir les blessés de la première explosion, selon la télévision d'Etat. Tartous est la ville qui déplore le plus grand nombre de morts dans les rangs de l'armée et des milices pro-régime depuis le début en 2011 du conflit en Syrie, qui a fait plus de 290.000 morts et poussé des millions de personnes hors de chez eux. Dans le nord-est du pays, au moins huit personnes ont été tuées par un kamikaze circulant à moto à Hassaké, une ville tenue quasiment entièrement par les milices kurdes bien que le régime soit présent dans certaines zones. Les autres explosions ont causé la mort de quatre personnes à Homs (centre) et d'une autre sur une route à l'ouest de la capitale Damas selon l'agence Sana. Pour l'expert Thomas Pierret, ces explosions «sont l'expression d'une stratégie,

développée depuis le début de l'année, d'attaques dans les régions sous contrôle du régime». Elles visent à «séduire» les opposants au régime en démontrant «la capacité du groupe à frapper ce dernier». «L'EI cherche également à attiser les tensions confessionnelles à son bénéfice et compte vraisemblablement sur la répétition de tels scénarios pour mobiliser des adeptes dans ces régions», ajoute ce maître de conférences à l'université d'Edimbourg.

Cette stratégie est développée alors que le groupe jihadiste ne cesse de reculer dans tous les territoires qu'il a conquis en 2014 en Syrie et en Irak. Lundi, il a encore perdu cinq villages dans le nord syrien, à la faveur de l'opération «Bouclier de l'Euphrate» lancée le 24 août par Ankara et visant à la fois l'EI et les milices kurdes, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'Homme.

«UN CERTAIN RAPPROCHEMENT»

Le conflit syrien a été l'un des dossiers discutés par les dirigeants réunis pour le sommet du G-20 qui s'est achevé lundi en Chine. Mais de nouveaux pourparlers entre le secrétaire d'Etat américain John Kerry et le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov se sont achevés sans parvenir à un accord de coopération sur la Syrie, selon un haut diplomate américain. Cependant, chacun à sa manière, le président américain Barack Obama et son homologue russe Vladimir Poutine ont voulu faire preuve d'un certain optimisme. «Nous avons eu des discussions productives sur ce à quoi pourrait ressembler une réelle cessation des hostilités», a déclaré M. Obama après son entretien avec M. Poutine.

Le dirigeant russe a affirmé qu'il «avait malgré tout un certain rapprochement des positions» avec les Etats-Unis. Un accord avec Washington pourrait être conclu «dans les prochains jours», selon M. Poutine, qui a indiqué que «la lutte antiterroriste y compris en Syrie sera sérieusement améliorée et intensifiée». Moscou et Washington, qui effectuent séparément des bombardements contre les jihadistes en Syrie, sont notamment en désaccord sur le sort du président syrien Bachar al-Assad, le premier étant fermement opposé à son départ réclamé par le second.

Les Etats-Unis ont dépêché la semaine dernière un émissaire à la rencontre des forces kurdes alliées en Syrie, après les tensions provoquées par l'intervention turque, a annoncé lundi un responsable du département d'Etat. Le président turc Recep Tayyip Erdogan, également présent en Chine, a proposé à MM. Poutine et Obama d'établir une «zone d'exclusion aérienne» dans le nord de la Syrie. La Turquie, qui accueille plus de 2,5 millions de réfugiés syriens sur son sol, a déjà appelé à plusieurs reprises à une zone protégée et interdite de survol à l'intérieur de la Syrie. Le président turc a par ailleurs indiqué que les autorités turques coopéraient avec la Russie en vue d'instaurer un cessez-le-feu dans la région d'Alep.

NOUVELLE VILLE DE SIDI ABDALLAH

Une commission pour la dénomination des rues et quartiers

Une commission interministérielle entre les ministères de l'Habitat, des Moudjahidine, de l'Intérieur et la wilaya d'Alger s'est réunie, lundi, pour préparer la dénomination des rues et quartiers de la nouvelle ville de Sidi Abdallah (Alger), en prévision de la dénomination des premières rues le 11 décembre prochain. Ce premier pas permettra de «donner une identité à la nouvelle ville qui ne sera pas qu'une simple superficie d'habitation mais plutôt un espace urbain complémentaire multidimensionnel lié à l'histoire et au combat du pays», a indiqué le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune, lors d'une réunion tenue en présence du ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni, du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, et de cadres des ministères concernés. Présidée par le wali d'Alger, la commission s'attellera à classer les quartiers, les rues et axes principaux et secondaires, à choisir les dénominations adéquates de façon à refléter l'attachement de l'Algérie à son histo-

re et à conférer à la nouvelle ville sa dimension internationale. La liste des noms proposés comprend les noms de moudjahidine, de chouhada, de chefs de résistance populaire, de membres du GPRA et de présidents algériens décédés. La liste comprend les noms des amis de l'Algérie ayant sacrifié leur vie pour la libération de l'Algérie du joug colonial. «A travers cet hommage, l'Algérie entend honorer la mémoire de ceux qui ont voué leur vie pour sa liberté, quelles que soient leurs origines», a déclaré M. Tebboune. Le ministre a affirmé l'importance de dénommer les quartiers et les rues de manière à faire connaître l'histoire du pays aux citoyens et aux visiteurs. Les plaques et panneaux indicatifs portant les noms validés par la commission seront installés à la fin octobre. La nouvelle ville de Sidi Abdallah s'apprête à accueillir 10.000 nouvelles familles dans le cadre de l'opération de distribution du premier quota de logements dans cette ville. La date de distribution du premier quota de logements, prévue initia-

lement le 20 décembre, a été avancée au 11 décembre pour coïncider avec les manifestations du 11 Décembre 1960. Dans le cadre des préparatifs de cette opération, le ministère de l'Habitat veille à intensifier ses efforts en collaboration avec les ministères du Commerce, de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, ainsi que l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF) en vue d'assurer aux citoyens les prestations nécessaires. La nouvelle ville de Sidi Abdallah s'étend sur une superficie urbaine de 3.000 hectares au sud-ouest de la capitale. Le plan général de la nouvelle ville comprend 27 cités de 58.296 logements s'étendant sur 21% de sa superficie, 52 structures publiques outre un pôle pharmaceutique, universitaire, sanitaire et technologique et un autre pôle récréatif et de loisirs. Une ligne ferroviaire Zéralda-Birtouta via Sidi Abdallah sera mise en service le 1^{er} novembre prochain, ce qui facilitera l'accès à la nouvelle ville.

TIZI OUZOU

Un piéton tué par un véhicule

Un piéton a trouvé la mort lundi dernier, peu avant 06 heures, dans un accident de la route survenu sur la RN 12 à hauteur du lieudit Elouz dans la commune de Tadmaït (17 km à l'ouest de la wilaya de Tizi Ouzou), avons-nous appris auprès de la Protection civile. La victime, un jeune de 23 ans, a été mortellement heurtée par un véhicule dont le conducteur a pris la fuite. Le jeune homme a été tué sur le coup avant que les éléments de la Protection civile ne transfèrent sa dépouille mortelle vers le CHU de Tizi Ouzou. Une enquête a été ouverte par les services de sécurité pour élucider les circonstances exactes de cet accident.

Plus de 100 ha de couvert végétal partent en fumée

Une superficie de plus de 114 hectares de couvert végétal a été détruite, dimanche dernier, par plusieurs départs de feux dans la wilaya de Tizi Ouzou, avons-nous appris auprès du chargé de communication de la direction locale de la Protection civile, le lieutenant Hamidi Samir. Ces feux ont ainsi réduit en cendre 44,5 ha de maquis, 33 ha de forêts et 37 ha de broussaille en plus de 4.135 arbres fruitiers essentiellement des oliviers, 140 ruches et 500 pieds de vigne. Parmi les départs de feux et des dégâts considérables, notre source cite également ceux signalés à Koudhia (commune d'Aït Chafaa) ayant détruit 20 ha de maquis, 5 ha de chêne-liège, 3.200 oliviers et 140 ruches, à Mahmouchia (commune de M'kira), 20 ha de chêne-liège et maquis et 100 oliviers, à Leghrouse (commune de Makouda), 4 ha de chêne vert, 30 oliviers et 15 figuiers, toujours selon le même responsable.

Naït Ali H.

TÉBESSA

7 nouveaux lycées et 3 CEM

Ali Chabana

Après la rentrée scolaire, les services de la direction de l'éducation de la wilaya de Tébessa viennent de rendre publiques les statistiques concernant cette rentrée 2016/2017. Concernant le nombre d'élèves ayant rejoint leurs classes dans les trois paliers de l'enseignement, un total de 164.025 élèves, encadrés par 8.925 enseignants et répartis sur 567 établissements éducatifs, tous paliers confondus.

Les chiffres fournis par la cellule de communication de ladite direction font état également de la réception de nouvelles infrastructures scolaires dont notamment 7 lycées, à Cheria, Grigueur, Thlygene, Boulhaf Dyr et Oum Ali, ainsi que 3 nouveaux CEM et 3 écoles dans les

localités de Marmouthia, T'noukka et Grigueur. Ces établissements viennent renforcer le secteur et ainsi desserrer l'étau des sureffectifs constatés dans certains établissements, en particulier au chef-lieu.

Par ailleurs, les mêmes services indiquent que pas moins de 386 cantines scolaires sont mises au service du plus grand nombre d'élèves, que 18.700 cartables sont distribués à des nécessiteux et que la prime de scolarité (3.000 DA) bénéficiera à quelque 70.000 élèves scolarisés issus de familles nécessiteuses. Quant à la médecine scolaire, elle est assurée par 25 unités de dépistage.

Enfin, 731 élèves répartis sur 6 écoles du cycle primaire sont inscrits en classes de tamazight, et c'est une première dans la wilaya de Tébessa.

ZÉRALDA

Une université d'été pour sensibiliser les consommateurs

Bouhassoune Lahouari

C'est sous le mot d'ordre «Rapprochement, coordination et formation», que vient de se dérouler, durant trois jours, l'université d'été destinée aux membres de l'Organisation de la protection et d'orientation du consommateur et de son environnement, plus connue sous le sigle de l'APOC, dans les locaux de l'office près du village des Artistes à Zéralda (Alger). Cette rencontre, tenue dans sa première édition, a vu la participation de 65 membres encadrés par des experts

et des universitaires qui ont animé des conférences-débats. Il y a lieu de rappeler que cette association présidée par le docteur Mustapha Zebdi et initiatrice de cet événement, a été agréée l'année dernière. C'est autour du thème générique «Protection du consommateur» que les travaux de cette université d'été se sont tenus.

Les participants ont donc eu droit à une formation en bonne et due forme sur le rôle et la mission des associations activant dans ce créneau. En effet, parmi les thèmes développés figurent «le dévelop-

pement durable», «les habitudes des consommateurs comme fait social» et, enfin, «la sécurité alimentaire». Les participants sont appelés à multiplier les actions de sensibilisation des consommateurs sur les précautions à prendre dans l'achat des produits ou denrées alimentaires et vestimentaires inondant les marchés. «Le choix de la qualité» doit être une habitude du consommateur pour s'éviter à lui et à ses proches, enfants notamment, toutes déconvenues. C'est en somme l'objectif de cette université d'été.

BLIDA

Nouvel habillage pour le théâtre

La perle des établissements culturels à Blida, le théâtre Mohamed-Touri, est l'objet d'une importante opération de réhabilitation considérée comme la première du genre depuis sa réalisation, dans un objectif de lui restituer son aura des années 30 du siècle dernier. Selon le président de l'Assemblée populaire de la commune (P/APC) de Blida, Sid Ali Ben Cherchali, le chantier de cette opération, affectée d'une dotation de 87 millions de DA, a été lancé depuis plus de deux (2) mois, en vue du réaménagement et restauration du musée, de la salle de spectacles, des gradins du théâtre et de sa toiture, entre autres. La démarche, initiée par les autorités locales, vise, selon le même responsable, à restituer à ce monument historique sa gloire passée, ainsi que la place qui lui sied en tant qu'établissement culturel de premier ordre portant le nom de l'un des pionniers du théâtre national, à savoir l'enfant prodigue de Blida Mohamed Touri. Un établissement qui a malheureusement été,

ces dernières années, détourné de la mission initiale à laquelle il était voué, en ayant abrité, en l'absence de salles de conférences à Blida, d'innombrables activités politiques et autres dont des meetings populaires qui ont accéléré son état de dégradation.

Ce monument historique a été fondé durant les années vingt du siècle dernier par les autorités coloniales françaises, qui voulaient à l'époque enrichir la commune avec une bibliothèque municipale, a indiqué à l'APS, la mémoire vivante de la ville de Blida, Mohamed Ouraghi. En 1926, un nouveau responsable, venu directement de l'Opéra de la ville française de Toulouse, fut installé à la tête de la structure. C'est ainsi qu'elle fut transformée en une salle de cinéma et de projection.

C'est au lendemain de l'indépendance que l'établissement a été baptisé du nom de l'artiste Mohamed Touri (décédé en 1959), en reconnaissance de son action et de son œuvre au profit du théâtre national.

LE PASSAGE D'ARTISTES DE RÉPUTATIONS NATIONALE ET MONDIALE

Le théâtre Mohamed Touri, un établissement qui a vu le passage de géants de la scène artistique nationale et internationale. Selon M. Ouraghi, de nombreuses figures réputées de la scène artistique mondiale se sont produites sur les planches du théâtre Mohamed-Touri, y laissant chacun son empreinte indélébile pour en faire une structure unique en son genre. Parmi ces figures réputées, l'historien a cité le chanteur libanais Marcel Khalifa, l'homme de lettres syrien Djeddou Haki, le pianiste mondial Marcel Samson, en plus de monstres sacrés de la scène artistique algérienne, dont Blaoui Houari, Ahmed Wahbi, Dahmane Ben Achour, Hadj Mahfoud Mahieddine, Ben Guerouura, Mohamed El Basri, Lhadj El Anka, Fadila Dzeria, Mohamed Toubal, Abdelkader Kessoum, Lhachemi Guerouabi, Dahmane El Harrachi, Abderrahmane Aziz et bien d'autres artistes, qui ont illuminé de leur aura éternelle le ciel de la ville des roses.

GUELMA

Le gaz de ville pour plus de 3.000 foyers

Un total de 3.046 foyers répartis sur plusieurs agglomérations de la wilaya de Guelma a été raccordé au réseau de gaz naturel durant les sept (7) premiers mois de l'année en cours, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz.

Ces opérations de raccordement ayant nécessité la réalisation d'un réseau de 100 km ont été effectuées au titre de la première et seconde tranches du programme quinquennal 2010-2014, a indiqué la cellule de communication

de cette direction. Ce réseau a concerné plusieurs centres urbains des communes d'Aïn Reggada, Houari Boumediene, Tamlouka, Medjez Amar, Belkheir, Medjez Sefa, Djeballah Khemissi, Béni Mezline.

Le programme 2010-2014 projette le raccordement de 23.426 foyers dans 20 communes par la pose d'un réseau global de 638 km de canalisations. 1.294 foyers avaient été desservis par le réseau de gaz durant les deux années 2014 et 2015, est-il indiqué de même source.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

05 dhou el hidja 1437

El Fedjr 04h55	Dohr 12h45	Assar 16h22	Maghreb 19h10	Icha 20h31
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



La nouvelle gare fait jaser

A. Mallem

Entrée en fonction depuis le 20 août dernier après une année de travaux de réaménagement, de remise à neuf de ses installations pour les porter au niveau des standards modernes, la gare routière de l'Est, «Sahraoui Tahar», de Constantine ne cesse depuis cette date d'être décriée par ses utilisateurs, en l'occurrence les voyageurs, les taxieurs exerçant sur les lignes interurbaines et les transporteurs par bus. «On ne comprend pas pourquoi cette infrastructure de transport a été remise en fonctionnement alors qu'elle manque manifestement des commodités les plus élémentaires : les toilettes, les kiosques et tous les services confondus», nous ont raconté les éléments d'un groupe de voyageurs que nous avons rencontré hier sur les lieux. Ces derniers, auxquels se sont joints des taxieurs exerçant à l'intérieur de la gare, ainsi que des chauffeurs de bus faisant les lignes régionales et nationales, nous ont raconté qu'ils souffrent tous de l'absence de ces commodités.

«Les problèmes commencent tout de suite lorsqu'il nous arrive de vouloir franchir le seuil de la porte d'entrée de la gare, commença un taxieur. Le niveau bas de la porte, conçu en fer, se trouve assez haut pour endommager les tuyaux d'échappement des véhicules et à ce titre, quatre de nos taxis ont été victimes de cette incohérence en perdant leurs tuyaux d'échappement. Ajoutez à cela le fait que l'emplacement qui a été réservé aux taxis est très insuffisant parce qu'une grande partie de l'aire de stationnement que nous avions proposé aux responsables de Sogral, la société de gestion de la gare, a été réservée au stationnement des bus. Cet emplacement ne peut abriter les 450 taxis qui sont domiciliés dans cette gare. Et si l'on ajoute les 400 autres environ qui viennent des autres régions, cela pose problème», a dit notre interlocuteur.

«Ajoutez à cela que les abris réservés aux voyageurs ne sont pas fiables parce que leurs carreaux n'ont pas été fixés et qu'ils tombent souvent sur la tête des gens venus s'abriter», reprend un voyageur qui signale aussi le manque de contrôle car l'on voit la gare encombrée par les vendeurs à la sauvette de la pizza et de produits alimentaires dont l'hygiène laisse à désirer. Et un chauffeur de bus de compléter en disant qu'on trouve aussi à l'intérieur de la gare des groupes de taxieurs fraudeurs qui stationnent dehors, mais qui viennent

pour raccoler la clientèle. «Et ces gens ne sont nullement inquiétés par les agents de sécurité. Mais le plus grand problème qu'endurent les voyageurs, les locataires et les visiteurs de la gare routière, poursuit le chauffeur de bus, est celui des toilettes publiques. Ouvertes dès 6h du matin, les latrines se trouvent fermées à partir de 18h. Et cela n'est pas du tout normal quand on songe que les voyageurs qui débarquent dans cette gare, venant de loin, ne trouvent pas où assouvir un besoin pressant. Et nous, où irons-nous pour ce faire ?», a-t-il crié en colère. Pourquoi ne ferait-on pas comme à la gare routière du Caroubier d'Alger ? ont demandé nos interlocuteurs. Et d'ajouter encore que la gare est dépourvue de toutes les servitudes publiques allant du kiosque à tabac aux gargotes et au taxiphone pour permettre aux passagers de recharger leur téléphone. Et cela n'est pas du tout normal, ont-ils répété en chœur.

Contacté hier, le directeur régional de Sogral, M. Benamara, qui ne s'occupe pas directement de la gestion de la gare routière qui possède son propre directeur, a tenu quand même à s'exprimer en rejetant catégoriquement les assertions ci-dessus rapportées par les voyageurs et les utilisateurs de cette infrastructure routière flambant neuf. Concernant les toilettes, ce responsable a affirmé que la gare est équipée de deux latrines, une pour femmes et une pour hommes, et elles fonctionnent l'une dans l'enceinte de la gare et l'autre à l'extérieur. Et elles fonctionnent normalement, a-t-il ajouté. «L'assertion concernant leur fermeture à 18h est complètement fausse !», a déclaré M. Benamara. Et de prendre à témoin les deux gérants de ces lieux d'aisance. A propos de l'espace réservé au stationnement des taxis, le directeur régional de Sogral a répondu que c'est tout l'espace que l'infrastructure peut mettre à leur disposition. «On ne peut pas donner plus», a-t-il rétorqué. Quant aux kiosques, notre interlocuteur a signalé que leur fermeture incombe totalement aux locataires, «ces commerçants étant les mêmes que ceux qui étaient agréés par l'APC et que nous avons reconduits», a-t-il précisé. Et de signaler ensuite que les locataires en question ont refusé catégoriquement de se présenter chez le notaire pour signer les contrats de location et prendre les clés des kiosques. Malheureusement, a-t-il déploré, jusqu'à ce jour, ces commerçants refusent de signer les contrats pour pouvoir ouvrir et faire fonctionner leurs échoppes.

Commune de Constantine

Plus de 5.400 élèves nécessitent recensés

A. El Abci

5.100 cartables remplis de fournitures scolaires seront distribués par les services de l'APC au profit des élèves, recensés comme nécessaires, et il est attendu le concours financier de la wilaya pour assurer la couverture de la différence.

La distribution de ces fournitures à leurs bénéficiaires sera entamée dans les prochains jours par les services concernés des dix délégations communales. Selon le vice-président de l'APC de Constantine chargé des affaires culturelles, éducatives et sportives, Abdelmalek Benhamouda, l'action de so-

lidarité de l'APC de la ville des ponts consiste en 5.100 cartables contenant diverses fournitures scolaires comme les tabliers, cahiers, crayons et nombre d'autres articles scolaires indispensables. Toutefois, dira-t-il, le nombre des élèves de familles nécessiteuses recensés dans la commune atteint les 5.427 et la différence sera comblée par l'aide et la participation financière de la wilaya. Et d'ajouter que la valeur des articles que contient chaque cartable est estimée à plus de 2.500 dinars.

Ainsi, poursuivra-t-il, nous avons près de 800 lots pour la 1^{ère} année primaire, près de 900 autres lots

pour la 2^{ème} année primaire, 1.100 lots pour la 3^{ème} année, 1.100 autres lots pour la 4^{ème} année et 1.200 pour la 5^{ème} année primaire. Et de faire savoir que la distribution se fera au niveau des 10 délégations communales, dont chacune est chargée d'un certain nombre d'écoles.

Et notre interlocuteur de souligner que pour des cantines scolaires de la commune de Constantine, elles sont au nombre de 99 équipées et prêtes à l'exploitation, dont 64 structurées servent des repas chauds et 68 des repas froids et ce, pour une population scolaire de 30.527 élèves.

Perturbation dans l'alimentation en eau potable

A. Mallem

A l'évidence, la population de la commune de Zighoud Youcef n'en a pas encore terminé avec les problèmes d'eau potable provoqués par des agressions sur la conduite qui les alimente à partir de la station de pompage de Hamma Bouziane. En effet, pas plus tard que dimanche, cette population a été affectée par une autre panne du genre qui a touché la même conduite. La panne qui a été provoquée par un laboureur a cassé en deux la conduite qui passe et a affecté cette fois une population de 8.000 âmes environ, celle du petit village de Mihoubi, situé à 3 km du chef-lieu de commune. «Et avec la dernière rupture intervenue sur la conduite d'eau potable qui alimente toute la ville de Zighoud Youcef, nous a déclaré hier un résident de Mihoubi, notre petite population compta-

bilise maintenant 15 jours entiers sans eau». «C'est vrai que les gens du petit village de Mihoubi Mohamed Salah ont bien souffert de ces pannes d'eau. Mais aujourd'hui le problème est réglé», a reconnu le président de l'APC de Zighoud Youcef, M. Aidouci Bachir, que nous avons contacté hier.

Et profitant de l'opportunité, ce dernier s'est mis à nous expliquer que cette dernière coupure s'est produite lorsqu'un agriculteur qui labourait sa terre avec son tracteur a heurté la conduite d'eau qui passe sur son terrain, la coupant en deux par le soc de la charrue». Seulement, a poursuivi l' élu, il faut dire que notre intervention pour réparer les dégâts s'est heurtée à un problème particulier : comme ce terrain est situé sur la «zone rouge» traversée par le pipeline de la Sonatrach amenant le pétrole du Sahara vers la raf-

finerie de Skikda, il fallait des autorisations spéciales pour y pénétrer et y effectuer des travaux. «Aussi, j'ai fait appel à la wilaya ce matin pour exposer le problème et les difficultés rencontrées et ses services ont pris contact avec la Sonatrach de Skikda qui a envoyé un délégué sur le terrain, un représentant du centre de distribution de Bounouara et un représentant de la direction de wilaya de l'énergie et des mines (DMI). Et en présence de tous nous avons pu pénétrer dans le terrain en question et faire intervenir l'entreprise chargée des travaux de réparation de la conduite d'eau. Celle-ci se trouve actuellement sur place et elle va prendre quelques heures seulement pour réparer la panne. Et la reprise du pompage de l'eau à partir de la station de Hamma Bouziane interviendra incessamment», a assuré le maire de Zighoud Youcef.

Ali Mendjeli 10 compteurs détruits dans un incendie

Dix compteurs électriques ont pris feu au milieu de l'après-midi d'avant-hier lundi, aux environs de 15 heures 30 minutes dans un immeuble de l'unité de voisinage (UV) 18 de la nouvelle ville de Ali Mendjeli, provoquant une grande panique parmi les habitants.

Selon la Protection civile, les 10 compteurs électriques installés dans une niche au bas de la cage d'escaliers, ont été complètement détruits et il en a été de même pour la niche qui les abritait. Le feu a même failli pren-

dre dans les escaliers, n'était-ce la promptitude et la rapidité d'intervention des agents de la Protection civile.

Les résidents, une fois la panique passée, ont déploré que les services de la société de distribution de l'électricité et du gaz de l'Est (SDE), continuent à regrouper tous les compteurs électriques dans un même endroit et ce, malgré les nombreux accidents déjà survenus.

Et ils n'ont pas manqué de rappeler que les services de la Protection civile, eux-mêmes, ont

toujours été contre ce genre de disposition. En effet explique-t-on, rassembler tous les appareils dans une niche et dans un endroit, qui est de surcroît bien étroit, est vraiment contre-indiqué. Faisant observer que lorsque se produit un court circuit, le feu se propage à tous les appareils et c'est la catastrophe assurée, tandis que s'ils sont séparés, comme il était de coutume auparavant, l'incendie serait un peu plus difficile et les dégâts limités.

A. E. A.

Huit blessés dans deux accidents de la route

Huit personnes ont été blessées plus ou moins gravement, avant-hier lundi, dans deux accidents de la circulation à Zighoud Youcef et à la nouvelle ville de Ali Mendjeli. Selon la cellule de communication de la protection civile, une collision entre une voiture de tourisme et un bus est survenue lundi dernier, vers 12 heures 30 minutes, sur le tronçon de l'autoroute Est-Ouest

près de la localité de «Doghra», dans la commune de Zighoud Youcef, faisant cinq blessés plus ou moins graves. Ces derniers, dont les âges varient entre 22 et 71 ans, ont reçu les premiers secours sur place avant d'être transportés à l'hôpital de Zighoud Youcef.

Toujours selon la protection civile, une autre collision s'est produite aux environs de 15 heures sur le chemin de wilaya

n°101 de la nouvelle ville de Ali Mendjeli, à proximité de la polyclinique «Benkhadri», faisant trois blessés.

Les victimes, dont deux femmes âgées de 25 et 43 ans et un homme de 45 ans, ont reçu aide et assistance sur les lieux de l'accident et ont été évacuées ensuite à l'hôpital «Abdelkader Benchérif» de Ali Mendjeli.

A. E. A.

Benbadis 2.000 bottes de foin partent en fumée

Un incendie s'est déclaré avant-hier au niveau d'une exploitation agricole située dans la commune de Benbadis, désignée également par le nom de «El Haria», où pas moins de 2.000 bottes de foin ont été réduites en cendre, a annoncé hier la protection civile de Constantine.

Selon les informations communiquées par la cellule de communication de la protection civile, les bottes de foin ont été détruites par un incen-

die qui est survenue lundi dernier vers 17 heures dans une exploitation agricole située au lieu-dit «Zaaroura». Selon la même source, l'intervention rapide des pompiers a permis de circonscrire le sinistre et d'éviter que les flammes se propagent au reste du stock de foin, constitué de milliers d'autres bottes, et également aux constructions de ladite exploitation se trouvant dans les environs immédiats. A.E.A.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

05 dhou el hidja 1437

El Fedjr
04h42

Dohr
12h32

Assar
16h09

Maghreb
18h56

Icha
20h17



BÉNI-SAF

Campagne de vaccination en milieu scolaire, à partir de demain

Le corps médical et paramédical des Unités de suivi et de dépistage sanitaire (UDS), en milieu scolaire, relevant du SEMEP de Béni-Saf, se prépare à lancer, à partir de jeudi prochain, une vaste campagne de vaccination en direction des élèves des différents paliers.

Bensafi Mohamed

Il s'agit d'un calendrier vaccinal scolaire national qui se prolongera jusqu'au 2 novembre prochain. Une couverture vaccinale qui ciblera 3 catégories d'âges : 5/6 ans (pré-scolaire et primaire), 11/13 ans (Moyen) et 17/18 ans (Secondaire). Elle consistera en des rappels contre la diphtérie, le tétanos et la poliomyélite (DTP).

A titre indicatif, il est utile de rappeler que, durant l'année scolaire écoulée, les UDS avaient concentré le gros de leurs troupes dans une campagne massive qui avait touché environ 18.000 élèves, soit un pourcentage estimé à 99% de la popu-

lation scolaire ciblée, a indiqué Dr Hamdi, chef d'unité d'épidémiologie et de médecine préventive. Le même programme prévoit aussi une vaccination désignée «classes cibles», qui touchera, uniquement, les classes de la 1^{re} Année des 03 cycles, primaire, moyen et secondaire. Les vaccins contre la poliomyélite, la rougeole pour le Primaire et les vaccins contre la diphtérie et le tétanos pour le Primaire encore et pour les élèves du Moyen et ceux du Secondaire. Outre les visites médicales systématiques dont bénéficient les élèves ciblés par ce programme, les UDS, au nombre de 03 unités, en plein temps (02 à Béni-Saf, 01 à Oulhaça), encadrées par

des équipes médicales, des psychologues et des agents paramédicaux, se déploient pour la dynamisation des programmes de vaccination et d'éducation sanitaire des élèves.

Des activités de la santé scolaire auxquelles s'ajouteraient celles de 03 autres UDS, à temps partiel, à Sidi Safi, Sidi Ouriache et Emir Abdelkader. Enfin, toutes ces UDS continuent leurs sorties dans les établissements d'enseignement des 02 dairas (Béni-Saf et Oulhaça) avec tous les moyens nécessaires et efficaces pour assurer un maximum de couverture sanitaire. Un travail, essentiellement, préventif, le curatif étant laissé aux structures de santé de base (salles de soins, polycliniques...).

CHLEF

8.535 micro-entreprises créées par le dispositif ANSEJ

Bencherki Otsmane

8.535 micro-entreprises ont été créées, dans la wilaya de Chlef, par l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej), depuis le lancement du dispositif, en 1998, jusqu'au 31 juillet 2016 a-t-on appris de M. Ghamri Abdelkader directeur de l'Agence.

«L'Ansej a contribué à la création de 8.535 entreprises dans différents secteurs d'activités, ayant généré plus de 19.715 emplois permanents », a indiqué Ghamri Abdelkader, dans un point de presse, tenu ce lundi 5 septembre, et consacré au bilan d'activité de cette agence, depuis 1998, au 1^{er} semestre 2016. Le bilan fait état de 3.812 projets financés, au cours de la période 1998/2010 et ayant généré 10.346 emplois. L'année 2011. il y a eu 1.146 projets financés pour 2.276 emplois créés. Pour 2012 une augmentation par rapport à l'année précédente de l'ordre de 16% fut enregistrée. En 2013, une baisse sensible a été relevée puisque seulement 830 projets ont été financés pour 1.547 emplois. En 2014 une légère hausse est enregistrée avec 902 projets financés et 2.075 emplois créés. En 2015, il y a eu 373 projets financés avec la création de 587 emplois. Enfin depuis le début de cette année au 31 juillet, 84 projets ont été financés par les banques, à la suite desquels 147 postes d'emploi ont été générés.

Le directeur de l'Ansej tient à souligner, cependant que : « durant les sept premiers mois de l'année en cours, les principaux indicateurs de l'Agence ont enregistré une baisse par rapport à l'année précédente. cette baisse s'explique par les nouvelles orientations du dispositif édictées par l'Agence, en termes d'activités à financer, de filières ou de secteur d'activité à prioriser et du privilège accordé aux jeunes diplômés, à travers un accompagnement particulier ». A titre d'exemple la commission de sélection de validation et de financement a validé, au cours des 7 premiers mois de cette année, 107 dossiers contre 460 à la même période de l'année 2015. Par ailleurs, contrairement à la période allant de 2011 à 2015 avec un pic enregistré en 2012, grâce aux mesures prises lors du Conseil interministériel du 22 février 2011 et en application du décret exécutif n° 03-290 du 6 septembre 2003 fixant les conditions et le niveau d'aide apportée aux jeunes promoteurs, les nouvelles orientations prises, en

2016, ont réduit considérablement le nombre de postulants à la création de micro-entreprises. Ainsi on apprendra que certaines activités liées au transport sont gelées depuis novembre 2011. De même la priorité est accordée aux jeunes ayant une formation universitaire, ou issus des centres de formation professionnelle. Par ailleurs et concernant les projets financés par secteur d'activité, depuis 1998 au 31 juillet 2016, et dans l'ordre décroissant on trouve les Services avec 4.919 projets financés, l'Agriculture et la Pêche avec 1.390 projets, l'Artisanat avec 1.185 projets, le Bâtiment avec 487 projets, l'Industrie avec 412 projets et enfin les Professions libérales avec 142 projets financés. Soit un total de 8.535 projets financés. A noter que la part des 4 secteurs (Agriculture et Pêche, BTPH, Industrie et Artisanat) qui représentait 19% du financement global de l'ANSEJ à la fin de 2010 est passée à 73% à fin 2015. Quant au taux de financement du secteur des services il est en nette régression passant ainsi de 80% en 2011 à 17% durant les 7 premiers mois de l'année 2016. Quant au profil des promoteurs financés, viennent au 1^{er} rang ceux provenant des Centres de formation professionnelle. Leur nombre est de 1.194. Les universitaires représentent 468 promoteurs. Le taux des projets dont les promoteurs financés sont issus de la formation professionnelle est passé de 8% en 2011 à 38% en 2015 puis à 68% au cours des 7 premiers mois de cette année. Celui des promoteurs universitaires est passé de 4% en 2011 à 14% en 2015 et à 27% durant les 7 derniers mois de l'année en cours. Par ailleurs si la gente masculine occupe la 1^{re} place dans la création de micro-entreprises, les femmes, elles aussi, tiennent à s'impliquer dans cette opportunité. Selon M. Ghamri Abdelkader sur les 8.535

projets financés, 765 reviennent aux femmes. le taux des projets financés au profit des femmes a connu une importante progression passant de 5% en 2011 à 20% en 2016.

Concernant le taux de recouvrement, celui-ci est de l'ordre de 52%. En 2015, 8,7 milliards de dinars ont été récupérés contre 6,2 milliards de janvier à juillet 2016. Depuis 1998 à juillet 2016 le montant des échéances tombées est de 996.307.817 dinars et les échéances honorées pour la même période est de 515.928.143 dinars. Enfin il est à noter que la justice a été saisie des cas d'environ 300 fraudeurs. Généralement ce sont des personnes qui ont vendu leur matériel et se sont abstenues d'honorer leurs dettes, vis-à-vis des banques. A ce sujet le directeur de l'ANSEJ tient à préciser que « tout promoteur ayant bénéficié d'une aide financière de l'Etat doit impérativement, la rembourser suivant un calendrier préétabli, faute de quoi des poursuites judiciaires, seront engagées à son encontre ». Il faut savoir que durant le trois premières années de la création de l'entreprise le promoteur est exempt de tout remboursement. Toujours selon M. Ghamri Abdelkader « Le dispositif mis en place, actuellement, permettra de faire doubler ou même tripler le nombre d'emplois dans les mois à venir, et l'on s'attend à la création de quelques centaines d'emplois, à la fin de l'année 2016. Même les dossiers ont été allégés, dira Mr Ghamri, la procédure d'inscription du projet a été numérisée. Le jeune promoteur n'a qu'à s'inscrire sur le site de l'ANSEJ, avant de prendre un rendez-vous afin de déposer un seul formulaire et une copie de sa carte d'identité nationale. Pour faciliter la procédure et accélérer la cadence d'attribution des crédits ; c'est un fonctionnaire de l'Agence qui se constitue intermédiaire entre le jeune promoteur et la banque », rappelle le conférencier.

DAHMOUNI

Dix jours sans eau !

El-Houari Dilmî

Les habitants de la ville de Dahmouni, parmi les plus importants centres urbains de la wilaya de Tiaret, sont sans eau depuis une dizaine de jours. «Malgré des allers et venues jusqu'à la direction de l'Algérienne des eaux, à Tiaret, nos robinets sont toujours à sec » se plaint un habitant.

Selon l'Algérienne des eaux, l'alimentation en eau potable a été interrompue après la découverte d'une 'cross-connexion' dans un quartier situé à la sortie nord de la ville. Les travaux sont en cours et « l'approvisionnement en eau devrait revenir progressivement à la normale dans les prochains jours » a-t-on indiqué. En attendant, les habitants, par des températures encore élevées, déboursent jusqu'à 1.500 DA pour une citerne d'eau potable, ou se rendent jusqu'aux localités voisines en quête du précieux liquide.

MASCARA

L'anarchie reprend au marché Selatna

Mohamed Belkecir

D'abord, il faudrait souligner que le nouveau marché de la route de Selatna a été réalisé pour une enveloppe conséquente à l'effet de le faire fonctionner dans les normes, c'est-à-dire pour servir proprement sa clientèle avec des allées bien tracées et des stands bien érigés. Au fil du temps certains marchands qui ne sont pas certainement habitués à la modernité ont commencé par déserteur leur box et s'installer sur les halls d'entrée bouchant l'accès aux gens qui arrivent. Cette pratique s'est tellement gangrenée qu'un désordre sans pareil a régné en maître, dans cette enceinte qui a vu des clients être harcelés de toutes parts, rien qu'à l'entrée. Il y a à peine un mois, la force publique, instruite par les autorités locales, a procédé à un assainissement, de fond en comble, pour remettre de l'ordre dans cette structure en délogant les commerçants intrus qui ont été reconduits

à leur place initiale afin de libérer les couloirs et les entrées, ce qui a été convenablement fait à la satisfaction du public et des autres marchands qui se sont contentés de demeurer à leur place, tout en se plaignant de cette concurrence déloyale et cette anarchie.

Donc pendant près d'un mois tout marchait à merveille quand ces jours-ci les mêmes marchands qui ont eu la chance d'acquiescer les premiers stands à l'entrée se sont permis encore une fois d'occuper illégalement les surfaces réservées au public en exposant leurs étals, en dehors de leurs locaux, en face des portails dans des endroits d'où ils ont été précédemment chassés. Maintenant c'est aux pouvoirs publics d'intervenir et de mettre fin à cette image noire, illustrée par ces revendeurs très mal intentionnés et malicieux qui sont des têtes dures, s'adonnant au jeu du chat et la souris avec les pouvoirs publics qui doivent réoccuper le terrain.

BÉCHAR

Festival «diwan», des soirées empreintes d'authenticité

Un retour aux sources du 'diwan' et aux textes rares de cette musique spirituelle a été proposé au public, dans la soirée de lundi, par la troupe «Hna Mselmine» de Ain Sefra qui a captivé les spectateurs par une prestation alliant l'authenticité aux arts de la scène. Se produisant en compétition, cette formation qui avait reçu une mention spéciale du jury de la 7^{ème} édition, a basé sa prestation sur l'une des plus belles voix du 'diwan' en Algérie, le Mqeddem Mohamed Rahmani.

Issu d'une confrérie respectée et reconnue par ses pairs, ce Koyo Bongo d'exception, à la voix limpide et puissante, a puisé dans un terroir Haoussa et Bambra des textes rares du 'diwan' rituel qu'il a interprété avec une chorale harmonieuse et dynamique, habillée de costumes de scène chatoyants. Comptant sur la dextérité de son maître au 'gombri', Mohamed Rahmani a exécuté ses bradj, entrecoupés de chorégraphies, sans marquer aucune pause durant 20 mn, tout en dirigeant les six autres membres de la troupe pour un spectacle homogène et adapté à la scène.

Présentant, pour sa part, un spectacle axé sur le costume et la mise en scène, le groupe 'Tourath Gnawa' d'Oran a fait preuve de grands efforts en matière de for-

mation et d'élaboration de spectacle assuré par Mâallem Houari, un éducateur spécialisé, très actif dans cette ville, et qui a déjà présenté trois autres groupes en compétition à ce festival. Malgré un jeu au 'gombri' parfois approximatif et certaines incohérences dans les chorégraphies, 'Tourath Gnawa' ont cependant installé une certaine ambiance spirituelle par la voix atypique du Koyo Bongo et la profondeur du son du 'gombri'. Egalement en compétition en cette avant-dernière soirée du festival, 'Forsane El Qâada' de Sidi Bel-Abbès ont présenté un programme musicalement correct, tant au niveau du chant qu'à celui de l'instrumentation, et qui reste, cependant, approximatif sur la chorégraphie et l'occupation de la scène. En seconde partie de soirée, 'Nora Gnawa', une des chanteuses les plus populaires de Béchar, a assuré avec brio la partie festive de la programmation avec une musique très rythmée, inspirée des différentes traditions musicales locales enrichie de différentes sonorités et influences qui ont retenu un public nombreux, dans une ambiance survoltée. En ce 10^{ème} Festival national de musique 'diwan', encore deux troupes en compétition et un spectacle de clôture sera animé par le groupe 'Les Jaristes'.

TINDOUF

Plus de 200 nouveaux inscrits au Centre universitaire

Pas moins de 205 nouveaux étudiants se sont déjà inscrits au Centre universitaire de Tindouf, au titre de la prochaine rentrée universitaire (2016-2017), selon les responsables de ce pôle scientifique. Le nombre global des nouveaux étudiants devra connaître une augmentation, à la faveur des demandes de transfert vers ce centre, déposés auprès d'autres établissements universitaires, à travers le territoire national, a fait savoir le recteur Abdelhamid Touhami. Cette saison universitaire sera marquée par l'introduction d'une nouvelle spécialité dans la filière Lettres et Langue arabe, a-t-il ajouté. De

nouveaux enseignants en la matière ont été déjà recrutés, suite au concours organisé, en juillet dernier, en plus de la préparation et équipement des salles de cours pour assurer un meilleur accueil des étudiants de cette spécialité, selon la même source. Toutes les conditions nécessaires ont été réunies pour assurer un bon déroulement de la rentrée universitaire dans la wilaya de Tindouf, a assuré ce responsable.

Le Centre universitaire de Tindouf dispose, actuellement, de quatre spécialités : Droit, Sciences de la terre et l'univers (STU), Economie et gestion, Lettres et Sciences humaines.

Un nouveau site pour les examens du permis de conduire à Ain El Turck Les gérants des auto-écoles exigent l'aménagement et la sécurité

K. Assia

Après moult réflexions, la proposition avancée par les autorités locales de Ain El-Turck quant à la nouvelle aire destinée aux circuits de permis de conduire pour les gérants des auto-écoles a été retenue, à condition qu'elle soit aménagée et sécurisée, a indiqué, hier, M. Seddiki président du bureau de wilaya de l'Organisation nationale des auto-écoles. En effet, ce site, situé à Hai Bensmir, soit à la sortie de la commune d'Ain El-Turck a été proposé après le mouvement de contestation observé, jeudi dernier, par le collectif, à la suite de la fermeture de l'ex stade servant de circuit d'examen. A vrai dire, et selon notre interlocuteur, ce terrain est situé en plein cœur de la localité et était exploité pendant près de 20 ans, par les professionnels. Sa fermeture, la semaine dernière, a été la goutte qui a fait déborder le vase chez les gérants des auto-écoles qui ont bloqué la route en réclamant sa réouverture. Hier, le président du bureau de wilaya a indiqué que plusieurs correspondances ont été adressées aux responsables locaux dont le maire, le chef de daïra d'Ain El-Turck, en plus des services de la police et la direction des Transports. Après une sortie sur site, avec le chef de daïra, il a été décidé de transférer le site d'examens des candidats à Hai Bensmir, le long d'une route, ce qui n'a pas été du goût des professionnels. Ainsi et après plusieurs réunions de concertations, notamment avec M. Yagoubi, le président de l'Organisation nationale des auto-écoles, les gérants des auto-écoles ont retenu la nouvelle aire à condition qu'elle réponde aux aspirations des candidats. Autrement dit, qu'elle soit aménagée et



sécurisée puisqu'elle est isolée et aucun moyen de transport ne relie ce site au reste de la ville. En attendant que leurs doléances soient prises en considération, le président du bureau de wilaya a rappelé que plusieurs nouveautés ont été introduites notamment celles qui concernent les catégories de permis de conduire à savoir: le C1 pour les lourds et le C2 pour les grands tonnages. La nouveauté est que le candidat peut passer le C2 sans y être obligé de passer le C1, une mesure qui suscite des

interrogations chez le collectif, notamment, les gérants des auto-écoles qui ont les agréments pour la catégorie de permis de conduire C1 uniquement. A vrai dire, cette disposition risque de pénaliser ce collectif, apprend-on.

Hier, une réunion a été tenue à Marsat El Hadjadj où les professionnels ont évoqué le problème. Pour ce qui est de la formation des gérants tels qu'exigé par le ministère, les professionnels recommandent uniquement l'expérience comme critère, notamment pour les anciens.

«Les facteurs de risques d'aujourd'hui sont les maladies de demain» L'OMS se soucie de la santé des Algériens

Sofiane M.

L'organisation mondiale de la santé se soucie des conséquences du mode de vie des Algériens ? en raison de l'existence de nombreux facteurs de risques qui peuvent être à l'origine d'une progression des maladies non transmissibles et notamment le diabète, l'hypertension, l'obésité et le cancer. La journée d'étude sur le mécanisme d'harmonisation pour la Santé en Afrique, organisée, hier matin, à l'hôtel 'Royal' par la Fédération algérienne des Consommateurs (FAC) en collaboration avec le bureau local de l'Organisation mondiale de la Santé, a été l'occasion pour Bah Keita, représentant de l'OMS, en Algérie, d'avertir que «les facteurs de risques d'aujourd'hui sont les maladies de demain». Bah Keita a estimé que quatre facteurs de risques, menacent la santé de la population, à savoir : le tabagisme, l'alcoolisme et la consommation des

drogues, la sédentarité et la mauvaise nutrition. Il a précisé, dans son intervention, que la sensibilisation ne suffit plus, à elle seule, pour lutter contre ces facteurs de risques tout en préconisant de cibler essentiellement, les franges les plus jeunes de la population. Il a, ainsi, recommandé de mener des actions dans les écoles primaires pour inciter les plus jeunes à adopter un mode de vie plus sain, c'est-à-dire en consommant moins de sucreries et autres produits nocifs pour la santé (chips, hamburgers, graisses...). Bah Keita a affirmé que cette journée d'étude, organisée dans le cadre de la stratégie de coopération 2016/2020, a deux objectifs : l'accompagnement et l'échange d'information mutuelle, entre l'OMS et les différentes institutions et associations, en Algérie, sur la situation sanitaire. Il a souligné l'urgence, pour notre pays, de renforcer le système de Santé et promouvoir les prestations sanitaires

pour mieux lutter contre les maladies non transmissibles.

Le SG de la FAC, Boukli AHCène, a prôné, de son côté, une «stratégie de vaccination et non une stratégie de sérum» pour prévenir une flambée des maladies non transmissibles. «Il faut guérir le mal à la source», a lancé notre interlocuteur, tout en appelant la population à changer ses habitudes de consommation. Le président de la Fédération algérienne des consommateurs, Zaki Hariz, a appelé, quant à lui, à une réforme du système de Santé tout en regrettant que 10 à 15% des Algériens se rendent, tous les ans, dans d'autres pays (Turquie, Tunisie, Jordanie, France...) pour des interventions chirurgicales ou pour une chimiothérapie. Il a, ainsi, déclaré que sa fédération a reçu de nombreuses plaintes de citoyens qui dénoncent les défaillances des prestations sanitaires dans les établissements de Santé publique et privés.

Malgré l'apport de 1.436 nouveaux enseignants stagiaires Près de 800 postes vacants dans les différents cycles d'enseignement

La réception des demandes de départ en retraite des enseignants se fera, durant les mois de septembre et octobre 2016 et les retraites ne seront effectives qu'à compter du 31 août 2017, a indiqué, lundi le directeur de l'Education de la wilaya d'Oran. Au cours d'une conférence de presse consacrée aux différents aspects de la rentrée scolaire 2016-2017, Slimani Arezki, a précisé que les demandes de départ en retraite seront étudiées, à la fin du mois d'octobre prochain. Toutefois, ces départs ne pourront avoir lieu qu'à compter du 31 août 2017. «Cette mesure a été décidée pour permettre de prendre toutes les dispositions nécessaires pour le remplacement des futurs retraités et ce, par l'organisation de concours de recrutement et l'ouverture des postes budgétaires nécessaires», a-t-il souligné. Actuellement, le secteur enregistre, à Oran, 304 postes vacants dans le cycle secondaire, 139 dans le cycle moyen et 348 postes dans le primaire et ce, malgré l'apport de 1.436 nouveaux enseignants stagiaires, admis au dernier concours de recrutement. Concernant le recrutement des proviseurs des établissements de l'Enseignement secondaire et des directeurs des Collèges d'enseignement moyen (CEM), Slimani Arezki a indiqué que les postes budgétaires existent, mais les recrutements ne se feront qu'en fonction des résultats du concours qui a eu lieu dernièrement. En matière d'infrastructures scolaires, le même responsable a signalé que 18 nouveaux établissements scolaires

seront réceptionnés, avant décembre 2016 dont 12 écoles primaires, 1 CEM et 14 groupes scolaires dans le primaire, ainsi que 7 cantines scolaires. En outre, 5 écoles et 14 groupes scolaires ont été, déjà, réceptionnés dans le primaire, ainsi qu'un (01) CEM, 2 lycées et 03 cantines scolaires. Concernant les manuels scolaires, le directeur de l'Education a souligné que 97,96 % des besoins en manuels scolaires des établissements scolaires ont été satisfaits et l'opération continue jusqu'à satisfaction totale des besoins. Dans ce contexte, il est à noter que 98.210 élèves nécessaires ont bénéficié de manuels scolaires gratuits et 35.984 ont bénéficié des affaires scolaires gratuitement.

Concernant l'aide aux élèves nécessiteux, Slimani Arzezki a signalé que, jusqu'à présent 38.354 élèves ont bénéficié de la prime de scolarité de 3.000 DA sur les 100.000 prévus, dans la wilaya d'Oran. Pour ce qui est du Transport scolaire, le même responsable a souligné que la situation devrait connaître une certaine amélioration dans les 26 communes de la wilaya, cette année, et ce, à condition que les APC s'impliquent davantage dans cette opération.

Dans ce cadre, il a souligné que des instructions ont été données par le wali d'Oran pour recourir aux conventions avec le privé pour le transport des élèves, notamment dans les zones éparses, ainsi que des aides financières pour les réparations des bus en panne. En attendant, a-t-il souligné, la balle est dans le camp des APC.

2.000 paires de lunettes déjà distribuées aux élèves démunis

Lancement, le mois prochain, d'une nouvelle «Caravane de la vue»

J. Boukraâ

Selon les examens médicaux effectués aux Unités de dépistage scolaire (UDS), de plus en plus d'élèves scolarisés souffrent de problèmes d'acuité visuelle. Cette dernière est en train de devenir un problème de santé publique. Les médecins chargés des unités de dépistage et de santé scolaire indiquent que le nombre d'élèves souffrant de baisse de l'acuité visuelle a augmenté, ces dernières années. Dans ce cadre, une autre opération de dépistage et de distribution de lunettes à titre gracieux aux élèves démunis sera lancée.

Chapeautée par le service de la Médecine scolaire de la direction de la Santé et de la Population (DSP), de la wilaya d'Oran, la 'Caravane de la vue' qui doit silloner l'ensemble des zones éparses de la wilaya sera lancée, le mois prochain. 2.000 paires de lunettes ont été distribuées, dans le cadre de la 'Caravane de la vue' dans son édition de 2016. Selon les servs de la Médecine scolaire, cette campagne a donné de bons résultats puisque plus de 33% des élèves appareillés ont eu de bons résultats scolaires. L'opération été parrainée par le wali d'Oran, et

dans le cadre d'une stratégie globale, initiée par la DSP, visant à faciliter l'accès aux soins spécialisés en ophtalmologie, et la prise en charge des enfants souffrant de difficultés scolaires liées à la baisse de l'acuité visuelle.

Dans le même contexte, une équipe médicale spécialisée composée d'infirmiers et de médecins spécialisés en ophtalmologie a été mobilisée, afin d'effectuer des tests médicaux pour les élèves. Toutefois, le problème d'appareillage (lunettes) au profit des enfants «reste posé» malgré les efforts déployés par la direction de la Santé et de la Population de la wilaya d'Oran, en matière de prise en charge des enfants scolarisés malvoyants. Les services de la Santé ne peuvent pas fournir des lunettes, à tous les enfants dans le besoin. Pour aider les élèves scolarisés à poursuivre leur éducation dans de bonnes conditions de santé, surtout que les lunettes sont très nécessaires pour les élèves qui ont une déficience visuelle dans leur formation scolaire, en particulier pour les familles qui sont dans l'impossibilité d'acquérir des lunettes de vue, pour leurs coûts très élevés, un appel est lancé aux âmes charitables pour contribuer à cette opération.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Hamadi Selimane, 75 ans, Cité Petit
Boudia Sahraoui, 82 ans, El Hassi
Kessouri Warda, 66 ans, Eckmühl
Belkhaïtar Khaïra, 79 ans, Maraval

Horaires des prières pour Oran et ses environs

05 dhou el hidja 1437				
El Fedjr 05h13	Dohr 13h01	Assar 16h38	Maghreb 19h26	Icha 20h45



Tranche de Vie

Par El-Guellil

La ligne



les. Des couvertures officielles. Des photos d'agences officielles. Des verbes officiels. Avant chaque nom

cité, installer le mot «Monsieur» en toutes lettres et toutes circonstances. Comme cela, on est tranquille ya sidi. Pourquoi jouer à Zorro et risquer zéro pub ?

C'est qu'ils ne sont pas dupes les éditeurs. Ils savent que l'opposition qu'ils affichent, à travers les écrits publiés sur leurs journaux, sert plus leurs opposants. Ces derniers, sur le plan international, peuvent exhiber les différentes publications et dire : «Chez nous, la liberté d'expression existe. Aucun journal n'est censuré. C'est une démocratie exemplaire qui tire sur tout ce qui bouge et en millions d'exemplaires.

C'est pour cela qu'ils ont décidé, dorénavant, de ne publier que les articles dans le sens du «poilitique». Offrir à l'opinion internationale le même son de cloche. Dans le style, nous sommes tous ghaya. Dirou ki te-bghou. Vous êtes tous des chouabine chabbine. Et nous refusons de vous servir de caution. Ceci est de la fiction, bien sûr? c'est de l'infoux !

A la bonne heure ! Il était temps ! Les journaux se décident enfin de faire front commun. De travailler la main dans la main. Il y en a marre, disent-ils, d'aller chacun dans un sens. Unissons nos rangs, nos lignes éditoriales et nos lignes téléphoniques. Les lignes de crédit, ils n'en ont pas parlé malgré l'insistance de quelques-uns. A cause de ça, la réunion pouvait tourner au flop, mais ils ont décidé d'occulter ce point de divergence. La Suisse, oua ma adraka, refuse de lever le secret bancaire, alors nous, disent-ils? Qu'à cela ne tienne. Ils ne peuvent quand même pas s'entendre sur tout. Cela aurait été trop beau.

C'est ainsi qu'ils ont décidé, à la veille de la rentrée sociale, de ne plus faire dans tachrak el foun. Plus d'opposition. Plus de commentaires acerbes. Plus d'analyses qui dérangent. Plus de billets provocateurs. Plus de débats contradictoires. Oualou. Que des infos officiel-

En parallèle aux opérations de récupération du foncier inexploité

Plus de 600 projets d'investissement avalisés

D. B.

Plus de 600 projets d'investissement versés dans différents créneaux ont été avalisés par l'agence nationale de développement des investissements, à Oran. C'est ce qu'a annoncé hier le wali d'Oran sur les ondes de la radio Bahia. Selon le premier responsable de l'exécutif, la moitié de ces projets a été lancée et le reste est en cours d'études. Le wali a indiqué que toutes les dispositions ont été prises par la wilaya pour faciliter la tâche aux éventuels investisseurs notamment en matière d'assiettes foncières et autres facilitations. Toujours en matière d'investissement, pas moins de 88 assiettes foncières ont été récupérées dans la wilaya d'Oran, soit 30 hectares au titre de l'assainissement du foncier industriel. Les assiettes foncières récupérées dont 27 à Boutlélis seront octroyées aux investisseurs productifs pour développer la production nationale et générer de l'emploi. Le mois de mai dernier, plus de 150 actes de conces-

sion de terrains dans les zones d'activités d'Oran ont été remis à des investisseurs ayant des projets dans divers domaines, lors d'une cérémonie organisée au siège de la wilaya. Cette rencontre a été présidée par le wali d'Oran, en présence d'élus et d'autorités de la wilaya, ainsi que des représentants des directions de l'industrie, de l'emploi, des domaines et de l'Agence nationale du développement de l'investissement (ANDI) et un nombre d'opérateurs économiques de la wilaya d'Oran. Les terrains concédés se situent dans les zones d'activités de Tafraoui, Hassi Mefsoukh, Benokba et la nouvelle zone d'extension de hai Nedjma (ex-Chteibo).

Ces projets, versés dans différents créneaux économiques, notamment la production de matériaux de construction, l'industrie alimentaire, le tourisme, la santé, les services, le commerce, le bâtiment et les travaux publics, généreront à leur concrétisation quelque 1.500 emplois, selon le wali d'Oran. Le premier responsable de l'exécutif a informé

l'assistance qu'un organisme de contrôle veillera à l'exécution et au suivi des projets qui seront lancés dans le cadre des concessions. Un délai est accordé aux bénéficiaires d'actes de concessions pour s'acquitter des frais nécessaires auprès du Trésor public. Passé ce délai, ces actes feront l'objet de résiliation par voie de justice. Signalons que pas moins de 26 investisseurs ayant bénéficié d'assiettes foncières au niveau de la zone d'activités de la commune de Boutlélis, se sont vus notifier des décisions d'annulation de leurs concessions.

Ces 26 investisseurs perdent définitivement le droit de concession sur les assiettes foncières qui leur ont été octroyées par la wilaya d'Oran, dans le cadre de l'investissement industriel privé. Cette décision fait suite au retard mis par les investisseurs concernés dans la réalisation des projets d'investissements, et ce conformément aux cahiers des charges élaborés par la direction des investissements de la wilaya.

Rentrée scolaire à Aïn El Turck

Le sempiternel problème de transport refait son apparition

Rachid Boutlélis

Le sempiternel problème de transport des collégiens et des lycéens, domiciliés dans le village de Cap Falcon et les localités La Madrague et Les Coraless, revient encore, une fois de plus, s'inscrire sur la liste de l'absence de la prise en charge sur ce volet. En effet, le même calvaire sera imposé cette année, à l'instar des années précédentes, aux dizaines de collégiens et de lycéens et ce, en raison de l'absence d'un véhicule de transport pour se rendre à leur collège et/ou leur lycée, situés dans la commune d'Aïn El Turck. Qu'il vente, qu'il pleuve ou sous un soleil de plomb, des grappes d'adolescents devront poireauter au bord de la route, reliant le village de Cap Falcon à ladite commune, en attendant le passage d'un taxieur clandestin. Nombre d'entre eux arrive ainsi en retard à leur collège et/ou leur lycée. Ce déplorable état de fait s'ajoute également aux mêmes contraintes et autres désagréments auxquels sont confrontés les enfants scolarisés demeurant dans les localités La Madrague et Les Coraless pour se rendre à leur établissement primaire, situé dans le village de Cap Falcon. Le désolant spectacle, qui s'identifie à travers ces écoliers marchant au bord de la route, entre la localité de la Madrague et le village de Cap Falcon, ne semble plus émuvoir quiconque.

Des enfants, âgés entre six et dix ans, dont certains ne sont pas plus haut que trois pommes, domiciliés à la Madrague, parcourent, quotidiennement, près de trois kilomètres à pied pour se rendre à leur école primaire, sise dans ledit village. Ces innocents ignorent en réalité le danger qui les guette au bord de cet axe routier à grande vitesse, reliant Cap Falcon au site des Andalouses, où l'infraction relative à la conduite en état d'ivresse est très répandue. Tôt le matin, ces écoliers se déplacent souvent dans l'obscurité et ce, en raison de la défaillance itérative de l'éclairage public, qui se produit fréquemment en

hiver, dans cette zone. «Le transport scolaire pour nos enfants fait partie d'une chimère. Nous ne le revendiquons plus désormais depuis déjà longtemps, car nous savons à l'avance que c'est peine perdue», a déploré avec une pointe de dépit un parent d'élève, demeurant à la Madrague, abordé à ce sujet par le Quotidien d'Oran. Le même déplorable spectacle de collégiens et de lycéens faisant du stop au bord de la route à la sortie de Cap Falcon, pour se rendre à leur établissement scolaire, situé dans la commune d'Aïn El Turck, agresse le regard du plus imperturbable. En effet, au même titre que les écoliers de la Madrague et ceux des Coraless, les collégiens et les lycéens de Cap Falcon sont aussi durement confrontés aux multiples désagréments enfantés par l'absence d'un véhicule de transport mis à leur disposition. «Chaque année, les responsables concernés nous promettent de solutionner ce problème de transport et à chaque fois nous constatons finalement, au détriment de nos enfants, que ce ne sont, ni plus ni moins, que des promesses de campagne», a fait remarquer, outre, le père d'une collégienne fréquentant un CEM sis dans la localité de St Germain et domicilié à Cap Falcon. «A mon humble avis, c'est inconcevable de rester encore à la traîne et ce, en n'étant même pas en mesure d'éradiquer définitivement une aussi insupportable contrainte, qui a des répercussions négatives sur le moral des enfants lors des examens. C'est vraiment aberrant ! Nous ne comprenons pas pourquoi ce problème est ignoré», a encore fait remarquer notre interlocuteur.

Toujours est-il qu'a priori, les écoliers de la Madrague, les collégiens et les lycéens de Cap Falcon auront encore, fort malheureusement, à l'instar des années précédentes, à endurer au bord de la route, l'indésirable éventail que charrient les rigueurs de l'hiver et ce, dans l'indifférence de tout un chacun.

Un «filon» de plus en plus exploité durant l'Aïd Derrière le charbon... la déforestation



J. Boukkaa

Il est bien connu que la production de charbon de bois contribue de façon significative à la déforestation. Si ce phénomène n'est pas très répandu à longueur d'année, il s'intensifie avant la fête de l'Aïd El Adha. Chaque année en cette période de l'Aïd, les citoyens consomment des milliers de tonnes de charbon de bois. A Oran, de nombreuses forêts ont été touchées par ce phénomène, notamment du côté de Coca, Misserghine et Sidi Chami. Si les difficultés climatiques qui ne favorisent en rien l'agriculture sont liées en général au déboisement, il n'en demeure pas moins qu'un autre facteur, la production sauvage du charbon de bois, longtemps ignoré, contribue de façon récurrente à détruire ces forêts, en particulier. Des branches d'arbres dont l'eucalyptus, enfouies sous terre, peuvent se transformer en charbon après un cuisage de quelques jours. Cette pratique commerciale qui

se limitait, il y a quelques années seulement, à des personnes d'un certain âge, emballé aujourd'hui même des jeunes qui en font une source de revenus, surtout que les Oranais préfèrent à l'Aïd les grillades à feu doux qu'on ne peut obtenir qu'en utilisant du bois ou du charbon. C'est ainsi que les vendeurs de ce combustible sont très sollicités en telle période. Une situation qui a donné naissance au phénomène d'abatage illicite d'arbre et à la déforestation.

C'est donc une situation «perdant-perdant» : les forêts disparaissent, les sols se détériorent, l'érosion emporte la terre cultivable, le niveau de CO2 augmente doublement – par la perte de la couverture forestière et par la combustion du charbon – contribuant quotidiennement au réchauffement climatique.

Oran et depuis quelques jours déjà, les vendeurs de charbon ont pris place au niveau des marchés et des rues des quartiers. Le charbon est vendu entre 100 et 150 dinars le kilo, selon

la taille et la qualité. Selon la majorité de ces vendeurs, le charbon utilisé très majoritairement pour les barbecues des particuliers durant la fête de l'Aïd vient de nos forêts. « Sans arbre, il n'y a pas de pluie, et sans pluie, il n'y a point de terre fertile. Vous comprenez donc pourquoi les agriculteurs ont des difficultés aujourd'hui », indique un fellah. Certains vendeurs ignorent qu'ils contribuent à la déforestation qui contribue de facto, au changement climatique qui n'est pas en faveur de l'agriculture. Mais pour eux la majorité du charbon à bois qui se vend à Oran est produit dans d'autres wilayas, connues par leurs étendues forestières, notamment en Kabylie et à l'Est du pays. De petites quantités sont aussi produites dans les wilayas de l'Ouest, notamment à Aïn Temouchent et à Oran. Pour d'autres, le charbon ne vient pas uniquement de la production locale, il y a aussi l'importation à partir de quelques pays européens. Mais en petites quantités.

Lutte contre la criminalité 55 individus arrêtés en une semaine

K. Assia

Dans le cadre de l'application du dispositif visant à renforcer la sécurité des biens et des personnes, les services de la sûreté de la wilaya ont interpellé 715 personnes de la période allant du 28 août au 3 septembre et ce lors de 277 opérations de police.

Celles-ci ont été menées conformément à un plan minutieusement étudié et mis en place dans la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes. En effet, ce dispositif qui a été renforcé durant la saison estivale s'est traduit par un redéploiement de 2 000 policiers sur le

terrain. Tous les effectifs de la police judiciaire, ceux des sûretés urbaines et des sûretés de daïras ont été mobilisés lors de ces interventions et qui ont permis de passer au peigne fin les zones urbaines et suburbaines, les stations de taxis, la gare ferroviaire, les marchés, entre autres.

Sur les 715 individus interpellés et identifiés grâce au fichier, 55 d'entre eux ont été arrêtés et présentés au tribunal pour différents chefs d'inculpation dont association de malfaiteurs, détention et usage de stupéfiants, conduite en état d'ivresse et port d'armes prohibées Certains individus faisaient également l'objet de mandats de recherches.

Il fait l'objet d'un mandat d'arrêt international

Un malfaiteur appréhendé à l'aéroport Ahmed Benbella

K. Assia

Un individu activement recherché et faisant l'objet d'un mandat international a été arrêté par les services de la sûreté de la wilaya d'Oran à l'aéroport international Ahmed Benbella.

Le mis en cause âgé de 40 ans est recherché dans plusieurs affaires d'associations de malfaiteurs et de trafic de drogue a été appréhendé et sera présenté au tribunal pour les chefs d'inculpation sus-cités.

Aïn El Turck : découverte d'un squelette au large par des pêcheurs

Une découverte macabre a été faite par des pêcheurs au large d'Aïn Turck. Ces derniers avaient trouvé lundi en début de soirée un squelette humain sur des rochers au niveau du lieu dit «île Lolita», selon la Protection civile. Le squelette dont le sexe et l'âge n'ont pas encore été identifiés a été déposé à la morgue de l'hôpital d'Aïn Turck. Une enquête est ouverte. **J. B.**

Hay Derby : une femme blessée dans un effondrement partiel

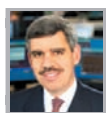
Une femme a été blessée, avant-hier, à la suite d'un effondrement survenu au quartier populaire Derby. Selon un communiqué de la Protection civile, un effondrement partiel d'un plafond s'est produit vers 8 heures 50 du matin. Il a occasionné des blessures à une femme de 50 ans à la jambe. L'intervention rapide des pompiers a permis de dégager rapidement la victime qui était coincée sous les décombres et risquait de perdre la vie. Elle a reçu les premiers soins sur place pour être ensuite transférée vers l'hôpital d'Oran. A la suite de cet effondrement partiel, la Protection civile a émis des réserves sur la salubrité de cet immeuble qui menace plus que ruine. **J. B.**

Deux pêcheurs secourus au large des Andalouses

Les plongeurs de l'unité marine de la Protection civile d'Oran ont réussi à sauver deux pêcheurs d'une mort certaine. Ces derniers, amateurs de pêche de leur état, ont vu le moteur de leur embarcation de 2.5 mètres tomber en panne à des encablures de la côte au niveau des Andalouses. Ils ont été secourus et remorqués à bon port par un semi-rigide de la Protection civile. Notons que les victimes ont 18 et 75 ans. **J. B.**

Une opportunité pour l'Égypte et le FMI

LAGUNA BEACH – Les autorités égyptiennes et le Fonds monétaire international sont parvenus à un accord. Le mois prochain, si le conseil d'administration du FMI l'accepte, l'Égypte se verra octroyer un prêt de 12 milliards \$ en soutien à la mise en œuvre de réformes économiques. Le principal objectif de ce programme sur trois ans consistera à permettre au formidable potentiel de l'Égypte de s'exprimer, à dynamiser la croissance et la création d'emplois, ainsi qu'à remédier aux pénuries de devises. Mais cet accord représente également une opportunité majeure d'amélioration des relations entre l'Égypte et le FMI – une évolution qui bénéficierait considérablement aux deux camps.



PAR MOHAMED
A. EL-ERIAN

Conseiller économique en chef d'Allianz, dirige le Conseil sur le développement global auprès du président américain Barack Obama *

Les relations entre le FMI et l'Égypte sont depuis longtemps mouvementées. C'est ce qu'illustrent notamment les événements de 1977, lorsque l'Égypte décide de restreindre les subventions alimentaires en échange d'un financement de la part du FMI, ce qui provoquera des émeutes dans plusieurs grandes villes d'Égypte, pour un bilan de près de 80 morts et plusieurs centaines de blessés. L'accord sera finalement résilié, et les subventions rétablies. Plusieurs autres accords ont depuis fait l'objet de discussions, notamment en 2012, mais la plupart n'ont pas été mis en œuvre comme prévu, ou ont été abandonnés.

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que de nombreux Égyptiens considèrent le FMI comme une organisation impériale, déterminée à imposer sa volonté aux États sans prendre suffisamment en considération les réalités locales. Certains y voient même un outil de la domination occidentale. Cette perception a non seulement conduit les précédents gouvernements égyptiens à se passer du soutien du FMI, mais également à reporter les consultations économiques annuelles qu'exigent les statuts du Fonds.

Seulement voilà, l'économie égyptienne est aujourd'hui à la peine, durement frappée par les chocs à la fois économiques et non économiques des dernières années. Les préoccupations de sécurité, aggravées par le crash d'un chasseur russe abattu dans le ciel du Sinaï en octobre dernier, ont sévèrement fait chu-

ter le tourisme, une source majeure de revenu pour le pays. De même, les envois de fonds effectués depuis l'étranger par les Égyptiens employés dans les pays riches du Golfe, transferts qui participent également en grande partie au revenu du pays, sont mis à mal par la baisse des prix du pétrole. Les recettes en provenance du canal de Suez ont été affectées par le ralentissement de la croissance mondiale et du commerce international. Quant aux investissements directs étrangers, ils ont eux aussi décliné, dans l'attente notamment d'une plus grande clarification des réformes que le gouvernement égyptien entend mettre en œuvre.

Il y a là une combinaison de défis économiques difficiles, que n'importe quel pays aurait du mal à surmonter seul. Mais ces épreuves sont pour l'Égypte d'autant plus difficiles à surmonter que le pays se situe depuis des décennies bien en dessous de son potentiel économique. En effet, l'Égypte est aujourd'hui confrontée à un double déficit important, qui par définition concerne à la fois son budget et sa balance courante, et doit faire face à une inflation en hausse, pour une croissance économique réduite. Résultat, ses réserves internationales et son taux de change se trouvent sous pression, malgré l'aide de pays riches comme le Koweït, mais surtout de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis.

C'est ici qu'intervient le FMI. Le récent accord préparé par ses équipes auprès du gouvernement égyptien devrait être finalisé en septembre, et soumis à l'approbation du conseil d'administration du Fonds. Sur cette base, l'Égypte prévoit d'ores et déjà de lever des fonds auprès d'autres sources, notamment sur les marchés obligataires internationaux, afin de soutenir ses réformes.

L'entrée en jeu du Fonds apparaît logique. Après tout, le FMI a été créé pour aider ses pays membres à faire face précisément au type de difficultés que rencontre actuellement l'Égypte. Il propose spécifiquement une assistance technique ciblée, dans des domaines clés de la gestion économique et financière, tout en aidant

à l'élaboration de cadres macroéconomiques destinés aux politiques nationales. Rapidement débloquées, les aides financières qu'il octroie viennent bien souvent catalyser l'entrée d'autres flux financiers, issus de sources publiques et privées.

Pour autant, et l'histoire le confirme, il n'est pas toujours facile de profiter de ce que le FMI peut offrir. L'expérience de nombreux pays démontre que le succès de la démarche dépend de six facteurs clés.

- Un programme économique soigneusement élaboré, localement ciblé, et conscient des réalités économiques du pays.
- Un effort d'appréhension des défis sociaux susceptibles de survenir – et plus précisément la protection des catégories les plus vulnérables de la population.
- Une volonté politique solide et durable dans la mise en œuvre effective du programme.
- Des financements extérieurs en quantité suffisante et octroyés dans les temps.
- Une communication transparente et opportune, non seulement entre les dirigeants nationaux et le FMI, mais également auprès d'autres parties prenantes, en premier lieu desquelles les citoyens.
- La confiance, de sorte que si (ou plutôt quand) les choses ne se déroulent pas comme prévu, les parties concernées puissent travailler ensemble et efficacement à la mise en œuvre des ajustements nécessaires.

La bonne nouvelle, c'est que l'accord récemment convenu entre l'Égypte et le FMI semble poser les bases d'un succès (bien que tous les détails n'aient pas encore été publiés). Pour commencer, il semblerait que les dirigeants du FMI et de l'Égypte aient significativement mis l'accent sur un ensemble de réformes de soutien à la croissance, destinées à optimiser les secteurs de l'économie égyptienne les plus sous-exploités par rapport à leur potentiel.

Il semblerait par ailleurs que l'accord fasse intervenir des mesures budgétaires, monétaires et liées au taux de change, avec pour objectif

de maîtriser les déséquilibres financiers, et d'assurer la viabilité à moyen terme du programme. Autre aspect important, l'accord promeut le renforcement des prestations et des filets de sécurité en matière de solidarité sociale – efforts qui contribueraient significativement à redorer la réputation du FMI en Égypte, et à consolider la confiance entre les acteurs.

Bien entendu, rien ne peut garantir une mise en œuvre consciencieuse, une communication approfondie, ou des efforts constants de renforcement de la confiance – autant d'aspect qui seront indispensables à des ajustements à mi-parcours, voués à refléter des changements inévitables au sein de l'environnement économique national et extérieur. Néanmoins, sur la base de leurs interactions récentes, il semble que l'Égypte et le FMI soient capables de surmonter leur héritage de relations tendues.

L'émergence d'une relation constructive entre l'Égypte et le FMI permettrait du susciter davantage de soutien en faveur du pays, à la fois au travers d'autres accords bilatéraux et multilatéraux, mais également via l'entrée en jeu d'investisseurs nationaux et étrangers. Compte tenu de l'enthousiasme observé l'an dernier à Charm el-Cheikh autour de la Conférence sur le développement économique de l'Égypte, dont l'axe principal consistait à attirer des investisseurs, les perspectives de rétablissement économique et financier de l'Égypte apparaissent considérables. Quant au FMI, il est désormais en meilleure position pour démontrer sa capacité à aider ses pays membres, et ainsi renforcer à la fois sa crédibilité et son efficacité.

Traduit de l'anglais par
Martin Morel

*** Il est l'auteur de l'ouvrage intitulé *The Only Game in Town: Central Banks, Instability, and Avoiding the Next Collapse*.**

Des vaccins pour une population vieillissante

SEATTLE – La population mondiale devient de plus en plus nombreuse et de plus en plus âgée. Avec les personnes âgées en passe de dépasser les plus jeunes (d'ici 2050, il y aura presque trois fois plus de personnes âgées de 65 ans et plus que de personnes de moins de 4 ans), beaucoup de gens craignent que le fardeau sur les budgets publics, sur les systèmes de santé et sur les économies ne devienne insoutenable. Mais il y a une chose que nous pouvons faire pour soulager cette charge : améliorer la santé des personnes âgées.



PAR MELVIN SANICAS

Administrateur de programme et
chercheur en santé mondiale à la
Fondation Bill & Melinda Gates

Lorsque nous vieillissons, nos corps subissent des changements complexes qui, entre autres choses, affaiblissent progressivement notre capacité à répondre aux infections et à développer une immunité (ce phénomène s'appelle l'immunosénescence). C'est pour cette raison que les maladies chez les adultes plus âgés ont tendance à être plus graves et à avoir un plus fort impact sur la qualité de vie, sur le handicap et la mortalité, par rapport aux mêmes maladies chez les patients plus jeunes.

En d'autres termes, les systèmes immunitaires des adultes vieillissants ont besoin d'assistance. C'est là que les vaccins entrent en jeu.

On évoque le plus souvent les vaccins à propos des enfants en bas âge, qui doivent recevoir une série d'inoculations contre certaines maladies infantiles comme la rougeole et la poliomyélite.

lite. Les vaccinations infantiles sont l'une des plus grandes réussites médicales du vingtième siècle, non seulement en raison de ce que l'on appelle l'immunité de groupe (la protection indirecte de communautés entières, notamment de ceux qui ne peuvent pas être vaccinés pour des raisons de maladie ou d'âge, en vaccinant la plupart de leurs membres).

Rien n'interdit des adultes de tirer profit de la même science. En fait, ils pourraient bien en retirer des avantages importants, à commencer par la protection de leur famille et de leurs voisins. Pourtant peu en profitent dans les faits.

Les adultes doivent comprendre que certaines des infections les plus courantes auxquelles ils sont vulnérables peuvent être prévenues par des vaccins. Voyez par exemple le cas du zona, une infection qui peut affecter toute personne qui a eu la varicelle dans sa vie (c'est-à-dire, 95% des adultes du monde entier). Aux États-Unis, environ un tiers de la population aura un zona à un moment donné de son existence.

Un cas de zona peut être bénin et relativement supportable pour quelqu'un d'environ 30 ans. Mais la maladie est bien plus fréquente chez les personnes âgées de 50 ans et plus, pour qui cette maladie peut être extrêmement douloureuse. Les adultes plus âgés ayant un zona peuvent ressentir un malaise chronique et des complications sérieuses qui le rendent le sommeil difficile, empêchent de quitter son domicile ou d'effectuer des activités quotidiennes. S'ils ont été vaccinés (les

Centres pour le Contrôle et la Prévention des Maladies recommandent de se faire vacciner à 60 ans), ils peuvent éviter cette pathologie douloureuse et parfois débilante.

La grippe est une autre maladie qui peut être évitée grâce aux vaccins. Alors que le virus de grippe peut causer la maladie chez des personnes de tout âge, les personnes âgées (de 65 ans et plus), sont affectées de façon disproportionnée en termes de mortalité et d'hospitalisation, les personnes âgées présentant ainsi les plus grands risques.

Le problème est que les personnes âgées ont de plus grandes probabilités d'avoir un ou plusieurs problèmes de santé sous-jacents, comme par exemple une maladie cardiaque ou du diabète. En conséquence, elles courent donc de plus grands risques de subir des complications plus graves liées à la grippe. Les analyses systématiques parmi les vieilles populations ont montré que la vaccination contre la grippe (qui doit être effectuée chaque année, pour se prémunir contre les nouvelles souches qui apparaissent constamment), ont non seulement réussi à empêcher les personnes de contracter la grippe, mais elles se sont également avérées rentables.

La liste ne s'arrête pas là. La diphtérie, provoquée par la bactérie aérobie gram-positive *Corynebacterium diphtheria* est une maladie aiguë et faisant intervenir une toxine, qui peut se manifester comme une infection des voies respiratoires supérieures ou sous forme d'infection cutanée. La

plupart des complications de la diphtérie, telles que la myocardite (inflammation de la couche médiane du cœur) et la névrite (inflammation d'un nerf ou des nerfs périphériques), sont attribuées aux effets de la toxine. Le taux de létalité global se situe entre 5 et 10 %, avec des taux de mortalité plus élevés parmi les personnes de moins de cinq ans et de plus de 40 ans.

Le tétanos, connu également sous le nom de « trisme » est une maladie bactérienne qui affecte le système nerveux, en causant la contraction douloureuse des muscles de tout le corps. Elle ne cause pas un nombre très élevé de décès parmi les personnes âgées. Mais étant donné que cette maladie est évitable, tout nombre supérieur à zéro est inacceptable.

Puis vient le cas de la coqueluche. Nous ne savons pas avec précision à quel degré cette maladie affecte les personnes âgées, parce que la maladie est gravement sous-diagnostiquée et sous-documentée dans toutes les tranches d'âge. Mais le Comité consultatif sur les pratiques de vaccination estime que le fardeau de la maladie est au moins 100 fois supérieur aux chiffres actuellement rapportés.

Le vaccin Tdap, qui protège les adultes contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche, pourrait considérablement réduire ce fardeau. Un autre vaccin, appelé Td, protège contre le tétanos et la diphtérie, mais pas contre la coqueluche. Un rappel du Td doit être administré tous les dix ans.

En conclusion, la maladie du pneumocoque est une infection bactérienne provoquée par le *Streptococcus pneumoniae*, qui peut causer la pneumonie, la méningite ou l'infection de la circulation sanguine (sepsis). En fonction des complications qui se produisent, les symptômes peuvent inclure la toux, une brusque poussée de fièvre, une douleur thoracique, des frissons, le souffle court, des torticolis, de la désorientation et de la sensibilité à la lumière.

La maladie du pneumocoque peut entraîner des lésions cérébrales, de la surdité, des lésions des tissus (qui peuvent même nécessiter l'amputation des membres) et la mort. Rien qu'aux États-Unis, la pneumonie du pneumocoque, les infections du sang et la méningite tuent des dizaines de milliers de personnes tous les ans, en particulier 18 000 adultes de 65 ans et plus. Deux types principaux de vaccin pneumocoque sont disponibles pour les adultes plus âgés (le vaccin anti-pneumocoque 23-valent polysaccharide (VPP-23) et le vaccin anti-pneumocoque conjugué (VCP-13), pourraient améliorer la situation.

Grâce aux programmes de vaccination infantile, moins d'enfants meurent tous les ans de maladies évitables par les vaccins. Un effort semblable et concentré est nécessaire à présent en vue de produire des bienfaits semblables pour les adultes, en particulier à destination des personnes âgées. En considérant la vaccination comme une priorité de premier ordre, nous pouvons aider les gens à rester actifs et productifs aussi longtemps que possible, leur faire du bien à eux, à leurs communautés et au monde.

Tuer les maladies non transmissibles

SEATTLE – Au cours des 25 dernières années, en partie grâce à une action coordonnée au niveau mondial pour combattre les maladies infectieuses, notamment le paludisme, la tuberculose (TB), le VIH/SIDA et la poliomyélite, les taux de mortalité infantiles ont été réduits de 50 % et l'espérance de vie moyenne a augmenté de plus de six ans. En outre, la part de la population mondiale vivant dans une extrême pauvreté a été divisée par deux. Ce sont de très grandes victoires, mais qui apportent une série de défis qui doivent être instamment relevés.



PAR STEVE DAVIS

Président et PDG de l'organisation
internationale à but non lucratif
PATH basée à Seattle

alors que nos vies sont de plus en plus longues et que les styles de vie ont changé, les maladies non transmissibles (MNT), comme le diabète, les maladies cardiovasculaires, le cancer et les maladies respiratoires se sont implantées. Elles sont devenues de loin les principales causes mondiales de mortalité. Tandis qu'environ 3,2 millions de personnes sont mortes du paludisme, de la TB, ou du VIH/SIDA en 2014, plus de 38 millions de personnes sont mortes de MNT. Et le nombre de morts continue d'augmenter.

Voyons le cas du diabète, une des MNT à la croissance la plus rapide. Selon un rapport récent de l'Organisation Mondiale de la Santé, le diabète a tué 1,5 million de personnes en 2012, soit un nombre à peu près identique à celui de la TB. Mais tandis que les décès dus à la TB ont diminué de moitié depuis 1990, l'im-

pact du diabète augmente rapidement. En 1980, 108 millions de personnes vivaient avec le diabète, un taux d'environ une personne sur 20 ; on en compte actuellement plus de 400 millions, soit un sur 12.

Contrairement à l'opinion populaire qui conçoit les MNT comme des maladies de riches, elles touchent de manière disproportionnée les pauvres dans des pays à toutes les étapes du développement économique, mais en particulier les pays à revenus faibles et moyens. En effet, selon le rapport de l'OMS, plus de 80 % des décès liés au diabète se produisent en dehors des pays à hauts revenus. Une raison à cela est que le diabète de type 2, la variante plus commune, est associée à des facteurs de style de vie, tels que l'inactivité, l'obésité, la mauvaise alimentation et le tabagisme, qui sont souvent plus courants parmi les moins riches.

Pour aggraver encore la situation, dans les communautés les plus pauvres, les outils et médicaments pour diagnostiquer et traiter le diabète sont rares et sont souvent au-dessus des moyens des personnes. Une étude récente réalisée par PATH, avec le soutien de Novo Nordisk, a prouvé que dans certains cas, à peine un tiers des établissements de santé publique avaient de l'insuline en stock et seulement un sur quatre avait des bandelettes réactives disponibles pour surveiller le diabète. Au Ghana, 15 jours de salaire sont nécessaires pour payer un approvisionnement de 30 jours pour seulement deux des

médicaments requis pour prévenir les complications empêcher des complications.

Ces carences signifient que presque la moitié des cas de diabète en dehors des pays riches ne sont pas diagnostiqués ou sont insuffisamment contrôlés. Ceci a d'importantes conséquences humaines et économiques. Le diabète nécessite un traitement à vie : plus tôt il est détecté, plus tôt les soins commencent, meilleurs sont les résultats. Sans traitement, le diabète provoque des maladies qui empêchent de travailler et conduisent souvent à une mort prématurée.

Quel prix faudra-t-il payer pour s'assurer que les gens disposent des outils et des médicaments indispensables pour diagnostiquer, traiter et surveiller le diabète ?

Tout d'abord, les décideurs et les donateurs doivent reconnaître l'impact disproportionné du diabète sur les communautés pauvres et accorder une plus grande attention et un meilleur financement à la prévention et au traitement. Les programmes de prévention qui favorisent des régimes plus équilibrés et de l'exercice plus peuvent faire diminuer la prédominance du diabète de type 2 et réduire les complications pour ceux qui ont cette maladie. Et les investissements dans des systèmes de santé dans les pays à revenus faibles et moyens peuvent les aider à s'adapter au fardeau croissant des maladies qui durent toute la vie, comme le diabète.

Le problème du coût doit également trouver une solution. Nous devons nous attaquer aux insuffisances

des systèmes de distribution qui limitent l'accès aux médicaments et aux diagnostics, en faisant augmenter les coûts. Ceci exigera de meilleures prévisions, planification et distribution, une négociation des prix plus efficace et des limites sur les marges bénéficiaires.

Par ailleurs, nous devons investir dans la recherche et le développement des traitements peu coûteux du diabète et dans les outils de diagnostic appropriés pour les environnements à faibles niveaux de ressources. Des projets collaboratifs intelligents, qui réunissent des penseurs innovants, des organisations à but non lucratif, le milieu universitaire et le secteur privé, en vue de créer des solutions efficaces, accessibles et appropriées sont absolument nécessaires.

Le diabète n'est pas la seule MNT. Les médecines et les technologies essentielles pour diagnostiquer et traiter les maladies cardiaques, le cancer et les maladies respiratoires sont également beaucoup moins disponibles et proportionnellement plus chères pour des personnes habitant des pays à revenus faibles et moyens, par rapport à celles qui vivent dans le monde riche. Cette disparité a incité le journal médical *The Lancet* à appeler la crise des MNT « la question de justice sociale de notre temps. »

Si nous n'agissons pas, la crise ne fera que s'aggraver. L'OMS s'attend à ce que, de 2010 à 2020, les décès dus aux MNT augmentent de 15 %, la majorité devant survenir dans les pays à revenus faibles et moyens.

Actuellement, à peine 1 % du financement de la santé mondiale est alloué à des programmes liés aux MNT. Ceci doit changer - et vite. Sinon, les avancées remarquables réalisées dans l'amélioration de la santé mondiale ces 25 dernières années seront submergées par une marée montante de personnes qui souffrent et meurent de maladies chroniques que nous savons prévenir et traiter.



POUR
Le Quotidien
Lecteur National d'Information

La tendance économique est notre alliée

BERKELEY – Depuis quelque temps, la situation du monde est synonyme de profond désenchantement. De sombres forces associées au fanatisme et à une foi meurtrière sont en effet de retour – forces que nous autres Occidentaux pensions pour la plupart éteintes depuis 1750. Elles sont par ailleurs rejointes et renforcées par un nationalisme, une intolérance et un racisme que nous pensions disparus dans les ruines de Berlin en 1945.



PAR J. BRADFORD DELONG

Professeur d'économie à l'Université de Californie de Berkeley, et chercheur associé au National Bureau of Economic Research

La croissance économique est elle aussi profondément décevante depuis 2008. Aucun scénario raisonnable ne permet d'espérer un monde meilleur pour les quelques cinq prochaines années. De même, l'incapacité des institutions internationales à produire une prospérité croissante vient mettre à mal cette confiance et cette espérance qui, en des temps plus cléments, auraient permis de neutraliser les mentalités destructrices de notre époque.

Il est compréhensible que le pessimisme gagne aujourd'hui facilement les esprits – mais peut-être trop facilement. En effet, une vision inverse, enthousiaste et optimiste est possible : si nous songeons à la croissance économique mondiale non pas à un horizon de seulement cinq ans, mais sur les 30 à 60 prochaines années, le tableau apparaît beaucoup plus favorable.

La raison est simple : les tendances à grande échelle qui alimentent la croissance mondiale depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale n'ont pas cessé. Nous sommes de plus en plus nombreux à avoir accès à de nouvelles technologies qui amé-

liorent la productivité, de plus en plus nombreux à prendre part à des échanges commerciaux mutuellement bénéfiques, et aujourd'hui moins nombreux qu'hier à venir au monde, ce qui apaise les craintes persistantes de voir exploser ce que certains appellent la bombe démographique.

Par ailleurs, l'innovation poursuit sa marche, notamment dans les pays industrialisés du nord, même s'il est possible qu'elle ait ralenti depuis les années 1880. Et bien que la guerre et la terreur continuent de nous terrifier, ce à quoi nous assistons aujourd'hui est sans commune mesure avec l'ampleur des génocides qui ont marqué le XX^e siècle.

Il est heureusement probable que ces tendances majeures se poursuivent, comme le confirment les données du projet de recherche Penn World Table, la plus fiable source d'informations synthétiques autour de la croissance économique mondiale. Les données du PWT relatives au PIB réel moyen par habitant (ajusté à l'inflation) démontrent que le monde était en 1980 dans une situation à 80 % plus prospère qu'en 1950, et en 2010 dans une situation à 80 % plus favorable qu'en 1980. Autrement dit, notre bien-être matériel moyen est trois fois supérieur à ce qu'il était en 1950.

Cette multiplication par trois du bien-être matériel global peut sembler exagérée, or elle constitue une estimation basse. En effet, la manière dont nous mesurons le PIB réel prend en considération l'ensemble des biens et services produits, mais ne tient pas suffisamment compte d'une valeur existante non mesurable – qui se retrouve par exemple dans les avantages considérables que puisent les utilisateurs des médias sociaux dans des services qui ne leur coûtent rien.

Aujourd'hui plus que jamais, nous produisons des

biens qui contribuent au bien-être social au travers d'une valeur d'usage, plutôt que d'une valeur de marché. Certains ne considéreront pas cela comme une nouveauté, mais leur raisonnement ne convainc pas, dans la mesure où la quantité précise de temps que nous passons à interagir avec des systèmes informatiques générateurs de revenus constitue tout au plus une goutte d'eau dans l'océan des démarches publicitaires qui s'y rattachent.

Les données du PWT nous permettent également d'observer la situation pays par pays. Prenons ainsi les cas de la Chine et de l'Inde, dont la population représente 30 % de l'humanité. Le PIB réel par habitant de la Chine était en 1960 inférieur de 60 % à la moyenne mondiale ; il lui est aujourd'hui supérieur de 25 %. De même, le PIB réel par habitant de l'Inde était en 1980 inférieur de 70 % à la moyenne globale ; le pays a désormais réduit cet écart de moitié.

Il y a là une progression indiscutable et sans pareil. Évitions cependant de présenter un tableau trop enthousiaste, et considérons également les inégalités mondiales. Depuis 1950, les différents pays du monde ne montrent aucun signe selon lequel ils convergeraient tous vers un niveau de prospérité partagé. D'après les données du PWT, deux tiers des pays du globe enregistraient en 1950 un PIB réel par habitant inférieur ou supérieur à la moyenne mondiale dans une mesure d'au moins 45 %, et jusqu'à 225 %. En 1980, cet écart s'était creusé pour voir ces mêmes chiffres atteindre 33 % et 300 %. Ils atteignent aujourd'hui respectivement 28 % et 360 %.

Pour autant, au bout du compte, l'économie mondiale est aujourd'hui un univers plus équitable pour l'individu moyen qu'il ne l'était en 1980. Cette s'ex-

plique en partie par l'intervention de plusieurs dirigeants forts, notamment en Chine depuis Deng Xiaoping, et en Inde depuis Rajiv Gandhi. Seulement voilà, il n'existe désormais aucun autre grand pays comme la Chine et l'Inde susceptible de se démarquer en réalisant des pas de géant en matière de développement, et rare sont les observateurs convaincus que le président chinois Xi Jinping et le Premier ministre indien Narendra Modi produiront des résultats comparables à l'héritage de croissance légué par leurs prédécesseurs.

En effet, ces épisodes de croissance rapide et prolongée pourraient bientôt appartenir définitivement au passé si l'économie mondiale ne dispose plus d'opportunités lui permettant d'accélérer les transferts de technologies, et si d'autres pays continuent de mûrir en passant du statut d'économies en développement et à forte croissance à celui d'économies développées et à croissance plus stable.

Il n'est pas impossible que le moteur de l'innovation se mette peu à peu à fonctionner plus lentement. Mais il fonctionnera toujours, et les individus adopteront toujours de nouvelles technologies, de même que l'économie mondiale continuera de croître. À moins d'un scénario cauchemardesque de type guerre nucléaire menée par la terreur, il est réaliste d'envisager que me successeurs en 2075 examineront la période actuelle et constateront, à nouveau, que la situation matérielle de leur monde est trois fois plus favorable que celle que nous connaissons aujourd'hui.

Au-delà des aspects évoqués, les évolutions sont plus difficiles à prédire. Si nous n'agissons pas dès aujourd'hui pour ralentir et inverser la tendance mondiale des températures planétaires, le changement climatique deviendra le spectre du monde post-2080. Dans ce cas, nos arrière-petits-enfants n'auront que peu de motifs de gratitude à notre égard.

Traduit de l'anglais par Martin Morel

Grandeur et décadence des systèmes de santé au Moyen-Orient

SEATTLE – Les progrès réalisés dans les pays arabes du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord au cours des précédentes décennies ont pour la plupart été réduits à néant par l'instabilité politique et les guerres civiles qui minent la région. Ces reculs sont particulièrement nets dans les systèmes de santé. En Égypte, en Jordanie, en Libye, en Syrie, en Tunisie et au Yémen, qui étaient auparavant en amélioration constante.



PAR ALI H. MOKDAD

Directeur du programme Initiatives pour le Moyen-Orient (Middle Eastern Initiatives)*

avant 2010, ces pays connaissaient une augmentation de l'espérance de vie ainsi qu'une diminution de la charge de morbidité due aux maladies infectieuses et de la mortalité infantile et maternelle. Aujourd'hui pourtant, les bouleversements auxquels ont été soumis leurs systèmes de santé s'ajoutent aux traumatismes et à la misère créés par les nombreux conflits régionaux.

Un récent article que j'ai cosigné pour le *Lancet* le montre clairement : l'examen des données fournies par l'« Étude 2013 sur la charge de morbidité » (*Global Burden of Disease Study 2013*) permet d'évaluer les effets de la détérioration des systèmes de santé dans les pays de la Méditerranée orientale.

Nous avons établi que l'espérance de vie projetée était en baisse dans la région depuis 2010. Si le taux d'accroissement de l'espérance de vie avait conservé en Syrie le rythme soutenu enregistré sur la période 1990-2008, il serait aujourd'hui plus élevé de cinq années pour les femmes et de six années pour les hommes. En Libye, l'espérance de vie a ainsi diminué de six années pour les femmes et de neuf pour les hommes. En Égypte, en Tunisie et au Yémen, elle a baissé de trois mois entre 2010 et 2013.

C'est en Syrie et en Libye, compte tenu des guerres civiles dans ces pays, qu'on doit s'attendre à la plus forte chute de l'espérance de vie. L'envoyé spécial des Nations unies en Syrie estime à 400 000 les



morts violentes dans les pays au cours des cinq dernières années. En outre, la crise a en aval des effets moins évidents mais tout aussi alarmants. Ainsi le taux de mortalité infantile en Syrie, après avoir diminué à un rythme annuel de 5,6% entre 1990 et 2010, a-t-il augmenté les années suivantes de 9,3%.

Dans les pays ravagés par la guerre, les destructions ont généralement lieu sans discrimination. Malgré les résolutions internationales interdisant les attaques contre les équipements de soins de santé, celles-ci surviennent régulièrement. En outre, les professionnels de la santé et de la santé mentale fuient souvent leur pays en guerre ou en proie à une grave agitation sociale pour des climats plus sûrs, privant ceux qui restent sur place, quels que soient leur statut ou leurs revenus, des soins élémentaires – ce qui vaut également pour les blessés, les toxicomanes ou les alcooliques.

De fait, les conflits dans la région sont particulièrement dangereux pour ceux qui souffrent de maladie mentale ou de dépendance à l'alcool ou aux drogues. L'augmentation totale de la charge de morbidité pour ceux qui souffrent de troubles psychologiques ou liés à la consommation de drogues, mesurée en année de vie, est passée de 4% en 1990 à plus de 7% en 2013, certains pays connaissant un accroissement plus important que les autres. Les troubles se poursuivant, les conséquences seront encore plus lourdes pour l'année 2016.

L'état de santé des populations se dégrade même dans les pays qui connaissent la croissance économique. Au Qatar ou dans les Émirats arabes unis, la consommation d'alcool et de drogues est en augmentation, ce qui laisse penser que le stress dû à la violence dans les pays proches, associé à une ouverture croissante et à une production de stupéfiants en

forte hausse dans des zones de conflit comme l'Afghanistan, pourrait contribuer à la consommation de toxiques comme mécanisme de compensation.

Les régions voisines de ces zones supportent aussi le poids de plus en plus lourd de la plus grave crise des réfugiés depuis soixante-dix ans. Les mesures sanitaires n'ont pas suffi face aux arrivées massives dans les camps de réfugiés du Liban et de la Jordanie, ce qui a déclenché des flambées d'épidémies infectieuses et la résurgence, à certains endroits, de maladies précédemment éradiquées, comme la polio parmi les réfugiés syriens en Irak. La plupart des pays qui absorbent les flux de réfugiés ne sont tout simplement pas équipés pour gérer des arrivées en aussi grand nombre de populations nécessitant l'assistance de services sociaux et de santé.

La détérioration rapide des systèmes de soins de santé au Moyen-Orient et en Afrique du Nord au cours des cinq dernières années est alarmante. Mais les progrès réalisés dans la région au cours des décennies précédentes permettent d'espérer que la tendance puisse s'inverser. Des investissements plus importants dans l'éducation, dans le diagnostic et dans les traitements contribueraient par exemple à réduire le stigmate de la maladie mentale, tel qu'il persiste dans de nombreux pays arabes.

Mais les progrès ne reprendront pas dans la région sans que des solutions politiques réduisent la violence et l'agitation sociale. Comme nous l'affirmons en conclusion de notre étude : « La santé en Méditerranée orientale est indissociable de la stabilité politique, dont le monde entier tirera profit. »

Lorsqu'un pays est déchiré par les conflits, le retour de la stabilité est une condition *sine qua non* si l'on veut améliorer son système de santé. Une fois cette stabilité assurée, l'action régionale et locale doit redoubler pour renforcer la prévention des maladies et les infrastructures de soins, et pour remettre la région en route vers une vie meilleure et vers une meilleure santé de ses populations.

Traduction François Boisivon

*Professeur à l'Institut des mesures et évaluations de la santé (Institute for Health Metrics and Evaluation – IHME) de l'université de l'État de Washington.

Syrie

Défiguré par la guerre, le souk de Homs veut retrouver son charme

Par Maher AL Mounes de l'AFP

Au cœur de la cité syrienne de Homs, des ouvriers déblaient des décombres et nettoient à grande eau les murs noircis du souk désert pour lui redonner son lustre d'antan effacé par la guerre civile. Dans cette ville du centre de la Syrie surnommée «capitale de la révolution» par les opposants au président syrien Bachar al-Assad au début du soulèvement en 2011, les autorités veulent effacer les stigmates des combats. Première localité à avoir pris les armes contre le régime en 2012, Homs a finalement été reprise par les forces gouvernementales. Mais la reconquête de la Vieille ville s'est faite après des combats féroces et un siège hermétique. Près de la place de l'Horloge, où passa un temps la ligne de démarcation entre zones rebelles et gouvernementales, des ingénieurs inspectent les canalisations qui fuient et les fils électriques qui pendent dans le souk. Certaines allées sont bloquées par des gravats.

Dans d'autres, l'herbe croît dans les interstices des pavés détruits. «Enlever les décombres est une opération dangereuse. Nous avons trouvé des bombes et des explosifs», témoigne Ghassan Jansiz, qui supervise les travaux mis en œuvre par le Programme de développement des Nations unies (Pnud). «Nous tentons de restaurer le souk tel qu'il était il y a 100 ans pour un coût de quelques centaines de milliers de dollars», poursuit cet architecte de 44 ans.

Les travaux sont prévus sur deux ans, avec quatre phases de six mois: nettoyage, documentation, rénovation et reconstruction.

CHAMPS-ÉLYSÉES

Érigé au XIII^e siècle sous la dynastie des Ayyoubides fondée par Saladin, enrichi sous le Sultanat mamelouk (XIV^e et XV^e siècles) et durant la période ottomane (XVI^e-XX^e siècles), le marché couvert a changé plusieurs fois de mains. Les insurgés s'en emparèrent en 2012 avant de l'abandonner à l'armée en avril 2014 lorsqu'ils quittèrent la ville à la suite d'un accord. «Les hommes armés l'utilisaient comme point de passage plutôt que comme champ de bataille, c'est pour cela que le souk n'est pas trop abîmé», a affirmé à l'AFP un responsable du gouvernement de la province. Le souk de Homs ressemble à ceux de Damas et d'Alep, mais en plus petit. Il comprend 13 marchés et 982 magasins, selon Maamoun Abdulkarim, directeur du Patrimoine et des Antiquités de Syrie. La quasi-totalité des échoppes sont pour le moment abandonnées. Certaines sont sans verrou, sans porte, les murs d'autres portent des traces d'incendie ou sont par endroits criblés de balles. Seuls des coffres-forts couverts de poussière rappellent la richesse passée. «Il y a 40 ans c'était l'équivalent des Champs-Élysées d'une petite ville de province. Tout le monde s'y retrouvait. C'était le lieu où se rencontraient tous ceux qui travaillaient (...) le bois, le cuivre, l'or, l'argent, les marchands de tissus, les parfumeurs», se souvient l'ancien représentant de l'Union européenne à Damas Anis Nacrour, originaire de Homs. «Le soir, en rentrant de l'école, on faisait un détour juste pour humer l'air du temps, d'autant qu'il y avait d'excellents pâtisseries et de délicieux jus de fruits frais. On y al-



lait en bande ou en famille pour voir et être vu», ajoute ce diplomate français avec nostalgie.

CHOCOLATS DE RETOUR

Au total, 70 personnes travaillent sur le chantier, des ingénieurs, des ouvriers et des étudiants de la faculté d'ingénierie.

Les travaux prévoient l'installation de quatre portes principales, la réhabilitation de 200 magasins et la documentation historique du lieu, selon le directeur du Pnud Tareq Safar. Une dizaine de commerçants sont déjà

revenus. Abdel Salam Salqini place avec soin ses chocolats en pile. «Je viens de recevoir mon 200^e client», dit ce quadragénaire avec un grand sourire. «J'ai repris en avril, vous ne pouvez pas imaginer ma joie quand j'ai revu mes vieux clients venir de Beyrouth, de Damas et de Tartous (ouest).

Ils sont venus dès qu'ils ont su que j'en fabriquais à nouveau», ajoute cet homme qui a hérité cette affaire de son père. «J'avais onze employés mais maintenant je suis tout seul», tempère-t-il en confiant n'avoir que

deux ou trois clients par jour. Une cliente, Oum Mamoun le salue chaleureusement. «A chaque fête, je venais en ville pour lui acheter du chocolat, mais je ne l'avais plus fait depuis le début de la guerre».

«Sauver le souk de Homs est un vrai défi», relève le chef des Antiquités, M. Abdulkarim, qui veut refaire les toits bombés «comme ils étaient à l'époque». Mais, «c'est un projet important pour l'image d'une ville qui a joué un rôle important de l'époque romaine jusqu'à l'empire ottoman».

Thaïlande

Bangkok noyée sous les déchets plastiques



Par Marion Thibaut de l'AFP

Couverts de boue noire malodorante, une trentaine de prisonniers s'affairent. Leur mission? Récuper les canalisations de Bangkok, tâche primordiale en pleine mousson, dans une ville qui peine à gérer les déchets plastiques encombrant son système de drainage.

Ils s'y mettent à trois pour soulever les grosses dalles de béton, faisant fuir au passage des dizaines de cafards. Impossible ensuite de pénétrer entièrement dans ces tuyaux étroits, mais à l'aide de seaux reliés à des cordes, ils raclent le fond du conduit. «On trouve de tout: de la boue, du sable mais aussi des emballages, des bou-

teilles de boisson énergisante, des bouteilles de plastique», explique l'un des prisonniers, sous couvert d'anonymat.

A pied d'œuvre six jours par semaine, ils touchent un salaire et voient leur peine réduite d'une journée par jour travaillé. «Ce n'est pas trop difficile et ça me permet de retourner plus vite chez moi», ajoute un de ces prisonniers improvisé égoutier. Une des principales calamités pour ces hommes: les petits restaurants de rue, très prisés des Bangkokais, habitués à acheter tous leurs repas en barquette ou en sac plastique à ces vendeurs de rue. Le temps des repas emballés dans des feuilles de bananiers est bien loin. Et les supermarchés ne sont pas

en reste: un Thaïlandais utilise en moyenne huit sacs jetables par jour (contre 80 par an pour un Français), des cuillères en plastique sont données pour l'achat de yaourts et les clients sont tenus de mettre leurs parapluies mouillés dans un sac jetable en entrant dans les centres commerciaux...

Quotidiennement, Bangkok produit 11.500 tonnes d'ordures, dont plus d'une tonne de plastique, d'après les chiffres officiels, qui progressent de près de 10% par an.

Officiellement, moins de 16% est recyclé, même si le tri artisanal par des chiffonniers est très développé. «Tous les jours nous sortons en moyenne 2.000 tonnes de déchets des canaux»,

explique Narong Ruengsri, du département en charge du drainage et de l'évacuation des eaux à Bangkok. Très étendue, la capitale thaïlandaise de 12 millions d'habitants est traversée par plus de 2.400 kilomètres de canaux qui drainent les énormes quantités d'eau s'abattant sur la ville pendant la saison des pluies, entre juin et octobre.

L'UN DES PLUS MAUVAIS ÈLÈVES

Le développement exponentiel de la ville rend la tâche de plus en plus dure pendant la mousson. Il y a encore quelques années, Bangkok, située seulement 50 centimètres au-dessus du niveau de la mer, parvenait plus facilement à évacuer l'eau car 80% des précipitations pouvaient être absorbées par la terre et les nappes phréatiques.

A contrario, les constructions ont restreint aujourd'hui les espaces libres et 80% des précipitations doivent être drainées par le système d'évacuation. A cette fin, 170 stations de pompage sont déployées dans la ville. «Au moment de la saison des pluies, nous avons encore plus de déchets qui arrivent puisque la ville est en aval de la rivière», déplore Narong Ruengsri. De nombreux sacs se retrouvent ainsi coincés et endommagent les machines des stations de pompage.

Wijarn Simachaya, directeur du département de contrôle de la pollution au sein du ministère de l'Environnement, estime que les Thaïlandais n'ont pas encore pris conscience du problème. «Nous sommes l'un des plus mauvais élèves dans le monde en terme de déchets rejetés en mer», dit-il. Dans un récent rapport, l'ONG américaine Ocean Conservancy affirme que cinq pays, tous asiatiques, sont responsables de 60% des déchets plastiques présents dans les océans: la Chine, l'Indonésie, les Philippines, le Vietnam et la Thaïlande.

Les gouvernements de ces dernières années ont lancé quelques campagnes notamment en partenariat avec les supermarchés pour inciter les consommateurs à réduire l'usage des sacs plastiques. Mais jamais rien de contraignant. Aussi les Thaïlandais consomment-ils tous les ans plus de plastique.

Pour Srisuwan Janya, de l'association environnementale «Stop global warning», le «gouvernement ne fait pas assez pour lutter contre le développement des déchets plastiques». «En Thaïlande, les entreprises ont fait davantage dans ce domaine que l'Etat».

Maroc

Les mosquées se mettent au vert

Par Hervé Bar de l'AFP

Le Maroc se lance dans un ambitieux programme de «mosquées vertes», qui témoigne de l'engagement du royaume pour les énergies propres à deux mois de la conférence sur le climat COP22 de Marrakech. Le ministère des Affaires islamiques a lancé mi-août un appel d'offres pour la réhabilitation de 64 mosquées dans six villes du royaume, afin de réduire leur consommation d'énergie.

L'idée avait été initiée en 2014 avec comme objectif de réduire de 40% la facture énergétique dans 15.000 mosquées du pays, selon la Société d'investissements énergétiques (SIE). Dans un premier temps, il s'agit d'équiper 600 mosquées d'ici 2019, avec des contrats de performance énergétique. Chaque mosquée marocaine consomme actuellement en moyenne 90 kilowatts par jour, estime la SIE. Les premiers audits ont démontré qu'il était possible de réduire ce chiffre jusqu'à 60%. Un étude pilote menée à la mosquée As-Souna, majestueux édifice du XVIIIe siècle au cœur de Rabat, a permis d'atteindre 68% d'économie.

CAISSE DE RÉSONANCE

Concrètement, des lampes de type LED équiperont l'intérieur des bâtiments et des panneaux photovoltaïques seront éventuellement installés sur les toits.

L'esthétique des mosquées -souvent historiques ou de très belle facture au Maroc- ne devrait guère en souffrir. Le confort des fidèles sera même amélioré, avec un «accès à l'eau chaude pour

les ablutions et à la climatisation dans les salles réservées à la prière et au recueillement», assure la SIE. Ce programme aura un «fort impact social, il permettra la création de 900 très petites entreprises (TPE), l'emploi de plus de 5.000 techniciens (...) et la création d'un nouveau marché porteur», toujours selon la SIE, qui souligne que «le remboursement de l'investissement sera fait sur la base des économies d'énergies réalisées». Ce projet, «gagnant-gagnant» et «100% Marocain», est «particulièrement novateur», observe Jan-Christoph Kuntze, de la coopération allemande GIZ, qui intervient en soutien technique. «Il est basé sur l'idée que les entreprises marocaines (...) intervenant dans ces mosquées seront remboursées grâce aux économies faites sur la facture énergétique du bâtiment», un concept «qui a déjà fait ses preuves dans plusieurs pays, notamment en Europe», explique M. Kuntze.

Par ailleurs, souligne-t-il, «les mosquées peuvent jouer un rôle de multiplicateur» pour sensibiliser les populations aux économies d'électricité et à la transition énergétique.

COMPTE À REBOURS LANCÉ

Avec près de 34 millions d'habitants, le Maroc compte 99% de musulmans, placés sous l'autorité spirituelle du «Commandeur des croyants» et souverain Mohammed VI, qui a impulsé une politique volontariste à son pays en matière d'écologie. Après la COP21 de Paris en 2015, Marrakech accueillera du 7 au 18 novembre la COP22. L'un de ses principaux enjeux sera la ratifica-

tion de l'accord de Paris, signé l'an dernier par 195 pays pour lutter contre le réchauffement de la planète. Pour le Maroc, l'événement est une vitrine et l'occasion de se faire une nouvelle fois le porte-voix de l'Afrique, un continent au cœur de sa stratégie diplomatique. La COP22 mettra «en évidence l'engagement du pays à travailler pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris et à continuer à soutenir les pays en développement (...) affectés par les retombées du changement climatique», a expliqué fin juin Mohammed VI. Le souverain est à l'origine d'un ambitieux plan de développement des énergies renouvelables lancé en 2009 et qui doit permettre à son pays -dépourvu d'hydrocarbures- de subvenir à près de la moitié de ses besoins énergétiques.

L'objectif est de porter d'ici 2030 la part des énergies renouvelables dans le mixe énergétique national à 52% (20% solaire, 20% éolien, 12% hydraulique). Le point d'orgue de cette nouvelle stratégie a été l'inauguration en février près de Ouarzazate (sud) du projet Noor I, premier volet de ce qui est annoncé comme la plus grande centrale solaire thermodynamique du monde. Alors que le compte à rebours pour la COP22 est déjà «lancé» selon la presse marocaine, projets institutionnels, manifestations en tout genre mais aussi initiatives populaires se multiplient pour montrer l'implication du Maroc -qui avait déjà accueilli en 2001 la COP7- dans la protection de la planète. Une mosquée «verte» modèle sera présentée aux invités de la COP dans un village près de Marrakech.

Un pyromane recherché activement

Les incendies se poursuivent près de Benidorm



Les forces de l'ordre recherchaient mardi un pyromane soupçonné d'avoir déclenché un feu ayant calciné plus de 800 hectares de forêt près de Benidorm (est de l'Espagne) lundi, tandis qu'un autre feu se déclarait à Minorque, selon les services de protection civile. Ce dernier incendie a entraîné l'évacuation de quelque 500 personnes, a-t-on appris auprès des services de protection civile de l'archipel des Baléares, où se trouve Minorque. Sur la côte est de l'Espagne, pendant ce temps, «la garde civile recherche l'auteur» présumé d'un incendie déclenché dimanche soir, a déclaré un porte-parole à l'AFP.

«Tout indique qu'il peut s'agir d'un incendie provoqué, notamment le déclenchement de plusieurs foyers, dans des endroits différents», a-t-il ajouté. Dimanche soir, le feu s'était déclaré dans cette zone très touristique de la région de Valence, sur la Costa Blanca (Côte Blanche), notamment à Benitatchell et Javea. Des maisons ont été dévorées par les flammes, ainsi que des voitures, selon des images prises par un photographe de l'AFP. Près de 1.400 personnes ont dû être évacuées et hébergées dans des établissements scolaires ou chez l'habitant. Selon un nouveau bilan transmis mardi à l'AFP par le service des urgences de Valence, le feu avait dévoré lundi soir quelque 812 hectares de forêt et de buissons autour de la localité. «Le feu évolue de manière favorable», a cependant annoncé mardi matin sur son compte Twitter Juan Carlos Moragues, le responsable régional de sécurité. A Minorque, d'incendie s'est déclenché vers minuit et concernait les localités de Cala Moli, Na Macaret et Addaia», a déclaré à l'AFP un responsable de la protection civile des Baléares. «Quelque 500 personnes ont été évacuées», a-t-il ajouté en expliquant que les moyens des pompiers étaient limités pendant la nuit, faute de visibilité.

France

L'été meurtrier se poursuit à Marseille, deux nouveaux homicides

Deux hommes ont été tués lundi soir à l'arme automatique dans un bar du centre de Marseille, dans le sud-est de la France, fréquent théâtre de règlements de compte liés à la drogue, a-t-on appris de source policière. Ces homicides portent à 26 le nombre de personnes tuées par balles à Marseille et dans ses alentours depuis le début de l'année, dont 24 morts liées au trafic de drogue, selon un décompte de l'AFP. Selon un bilan des autorités ne comprenant que les homicides liés au narcobanditisme, 17 personnes avaient été tuées en 2013, 18 en 2014 et 19 en 2015 dans cette région. L'été 2016 est particulièrement sanglant puisque dix personnes ont été abattues dans la cité portuaire et ses environs depuis le 7 août.

Le dernier épisode meurtrier a eu lieu lundi vers 23H00 quand deux personnes ont ouvert le feu à quatre reprises dans un bar du centre de la ville, a indiqué le procureur de la République de Marseille Xavier Tarabeux. Elles ont tué

Patrick Esposito, un homme de 41 ans «connu» de la police et le patron du bar, âgé de 41 ans et lui inconnu des services de police, a expliqué le magistrat, pour qui il s'agit vraisemblablement d'une affaire de représailles dans le banditisme marseillais.

Les autorités imputent en partie la recrudescence des règlements de compte à la multiplication des opérations de démantèlement des réseaux de trafic de drogue, implantés dans les cités des quartiers populaires de la ville et en forte concurrence.



Des vols British Airways retardés à cause d'un problème informatique



Un problème informatique entraînait des retards sur de nombreux vols de British Airways, notamment aux Etats-Unis, et la compagnie multipliait mardi les excuses auprès de clients excédés. Interrogée par l'AFP, la compagnie n'a cependant pas souhaité commenter le problème qui touchait ses systèmes, ni préciser l'ampleur des retards ou la localisation des vols touchés.

Les réseaux sociaux étaient inondés de plaintes et de moqueries de passagers ayant dû patienter des heures avant de pouvoir embarquer. Karen Reyburn a ainsi expliqué sur son compte Twitter avoir attendu des heures à l'aéroport de Phoenix (Arizona, sud-ouest des Etats-Unis) avant de pouvoir enfin monter dans son avion British Airways, et évoqué une panne in-

formatique généralisée. «C'était dingue, quatre heures d'attente à l'enregistrement avec pour seule promesse +dans dix minutes+ ou +dans pas longtemps+, a-t-elle souligné. «Nous encourageons les clients à réaliser leur enregistrement en ligne avant de venir à l'aéroport. Nous nous excusons pour les retards», a simplement répondu une porte-parole. Elle a assuré qu'au Royaume-Uni, les procédures d'enregistrement avaient bien lieu aux deux principaux aéroports londoniens de Heathrow et Gatwick, mais qu'ils prenaient toutefois «plus de temps que d'habitude».

Sur son compte Twitter, la compagnie multipliait les excuses en répondant directement à certains passagers qui faisaient part de leur mécontentement en ligne.

Un kit surfeur australien tué par un requin en Nouvelle-Calédonie



Un kit surfeur australien est décédé mardi après avoir été sévèrement mordu à la cuisse par un requin en Nouvelle-Calédonie, ont indiqué les secours en mer. «L'homme âgé de 50 ans faisait du kit surf à l'intérieur du grand récif de Koumac», dans l'extrême nord de cette collectivité française. «Il est tombé et a été mordu», a déclaré à l'AFP Nicolas Renaud, directeur du MRCC (Maritime rescue coordination centre) de l'archipel. La victime était en mer en compagnie de plusieurs personnes qui se trouvaient à bord d'un catamaran et qui ont donné l'alerte. Un navire de

sauvetage avec une équipe de secouristes a été dépêché sur place, mais le quinquagénaire n'a pas survécu à ses blessures. «Il a été profondément mordu à la cuisse par un gros requin. On ne sait pas pour le moment de quelle espèce», a également indiqué M. Renaud. Originaire de Freemantle (ouest de l'Australie), cet Australien était en vacances pour une dizaine de jours en Nouvelle-Calédonie. La dernière attaque mortelle de requin en Nouvelle-Calédonie remonte au 9 avril, lorsqu'une femme a été tuée sur la plage de Poé (ouest), à quelques mètres du rivage.

Turquie: arrestation du capitaine d'un bateau de tourisme après un naufrage meurtrier

Un tribunal turc a placé mardi en détention le capitaine d'un bateau de tourisme après un naufrage qui a coûté la vie à deux passagers durant le week-end au large de la station balnéaire d'Antalya, selon les médias officiels. L'embarcation sinistrée, équipée de deux mâts et de voiles évoquant un bateau de pirates, a chaviré samedi après avoir été prise dans une tempête lors d'une croisière touristique en Méditerranée au large d'Antalya, dans le sud de la Turquie. Deux touristes - une Libanaise et une Tur-

que - parmi les 86 qui se trouvaient à bord sont mortes noyées alors que les autres ont pu être secourus. Le capitaine, dont l'identité n'a pas été rendue publique, a été placé en détention provisoire sous l'accusation de négligence criminelle ayant entraîné la mort des deux passagers. La Turquie a connu cette année une forte baisse du nombre de touristes à la suite d'une série d'attentats mais ses côtes égéennes et méditerranéennes, largement épargnées par la violence, demeurent une destination prisée.

Les enjeux des PME face au nouvel impôt forfaitaire

Par **Mustapha Bensahli***
7^{ème} partie

LA LISIBILITÉ DE LA TECHNIQUE FISCALE

En principe, un système fiscal qui se veut cohérent, doit permettre une accessibilité aisée à sa compréhension, ce qui suppose une clarté constante quant à la confection des textes fiscaux, au point que chaque contribuable puisse être en mesure d'être édifié suffisamment sur ses obligations et en même temps sur ses droits.

Dans cette acception, la lisibilité a pour vocation de dépasser les dédales de la procédure fiscale, à l'effet de rendre ses principes simples et clairs, permettant une application sans controverse et sans difficulté en étant dépourvue de zones d'ombre, rendant éventuellement l'interprétation ardue.

La fiscalité a acquis, ainsi, avec le temps une dimension incommensurable aux arcanes encore diffus pour le profane, ce à telle enseigne qu'elle requiert une spécialisation pour chacune de ses composantes. C'est ce qui explique que les réactions sont faites d'une manière parfois mitigée au sujet du régime de l'IFU, car en l'abordant il y a toujours la crainte pour d'aucuns de se perdre en conjectures tant le glissement dans ses méandres sont multiples.

Pour bien maîtriser les mécanismes techniques de la technique de l'IFU, une enquête approfondie aurait gagnée d'être diligentée auprès des PME pour vérifier la nature des problèmes techniques auxquels elles sont confrontées en

vue d'apporter, au besoin, les solutions qui conviennent en levant à cet effet les obstacles qui mettent même en difficultés leurs activités créatrices de richesses.

LA VISIBILITÉ

Toute mesure qui se veut pertinente a besoin de s'appuyer sur des statistiques fiables suivies de simulations appropriées pour déterminer les impacts en termes d'évaluation dans le temps et l'espace. De même, aurait été nécessaire une étude rigoureuse intégrant dans le processus toute une série de paramètres, de facteurs indicateurs, de variables et d'agrégats avec des définitions et des concepts avec l'utilisation de mathématiques appliquées et des algorithmes et le recours requiert une véritable dextérité en matière d'ingénierie.

Au final, il s'agirait pour aboutir à l'exercice d'une gestion suffisamment, sur le plan organisationnel judicieusement planifié à moyen et long termes, autrement toute mesure de réforme qui est plaquée sur une réalité mal préparée, risque de produire fatalement un phénomène de rejet. C'est ainsi que certaines mesures fiscales marquées par l'urgence, pour n'avoir pas fait l'objet préalablement d'études sérieuses permettant d'apprécier suffisamment leur faisabilité, ont donné lieu, par la suite, à des difficultés d'ordre pratique, au point qu' aussitôt adoptées légalement et aussitôt elles posent problème, quant à leur application correcte et c'est au stade actuel l'exemple de l'IFU.

LA COMMUNICATION

Pour faire simple, les modifications introduites nouvellement

au niveau de l'IFU, procèdent probablement, comme à l'accoutumée, de l'idée qui consiste à verser en communication pour faire valoir plutôt la quantification en vue de donner l'impression que le nombre des bénéficiaires s'est multiplié et que par conséquent ils sont gagnants suite aux mesures de souplesse et de facilités dont il a été fait état avec insistance, alors qu'en les vérifiant pratiquement, il n'en est, pratiquement, en rien.

Il est vrai que la réalité s'avère toute autre pour les sociétés qui se sont vu mises devant le fait accompli en leur imposant brutalement et sans la moindre anticipation l'IFU, alors que dans leur activité qui se prête effectivement à la transparence, elles sont déjà rompues dans l'exercice de la gestion de comptabilité en ce qu'il est possible de suivre scrupuleusement l'évolution de toutes les composantes pour savoir ce qui peut réussir et ce qui ne l'est pas pour prendre au besoin des mesures appropriées pour y remédier.

LA SÉCURITÉ JURIDIQUE

Certes, certaines adaptations au niveau du système fiscal sont nécessaires, pour permettre son évolution favorablement, mais lorsque des changements y sont introduits sans discontinuer pour alourdir le corpus juridique, qui loin de le rendre efficace ont tendance à le compliquer davantage, de sorte que la tâche des contribuables devenant une véritable pérégrination pour aboutir à régler en espèces leurs problèmes. Il n'est pas possible d'ignorer la réalité des effets dommageables inhérents à

l'insécurité juridique, puisque c'est là ni plus ni moins un élément de brouillage des fréquences communes de la fiscalité, amenant les entreprises par réaction à se détourner de leurs projets d'investissement comme d'une manière générale les contribuables à se détourner de leur devoir fiscal qui est pourtant un acte de citoyenneté et de solidarité envers le pays.

LA STABILITÉ

Les lois de finances s'enchaînent, chaque année, avec un rythme inexorable, tantôt en remaniant le dispositif fiscal existant et tantôt en introduisant des éléments nouveaux, voire des aménagements jugés parfois, seulement de circonstance. Lorsqu'il est question d'observer de ce qui a été produit dans l'ensemble comme retouches en surface dans un espace de temps relativement long, il est facile d'éprouver une sorte de perplexité, tant il se révèle que cela a donné lieu, certes, à des mille feuilles sans aucune ligne directrice fondée sur une stratégie cohérente.

En vérité, le système fiscal n'a pas eu le privilège de connaître une réforme d'envergure et bien structurante pour se placer au diapason des standards internationaux, si bien qu'il est resté à la remorque des expériences des autres pays, à commencer par les pays de la périphérie.

De plus, les entreprises sont, davantage, déstabilisées par les changements de mesures intervenant périodiquement souvent dans le cadre des lois de finances pour des considérations conjoncturelles et ne se fondant sur

aucune vision se voulant planifiée à moyen et long termes, en l'absence d'un système de veille pour pouvoir en être avisé en temps et en heure de fluctuations possibles.

Les entreprises redoutent, effectivement, cette situation qui constitue en matière d'investissement un risque pouvant avoir un impact négatif sur leurs activités, et c'est pourquoi elles restent ainsi sur leurs gardes en se montrant prudentes, alors qu'elles ont vocation à l'optimiser (Cf. annexe n° 3).

LA PARTICIPATION

La mesure ayant trait à l'IFU, compte tenu de son impact pourtant non négligeable sur le plan fiscal au niveau, précisément, des PME, ne peut se concevoir sans la participation de leurs représentants avisés, ce qui aurait pu être une marque de participation citoyenne et qui aurait pu être aussi bénéfique pour les entreprises.

Dans le contexte particulier actuel, la participation des représentants qualifiés des entreprises, en tant que parties prenantes, directement impliquées, devient si indispensable, surtout quand il s'agit de donner un point de vue bien avisé pour permettre la réussite de tout projet en fiscalité en rapport avec le développement de leur activité, sauf que cette pratique si intéressante est restée totalement marginale et souvent même ignorée.

A suivre

(*) Ex-Expert international en fiscalité auprès des Organisations internationales et auteur d'ouvrages traitant des problématiques en fiscalité

Publicité

ENTREPRISE DISTRIBUTION CERAMIQUE
Zone Activité El Kerma ORAN
Recherche

(01) Commerciale (e)
(02) Magasiniers

- Niveau universitaire.
- Expérience exigée.
- Bonne présentation et ayant sens de la communication.
- Sérieux, Dynamique et Responsable.
- Lieu de travail : Zone Activité El Karma ORAN.
- Possibilité de transport.
- Libre de tout engagement.

C.V. détaillé + lettre de motivation à : recrute@amenaj.com
NB : Indiquer le poste souhaité.

Hôtel Golden Tulip Adef
Recrute :

2 Plombiers
1 Comptable maîtrisant l'outil informatique Hotix
1 DRH
Une Secrétaire de direction
1 Commercial

Expérience demandée

Contactez : **0560-66-66-51 / 0664-25-26-91**

IMPORTANTE ENTREPRISE COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE

INSTALLÉE A ORAN

RECHERCHE POUR SON DEVELOPPEMENT

➔ **01 DIRECTEUR COMMERCIAL (H OU F)**

- Formation universitaire sciences commerciales ou grandes écoles de commerce
- Expérience minimum de 05 années à un poste de cadre dirigeant

➔ **01 CADRE EN MARKETING (H ou F)**

- Formation universitaire sciences commerciales ou grandes écoles de commerce
- Expérience minimum de 05 années à un poste d'encadrement

Autres conditions :

- Diplôme exigé dans la filière
- Résider à Oran ou environs immédiats

Pour postuler, transmettre CV et Photo récente à :
jobktil.essenia@gmail.com

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ولاية مستغانم - مديرية البيئة

قرار رقم 2326 /م.ب/ 16 المؤرخ في..... المتضمن فتح تحقيق عصامي حول موجز التأثير على البيئة لمشروع إنجاز وحدة للتصفيح وتجنيد على البارد للفولاذ العادي بمجموعة ملكية رقم 276 قسم 10 بمنطقة النشاطات سوق الليل ببلدية الصيادة لفائدة الشركة ذات المسؤولية المحدودة وذات الشخص الوحيد المسماة "دواجي ميطل".

إن والي ولاية مستغانم

باقتراح من السيدة مديرة البيئة للولاية

يقرر

المادة الأولى: يفتح تحقيق عصامي حول موجز التأثير على البيئة لمشروع إنجاز وحدة للتصفيح وتجنيد على البارد للفولاذ العادي بمجموعة ملكية رقم 276 قسم 10 بمنطقة النشاطات سوق الليل ببلدية الصيادة لفائدة الشركة ذات المسؤولية المحدودة وذات الشخص الوحيد المسماة "دواجي ميطل".

المادة 02: يجري التحقيق لمدة 12 يوم ابتداء من 06 سبتمبر 2016 إلى غاية 17 سبتمبر 2016، يمكن للجمهور الاطلاع على الملف بمقر بلدية صيادة وتسجيل ملاحظاتهم طيلة أيام التحقيق ما عدا أيام العطلة من الساعة 09 صباحا إلى الساعة 16 مساء.

المادة 03: تعين السيدة ليرش فضيلة مهندسة دولة ببلدية صيادة محافظة محققة وتكلف بـ:

- جمع الملاحظات المقدمة من طرف المواطنين خلال فترة التحقيق وتكونها بسجل مفتوح لهذا الغرض.
- إرسال الملف مع استنتاجاته خلال 08 أيام ابتداء من تاريخ اختتام التحقيق.

المادة 04: يعلق هذا القرار بمقر بلدية صيادة وبجوار النشاط المزمع إقامته خلال 08 أيام على الأقل قبل الشروع في التحقيق العلني مع إشهاد رئيس المجلس الشعبي البلدي لبلدية صيادة على ذلك ويجب أن يتضمن الإعلان عن المعلومات التالية:

- طبيعة النشاط وموقعه.
- تاريخ فتح واختتام التحقيق العلني.
- اسم المندوب المحقق.
- الساعات التي يتلقى فيها المحقق ملاحظات المعنيين والمكان الذي يمكن فيه الاطلاع على الملف.
- يجب نشر الإعلان في يوميتين وطنيتين وذلك على نفقة صاحب الطلب.

الوالي

Clinique EL MECHOUAR Oran recrute :

- Un médecin radiologue**
- Un laborantin**

Libre de tout engagement

Contactez : **0696.52.51.06**

Société à Oran Recrute

- ➔ **Secrétaire**
- ➔ **Licenciées en sciences commerciales ou économiques**
- ➔ **Technicien en Informatique**
- ➔ **Agents de sécurité**

Résider à ORAN Ville
Expérience exigée
Envoyer CV + photo par
Fax :
041.23.25.21

IMPORTANTE ENTREPRISE BASEE A ALGER
Recherche pour son unité d'ORAN :

➤ **01 Cadre Financier de haut niveau**

Il est exigé :

- Universitaire (Sciences économiques / Finances).
- Longue expérience à des postes de Cadre Supérieur.
- Romp aux négociations et dossiers bancaires, dossiers d'investissements, fiscalité et contentieux.
- Rigoureux, disponible, sens de la responsabilité.
- Résider à Oran et environs.

Nous offrons :

- De bonnes conditions de travail.
- Salaires négociables et selon compétences.

Transmettre CV + Lettre de motivation et Photo récente à :
ets.alger@gmail.com

Importante société spécialisée dans les Matériaux de construction à la recherche de :

- ➔ **Opérateur machine.**
- ➔ **Electromécanicien.**
- ➔ **Conducteur chargeur.**
- ➔ **Mécanicien.**
- ➔ **Soudeur.**
- ➔ **Ouvriers.**

Exigences nécessaires :

- Diplômé dans le domaine.
- Expérience exigée.
- Disponibilité immédiate.
- Résident à Oran.

Pour toutes personnes intéressées, veuillez envoyer vos CV sur cette adresse mail : **rh.oran31@gmail.com**
Ou par Fax au numéro : **041 42 29 98**

APARTEMENTS

■ Dans une Résidence avec gardien 24/24 : Vends F3 avec toutes commodités plus Garage personnel 1 V - Acté - en face Hasnaoui (Bd des Lions) ORAN - Tél : 0772.22.86.92

■ Loue des Apparts meublés et équipés - Toutes commodités - Garage - Eau H24 - dans un quartier très calme, résidentiel : Trouville - Aïn Turck - ORAN - Tél : 0783.11.00.82

■ Loue magnifique F2 à Bousfer-plate pieds dans l'eau - toutes commodités et grande terrasse - avec Barbecue - Contactez le 0797.62.26.93

■ Loue à ORAN (Aïn-El-Turck - Cap Falcon) Apparts F2 et F3 équipés, garage, vue sur mer - Possibilité location courte durée + Local (35 m²) à Mers El Kébir - Tél : 0774.42.78.56 - 041.10.52.15 - 0773.59.09.23

■ Vente Appart F3 - Acté - Situé à EL MALAH dans une cité clôturée, calme, à 30 m de la grande placette d'EL MALAH au 4ème étage - Tél : 0550.53.86.04

■ A louer un Appartement dans une Maison à Kerma (ORAN) de 3 Pces - Cuisine - S. de B. - Terrasse + Garage - ou F4 - Tél : 0772.42.03.26

■ Vends Appartement spacieux F3 à Grande Terre. 65 m² en RDC avec Cour aménagée, en face Ecole primaire à proximité de CEM et Lycée - Bon voisinage sympa et quartier calme - Appelez le : 0773.13.43.79

■ Vends bel F3 à Maraval Cité Sonatrach de 45 m², 2ème étage avec dalle de sol + faïence, à proxim. " Ben Aïcha ". On laisse les meubles de cuisine + chauffage + chauffe-bain + clim + lustre tendance (bon état) - Appelez : 0561.12.98.80

■ A vendre Appartement F3 - 5ème étage à Akid Lotfi à côté " Protection Civile " - Libre - Dans un bon endroit tranquille - N° T : 0559.04.28.19

■ Vends Apparts : F4 C. SDB Bd F/Mer 1er + F4 USTO Pyramides 4ème + F4 Bd Benzerd-jeb RDC + F4 C. SDB 1er Rue Baghdad Med + F4 C. SDB Bd Hamou Boutélis + F5 Rue Med Khemisti - AG. BENSAÏD - 04, Rue Med Khemisti - 041.29.26.03 - 0552.58.43.72

■ A vendre Appart Mobil'Art T4 Tour " A " équipé + F3 Akid Lotfi à côté Dispensaire + F4 refait à neuf à Akid EPLF 3ème étage 125 m² - Tél : 0552.38.71.79

■ A louer Appart Mobil'Art Tour " A " T6 équipé + T4 Tour " B " équipé ou vide + F3 Bd Millenium Promoteur Gasmi équipé + F4 chez Promoteur Hasnaoui vide ou meublé + F3 luxe Millenium vide - Tél : 0552.38.71.79

■ A vendre F3 - 2ème étage. Très bien situé à HASSI BEN OKBA, proximité Gendarmerie / Station d'essence - ou Echange avec F2 à ORAN - Tél : 0790.37.96.34 - 0550.53.40.03

■ Loue Appartement F3 Cité 340 Logements Bât. 123 Bloc 2 - Seddikia - ORAN - Tél : 0550.53.39.14

■ Vends Appartement - Acté et libre de suite Plateaux ARZEW : F5 - Cuisine - Salle de bain - 02 Toilettés - 02 Balcons - Rez-de-chaussée - Tél : 0660.80.88.21

■ A vendre Appartement F2 transformé en F3 - 60 m² - à Maraval - Intermédiaire s'abstenir - Tél : 0560.07.87.59

■ Loue F3 - 82 m² meublé face Sheraton. Vue sur mer. 5ème étage Ascenseur - Garage - Climatisé - Chauffage central - Internet - Tél : 0555.19.71.21

■ A vendre Apparts F3, F4, F5 luxe. Cuisine équipée, Garage, Placard. Chaudière...etc. à : Belgaïd. Front de mer. Castors - avec des Locaux commerciaux aux mêmes adresses - 0550.46.18.22 - 0550.66.39.67 - 0790.34.64.76

■ TLEMCCEN : Vente un joli Appartement F3 à OUJLIDA RDC - Tél : 0541.65.92.54

■ Location F3 - 90 m² avec grande cour à HASSI BOUNIF, à côté Station de services et Salle des fêtes - Tél : 0561.73.02.41

■ Vends F5 Haut Standing - Type haussmannien - Sup. 180 m² + servitudes - Toutes commodités - Situé au centre-ville d'ORAN - Prix après visite - Curieux s'abstenir - Tél : 0554.52.51.30 ou 0674.74.92.22 pour RDV

■ Vends Appart F4 - 100 m² Gambetta à ORAN - Cité Plein Ciel. 3ème étage. Refait luxe. Cuis. et SDB équipées. Electroménager. Chaudière. Radiateur. Dble vitrage. Dalle de sol. BA13. LED. Spot...etc. - Tél : 0554.96.18.28

■ Vends F4 - 2ème étage. Acté à Akid Lotfi. Environ 80 m². Tél fixe. Internet. Climatiseur. Grand parking + grand Garage sous-sol avec Poste de police. Prix après visite - Curieux s'abstenir - Tél : 0553.47.31.58

■ A louer un Studio en face l'hôtel Royal plus une Villa à Bir El Djir - Tél : 0557.13.36.20

■ A vendre Appart F3 + C. + SDB - 1er étage à Mers El Kebir - Bon voisinage - devant la Salle de sport - Désistement - Tél : 0770.33.26.18 - 0541.63.95.60

■ A vendre Appartement F3 - Désistement - Rez-de-chaussée - Haï Ennouer en face Ardis (ORAN) - Prix 450 M à débattre - Tél : 0542.04.27.33

■ Location F4 - 7ème étage avec Ascenseur à Haï Yasmine 2 - 3 U/mois + Loue Local 16 m² au centre-ville d'Oran P/ 3.5 U/mois + Local 40 m² à côté l'académie + Loue F3 - F4 à Yasmine (Possibilité 6 mois) - 0799.65.93.99 - 0556.86.64.18

■ Vente sur plan F2 - F3 - F4 - F5 Haut Standing, Résidence El Mass, en face l'université de Belgaïd - Appelez au : 041.82.48.28 ou 0554.14.98.15 - Possibilité de Crédit bancaire

■ A vendre des F3 Promotionnels 2ème et 3ème étage 75 m², fin projet Mars 2015 (Versement 30%) reste crédit bancaire - en face Université Belgaïd + Vds F2, F3, F4, F5 dans une résidence à Belgaïd (Versement 20%) - 0799.65.93.99 - 0556.86.64.18

■ A vendre T3 - T4 à côté Méridien Ht Standing finis 100%. Vue sur mer. 20 U/m² (50% Crédit) + Vente sur plan à Belgaïd T3 - T4 Ht Standing 15 U/m² + Vds sur plan côté hôtel Maghreb Larabi F3 + F4 vue panoramique 15 U/m² - 0799.65.93.99 - 0556.86.64.18

■ Location Apparts : F3 C. SDB Akid Lotfi 3ème étage + F3 C. SDB Cité Grande Terre + F3 C. SDB USTO 1500 Logts + RDC de Villa F4 Maraval - AG. 04, Rue Med Khemisti - ORAN - 0552.58.43.72 - 041.29.26.03

■ A louer Appartement 3 Pièces - Cuisine- Salle de bain et Toilettés à la Cité Lobet en face Complexe sportif des Castors - ORAN - Prix après visite S.V.P. - Tél : 0555.86.20.38

■ A vendre très bel Appart F3 - 3ème étage - 3 Pièces - Cuisine - Salle d'eau - Très bien aménagé et très bien situé à Seddikia - ORAN - 0552.86.41.80

■ Loue : F2 Cavaignac 3ème (2.6 U) - F4 meublé Larbi Benm'hidi 3ème (6 U) - F6 Larbi Benm'hidi 2ème (7 U) - Villa Canastel (6 U) - Villa El Kerma (4 U) - AG. " ABDALLAH " 041.29.14.59 / 0770.40.87.48

■ ORAN. Rue Lamartine en plein C.-Ville : Vends Appart 4ème étage. Refait à neuf : 2 Pièces + Salon + Cuisine + Salle d'eau - T. bien situé à 100 m du marché Michelet - Tél : 0779.02.63.57

■ Vente Appart 100 m² F5 - 4ème étage - Acté - Bien aménagé - Situé Cité des 104 Logts Bloc A2 N° 7 (En face Manège) SIDI BEL ABES avec Garage de 38 m² - N° Tél : 0554.37.85.66 - 0559.79.62.44

■ A vendre Appart F5 - 4ème et dernier étage. Sup. 100 m² - Situé à Yaghmoracen à côté Salle des fêtes Chahrazed - Bien aéré - Livret foncier - Acté - Tél : 0778.50.67.46

■ Vends joli Appartement à F4 BOUSFER-Ville - 1er étage d'une Villa bien située construction récente - Tél : 0551.27.65.70 - 0661.20.51.37

■ A vendre Appartement à Gdyl : F3 - Sup. 68 m² au 1^{er} étage - Acté - à côté les Pompiers, nouveau immeuble - N° Tél : 0555.77.74.66

■ Vente sur plan F3 - F4 Haut Standing résidence Jade, vue sur mer, à Belgaïd - Appelez au : 041.82.48.28 ou 0554.14.98.15 - Possibilité de Crédit bancaire

■ TLEMCCEN : Vds F3 transformé en F4 - Sup. 80,5 m² situé au 2^{ème} étage Cité 1060 Logts Imama - Refait à neuf - Toutes commodités - Tél : 0551.99.00.66

■ Loue des beaux Apparts F2 et F3 équipés dans la Résidence Cherine, avec toutes commodités (Restaurants - Cafétéria - Hammam - Sauna...) à Paradis-plage - Aïn El Turck - Corniche oranaise - Tél : 0777.013.414 - 041.44.59.15

■ A.V. F4 - 4^{ème} étage HLM - ORAN - Tél : 0552.56.83.64

■ A vendre F3 - Acté - Modifié F2 - Gde Cuisine - Gde SDB - 2 Façades - au 1er étage à Mers El Kébir - ORAN - Tél : 0771.44.98.84 - 0799.94.13.11

■ MARS BEN M'HIDI ex-PORT-SAY : A louer Appart luxe de standing neuf - TOUR équipé face à la plage. F4. Terrasse vue sur la mer. Chambre climatisée - Possibilité garage fermé - Tél : 0668.89.45.92

VILLAS

■ Vds Villa R+2. Actée. 100 m². SENIA Kara 1 - RDC : Garage automatique. Hall. Cuisine. WC. Cour - 1er : 3 Chambres. Séjours. SDB. 2ème : Gd Salon. Terrasse - Prix 2 U négociable - Tél : 0550.56.64.58

■ A vendre Maison 340 m² - R + 1 + F3 à Cité Petit - ORAN - Convient pour 3 familles avec grands garages de 5 voitures plus caves 200 m² - Actée - Très bonne affaire - 0554.29.39.36 - 0661.20.24.73

■ Ag. 0668.95.22.02 - Vend : Villa 205 m², 1 F2, 1 F3 et 1 F4, Terrains 204 m² 448 m² à Aïn El Turck plus Terrain 8.000 m² urbanisable à Aïn Kerma plus Villa 220 m² en face hôpital militaire Aïn Beïda

■ Vends à Hassi Ben Okba 586 m² - Acté - Bâti 300 m² sur 2 niveaux - 2 façades - Pour Activité ou Habitation - Situation exceptionnelle - Tél : 0561.94.28.13 ou 0771.30.90.49

■ SIDI BEL ABBES - Vends Villa R+1 - Sup. 300 m² - Bien située à Sidi Djilali (1ère Tranche) avec 2 Garages + Cour + toutes commodités - Tél : 0551.42.48.74

DÉCÈS

La famille
SOUFI MERZOUG a la douleur de faire part du décès de son cher et regretté père

SOUFI MERZOUG BEN AHMED
âgé de 69 ans, décédé à Tlemcen le Mardi 30 Août 2016. Puisse Dieu, Le Tout-Puissant et Miséricordieux, accueillir le défunt en Son Vaste Paradis et lui accorder Sa Sainte Miséricorde

A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.



■ Vends très belle Villa au Vieux Canastel 635 m² + une Carcasse 260 m² au Nouveau Canastel + Villa bien aménagée à La Lofa 300 m² deux façades - Tél : 0552.38.71.79

■ A vendre Villa 245 m² à Gambetta côté Ecole Sibawy et Mairie. Deux façades extérieures et trois façades intérieures - Si possible Echange contre Villa à Pépinière ou Canastel - Pour visite appelez-moi au Tél : 0670.42.13.02

■ A vendre à SIDI BEL ABBES : Très belle Villa 200 m² R+2 avec 1 façade : 2 Locaux commerciaux - 8 Pièces - Hammam - Chauffage central - au CPR rue principale - N° Tél : 0552.59.98.51

■ Affaire à Saisir - GHAZAOUET : Vends belle petite Maison 70 m². Habitable. Quartier très calme - Actée + Livret foncier - Possibilité d'agrandissement. Proche tous commerces. 5 Km de la plage. Très bon voisinage. Prix : 8 Millions de Dinars 500 - 870 Millions de centimes. Négociable - Tél : 0668.89.45.92

■ EL AMRIA (46). A vendre Villa 201 m² ou Echange. Acte + Livret. Elect. Gaz. Eau - 05 Pces + Gde Salle. Cour 60 m². Puits H/24. Douche publique 11 cabines. Cuisine. Salle de bain. Gd Couloir. Faïence - Mobile : 0553.97.09.00 - Fixe : 043.76.03.38

■ Vends Immeuble de 3 étages - Deux façades - 2 Magasins - Situé 03, Rue Abdelkhalek Mohammed Seghir - Saint Antoine - ORAN - N° Tél : 0666.80.44.08 - 0666.43.45.74

■ Villa coloniale 400 m² - Façade 14 m - Jardin à l'entrée - 5 Pièces - Cuisine - Cour à l'arrière - Gambetta - Tél : 0795.17.10.34

■ CANASTEL - Loue Niv. Villa F5 + Gar. + Loue Niv. Villa F3 meublé + Loue Studio + Vends Villa Immeuble (F3 + F4 + F5 + Studio + Gar. + Jard.) - Tél : 0796.55.79.30

■ A vendre Maison RDC. Superficie 300 m². Bâtie 170 m² - Acte en cours - Composée de : 3 Chambres - Hall - Salon - Cuisine - 2 SDB - Terrasse - Garage - 2 Façades - Située à Hassi Bounif à 400 m de la Mairie - Tél : 0791.97.69.67

■ A vendre Maison - Sup. 332 m² - Actée + Livret foncier - Adresse : Rue Safrané - Bel Air - ORAN - Façade 11 ml - Mobile : 0549.86.24.20 - Visite sur RDV - Intermédiaire s'abstenir

■ A vendre Villa à Bel Air - ORAN pas loin du Rond-point de la wilaya, style espagnol - Possibilité pour Promotion immobilière de R +11 - Sup. environ 729 m² et 25 m de façade - Tél : 0554.96.18.28

■ A vendre Villa à Courbet - Actée - à côté Hôtel Sheraton - Superficie 360 m² - RDC : 2 Garages - 1^{er} étage : 7 Pièces - 2^{ème} étage : 3 Pièces + Terrasse - ORAN - Tél : 0555.77.74.66

EMPLOIS

■ Je cherche Educatrice Enfant - Contacter : 0541.62.70.30

■ Ets privée recrute des Commerciaux, motivés, maîtrisant l'outil informatique, Permis de conduire " B ", aptes aux déplacements - et une Assistante ayant des notions en comptabilité et maîtrisant l'outil informatique - CV à : oraninnov@gmail.com

■ Ets privée recrute des TS et des Techniciens en chaud et froid, motivés, aptes aux déplacements fréquents, permis de conduire - CV à : frigoran.innov@gmail.com

■ Recrute Comptable avec expérience - Oranrecrutment@gmail.com

■ Centre commercial au centre-ville d'Oran cherche des Etudiants pour week-end (âge 20 - 30 ans) - Résider à Oran - Tél : 0555.86.11.44

■ Crèche d'enfants à ORAN cherche Educatrice diplômée et Femme de ménage pour travail à plein temps, et résidentes à ORAN - Tél : 0552.888.739

■ Entreprise de Peinture située à ORAN cherche un Chauffeur âgé de 35 ans et plus pour Camion Poids Léger - Sérieux, dynamique et ponctuel - Tél : 0560.21.84.79 - 0560.21.87.13

■ ORAN - Un Fabricant de Gâteaux Secs cherche des Jeunes Femmes ne dépassant pas l'âge de 35 ans pour un salaire de 3.000 DA par Semaine - Tél : 0552.40.95.15

■ Etablissement privé cherche des Femmes de ménage Jour et Nuit - Nous contacter : 0791.97.27.56

■ Clinique cherche : Secrétaire médicale - Biologiste - Femme de ménage - Manip. Radio - 6 j. 1 sur 2 - Coliag123@gmail.com

PENSÉE

A la mémoire de notre fils
SOLTANE MOHAMED « HAMITOU »
qui nous a quittés le 07/09/2011. La blessure de la perte est toujours là. En t'en allant c'est une partie de notre vie qui a disparu avec toi. Tous les mots sont faibles pour exprimer la souffrance de ton absence. Il n'y a rien de plus dévastateur dans la vie des parents qu'enterrer leur enfant. Tu resteras dans nos cœurs pour toujours.

Ta mère, ta sœur et moi demandons à la famille maternelle et paternelle, aux voisins et tes amis d'avoir une pieuse pensée à ta mémoire.



■ Pharmacie sise à ORAN recrute Vendeur (se) expérimenté (e) - Libre de tout engagement - Horaire de travail à partir de 17 heures - Contactez-nous au : 0560.03.20.97

■ Sté mixte recrute pour le Sud en Urgence ING / TS en électricité sous station électrique. Spécialisés dans les S/Stations électriques usines Pétrole / Gaz - Contrat CDI - Mail : aoumar.aissaoui@ewamax.com - Mail : drh@ewamax.com

■ Entreprise privée à ORAN recrute : des Tuyauteurs qualifiés - des Soudeurs et des Manœuvres - Nous contacter au : 0561.97.76.26

■ Magasin de Vêtements situé aux Castors cherche Vendeurs et Vendeuses - Envoi C.V. sur : brimou2010@hotmail.fr

■ Jeune 30 ans cherche un travail stable spécialité : Brioche - Pizza - Feuilleté - Boulangerie Pâtisserie - Toutes wilayas - Tél : 0556.29.84.67 - 0793.28.05.82

■ Recrute Esthéticienne - Maquilleuse - URGENT - Contacter : 040.21.00.97 - 0771.31.15.38

■ Entreprise recrute des Agents Commerciaux et Responsable Commercial - Envoyer CV à Email : contact@textyle-expo.com

■ Cherche Coiffeuse expérimentée - Sérieuse - Salon : Boulevard Akid Lotfi - ORAN - Tél : 0551.42.81.70

■ Entreprise Travaux Bâtiment TCE cherche un Conducteur de Travaux avec expérience âgé de 35 ans à 55 ans - ORAN et ses environs - Tél : 0773.83.11.77

■ Centre de remise en forme Atmosphère à Oran USTO recrute une Monitrice d'aérobic, zumba et danse classique - Tél : 0770.31.32.24

■ Société Privée de Distribution cherche : Agent Commercial qualifié - Administrateur des Ventes - Veuillez contacter e-mail : s.bbt14@yahoo.fr - Tél/Fax : 041.231.631

■ Magasin d'habillement à Ville-Nouvelle (Médina Djedida) ORAN cherche Vendeur ou Vendeuse - Contacter 0550.48.33.40

■ Société de Service Immobilier sur Internet (Web : manzildirect.com) recrute à ORAN : Un Représentant Commercial - Une Chargée de Clientèle - Envoyez CV par Email : recrutement@manzildirect.com

■ Société privée à ORAN recrute : Un Responsable Marketing - Administrateur web - Ingénieur en informatique - Infographe - Expérience exigée - Veuillez envoyer CV à : recrute1429@gmail.com

■ Sté de Distribution implantée à la Zone Industrielle d'Es-Senia (Oran) recrute : Administrateur Base de données et Système - WIN - Serveur / SQL 2012. Utilisation des langues : SQL, PLSQL (ETL, Reporting, Cubes OLAP), connaissance de la suite Microsoft BI (SSIS, SSAS, SSRS), Christal Report - Envoyez vos candidatures : recrutement@sbdistribution-dz.com

■ Je recrute une Assistante en anglais bien vouloir avec expérience - Envoyez votre CV par email : eurlmed10@yahoo.fr Société Import / Export

■ Magasin électroménager à ORAN cherche Agent de saisie Femme - Expérience exigée - Contacter : 0777.94.97.62

■ Importante Société recrute des Commerciales, sérieuses et dynamiques - Veuillez nous contacter au : 0782.72.49.43

■ OPTINET cherche Optométriste diplômé pour Location d'Agrément - Contacter : 0778.29.80.08

■ Recrutons Téléopérateurs pour le compte d'un Groupe français - Salaire motivant + prime quotidienne et mensuelle - Exigeons parfaite maîtrise de la langue française - africall.recu@gmail.com - 0549.94.75.37

DÉCÈS

Pensée pour
BENSAÏN Houari
Né le 09/09/1949 à ORAN - Décédé le 04/09/2016.

Les familles **BENSMAIN** et **ZAIR** ont le regret de vous faire part du décès de **BENSMAIN Houari** qui a eu lieu le 04/09/2016 à son domicile à Maraval. Tu seras toujours présent dans la mémoire de tes proches qui ne t'oublieront jamais, ainsi que tes enfants qui t'aiment plus que tout.



PENSÉE

Une année déjà que nous a quittés notre père le
07-09-2015
ZERHOUNI

Med Benamar
Pour la douleur encore vive c'était juste hier. Pour l'absence et le vide laissé, c'est toute une éternité. Nous demandons à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée à sa mémoire. **الله يرحمك**
Ton fils Hichem et toute la famille



■ Importante Société recrute : Une Secrétaire qui maîtrise l'outil informatique - Un Magasinier marié avec expérience et des Manutentionnaires - Veuillez nous contacter au : 0782.72.49.43

■ Société A.M.S. cherche Vendeuse ou Vendeur Articles scolaires avec expérience à AIN TEMOUCHEMENT - AMSecurite2012@gmail.com

VEHICULES

■ EURL TAXI ZIDI propose Vente Véhicule par Facilités pour Chauffeur avec Diplôme - Tél : 0770.72.57.37

■ Achat véhicules accidentés ou en panne légers ou lourds. Tél : 0550 59 03 60 / 0771 39 49 82 / 021 91 35 62

LOCAUX

■ Loue Local commercial bien aménagé à Bousfer-plate pieds dans l'eau - Superficie 200 m² - Conviendrait Restaurant ou autres - Contactez le 0797.62.26.93

■ A louer un Local de 35 m² environ à Kerma (ORAN) - Valable pour Dépôt - Tél : 0772.42.03.26

■ Local à louer pas loin du Rond-point les Castors sur le Gd Bd (Ligne B). Sup. 50 m² avec sanitaires. Toutes commodités + Espace stationnement - Convient pour toutes les activités - Tél : 0554.26.96.33

■ A vendre deux (02) Hôtels mitoyens Bd Charlemagne - angle Rue Ozanam - A côté Café Riche - Centre-ville d'ORAN - Affaire à saisir - Tél : 0555.49.90.80 - 0549.21.57.30

■ A vendre Boulangerie fonds et murs en activité, bien placée à Yasmine 2, à côté de Hasnaoui au milieu des bâtiments - Tél : 0770.73.00.65

■ A louer Dépôt 5.000 m² à Hamoul + Dépôt à Sénia Zone I, 2.000 m² couvert + Dépôt à Hassi Ameur 2.400 m² couvert 1.250 m² avec Administration + Poste + Dépôt à Kerma 2.800 m² couvert + 1.800 m² - Tél : 0552.38.71.79

■ Cherche Location Magasin à ALGER Sidi Yahya - Sup. 150 m² - 200 m² - Tél : 0552.38.71.79

■ ORAN - A vendre Local de 733 m² avec Habitation au 1er de 230 m² - Puits - Electricité - Gaz - Tél : 0791.13.40.94

■ Local à vendre Haï Yasmine 2 Résidence Bahia - Refait à neuf - Acté - Sup. 36 m² - Tél : 0557.66.04.90

■ Location Local à la Rue Larbi Ben M'hidi centre-ville d'ORAN - 32 m² + Soupe - Sanitaires - Rideau électrique et Vitrine... etc. - Tél : 0554.96.18.28

■ A vendre 3 Locaux commerciaux 72 m², 82 m² et 82 m² sur Bd commercial 16 U/m² (Mars 2016) à Belgaïd + Vds Locaux commerciaux 10 U/m² à El Kerma (Versement 50%) - 0799.65.93.99 - 0556.86.64.18

■ URGENT : A vendre un Sous-sol complet de 200 m² avec toutes les commodités - Acté - à Canastel - ORAN - Prix 1,5 MD Négociable - Tél : 00336.20.84.64.45

■ Location Local 700 m²: 76, Avenue Larbi Ben M'hidi - ORAN centre-ville - N° 0552.48.07.22

■ ORAN - Loue 03

CR Belouizdad Bouali refuse de résilier son contrat, Reda Malek dans l'embarras



L'entraîneur Foued Bouali, démis de ses fonctions à la tête de la barre technique du CR Belouizdad, refuse de résilier son contrat avant que ses conditions ne soient satisfaites, mettant dans l'embarras la direction du club qui s'apprête à engager le Français Alain Michel à sa place. Bouali, qui a dirigé les Rouge et Blanc pendant deux matchs seulement, exige de rencontrer le président du club, Reda Malek, en personne pour régler avec lui les affaires pendantes, refusant de le faire avec ses émissaires comme proposé par le responsable belouizdadi, apprend-on mardi auprès de la formation de Ligue 1 algérienne de football. Cette si-

tuation, si elle perdure, empêcherait la direction du «Chabab» d'officialiser le retour au bercail d'Alain Michel. La Ligue de football professionnel (LFP) ne délivrera pas de licence au technicien français avant la résiliation par Bouali de son contrat avec le CRB. Le désormais ex-coach des gars de «Laâquiba», arrivé cet été au club, avait été prié de résilier son contrat après la défaite de son équipe sur le terrain de l'ES Sétif (2-1), pour le compte de la deuxième journée du championnat. Il s'était contenté d'un nul à domicile (1-1) contre le MC Oran à l'occasion de la première journée. Ces deux contre-performances ont précipité son limogeage, et ouvert la voie au

retour d'Alain Michel qui avait quitté le club en fin de saison passée, après avoir échoué à atteindre l'objectif assigné qui était de décrocher une place qualificative à une compétition continentale. La valse des entraîneurs a repris de plus belle en Ligue 1, cette fois-ci plus tôt que prévu. Adel Amrouche a été contraint de quitter l'USM Alger, championne d'Algérie en titre, avant trois jours du coup d'envoi du championnat, alors que le Français, Sebastian Desabre vient d'être démis de ses fonctions à la JS Saoura, le vice-champion d'Algérie. Un record en la matière avait été battu la saison passée avec une série de limogeage des entraîneurs ayant touché pratiquement une trentaine de coachs.

JS Saoura Le stade du 20 Août 1955 de Béchar homologué par la CAF

La commission d'audit des stades auprès de la Confédération africaine de football (CAF) en visite depuis lundi à Béchar n'a pas fait des réserves sur le stade du 20-août qu'elle a inspecté en prévision de la participation de l'équipe locale la JS Saoura dans la prochaine édition de la Ligue des champions d'Afrique. Il s'agit néanmoins de la première visite d'inspection de cette

commission, qui était accompagnée par le vice-président de la Ligue de football professionnel en Algérie (LFP), Fawzi Guellil. Une deuxième visite sera effectuée dans deux mois, apprend-on du club concerné pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football. La JSS disputera pour la première fois de son histoire la prestigieuse compétition africaine interclubs après avoir fait sensation la

saison passée en terminant deuxième au classement du championnat. Le club reste néanmoins fidèle à ses «traditions» dans ses rapports avec ses entraîneurs. En effet, comme c'était le cas en début des deux précédents exercices, le coach de l'équipe du sud-ouest algérien, le Français Sebastian Desabre, a été démis de ses fonctions après seulement deux journées de compétition.

Hamra Annaba L'équipe est fin prête

Tayeb Zgaoula

Hamra Annaba a bouclé cette semaine sa préparation de la saison par un match amical contre le MCEE avec une défaite (0/1). Mais le coach Abdelkader Biskri se montre optimiste à la veille de l'entame de la compétition. Pour ce faire, le technicien annabi a appliqué un plan de préparation conséquent.

« On a mis à profit nos dernières séances d'entraînement pour apporter les réglages nécessaires entre les trois compartiments et éliminer les déchets du jeu relevés lors de nos précédentes rencontres amicales. Je dois souligner que notre effectif est jeune et inexpérimenté et dont l'ossature de l'exercice précédent a été maintenue, seules quelques recrues sont venues

nous rejoindre », dira Biskri. Il s'agit de Amari (ASK), Mahidine (USC) et Rahim Tamer (HCLC). Le président Selmi Mohamed Tahar est en train de faire un travail de fond basé sur la stabilité et une gestion rationnelle. Pour ce premier match contre l'ACM, les joueurs se sont préparés avec sérieux et sont prêts à relever le défi », conclura le coach annabi.

Constantine Les clubs des divisions régionales en difficulté

A. Mallem

Après avoir reçu comme une délivrance la réouverture à la compétition du stade Benabdelmalek Ramdane, les clubs constantinois des divisions Régionale 1 et 2, honneur, etc...), ont vu leur enthousiasme vite refroidi par la tarification des frais d'engagement. Ils sont en plein désarroi, sachant que le dernier délai de versement expire demain, alors qu'aucun d'eux ne possède le moindre sou pour régler ces frais. « Nous courons sérieusement le risque d'être déclarés forfait et ne pas participer à nos championnats respectifs, car il faut signaler également que la subvention allouée aux associations sportives par l'APC n'est pas encore versée. Que faire ? », dira Tobal Zouheir, le vice-président du club du WAC (Wifak Ab-

bas de Constantine), le club du quartier de Oued-El-Had qui évolue au niveau de la Régionale 1 de Constantine, rencontré au stade Benabdelmalek. Les présidents des clubs concernés des divisions inférieures qui sont gérées par la Ligue régionale de football de Constantine ont décidé donc d'élaborer en urgence une pétition et aller la remettre en mains propres le plus rapidement possible aux ministères de tutelle, celui de la Jeunesse et les Sports et de l'Intérieur et des Collectivités locales, afin de solliciter leur aide pour régler ce grand problème qui met en réel péril plusieurs clubs qui s'occupent pourtant de milliers de jeunes. En outre, les dirigeants viennent d'apprendre que la subvention aux associations accordée traditionnellement par l'APC aurait

été annulée sur demande du ministère de l'Intérieur. « Jusqu'à ce jour, a indiqué encore le vice-président du WAC, toutes les équipes de Constantine, sans exception, n'ont pas encore réglé les frais d'engagement, parce qu'aucune d'elles n'est en mesure de s'acquitter de 80 millions de centimes exigés par la Ligue. Questionné par nos soins, le vice-président de l'APC de Constantine chargé du patrimoine et des affaires financières, a démenti que cette subvention de 3 % du budget accordée aux associations soit annulée. « C'est un acquis qui découle de la loi et l'APC ne peut pas l'annuler. Au contraire, cette question a figuré à l'ordre de la dernière session et la délibération l'accordant a été adoptée et adressée à la tutelle de wilaya pour approbation », a répondu cet élu.

CR Ben Badis Haffaf prépare la dernière ligne droite

Kadiri M.

Quelques jours du coup d'envoi du championnat de DNA Ouest, le CR Ben Badis affrontera en déplacement l'ambitieuse formation de l'ASB Maghnia. Nous avons décidé de faire le point avec le coach Haffaf Redouane qui, il faut le préciser, a pris le train en marche lors du second stage de l'équipe à Ouled Mimoun, alors que le premier s'est déroulé à Tlemcen. Sous sa houlette, le Chabab a disputé trois matchs amicaux qui se sont avérés instructifs à plus d'un titre et ce au-delà des résultats, une courte défaite devant l'ASM Oran au stade Habib Bouakel et deux victoires au stade des trois frères Amarouch où est domicilié pour la cinquième année consécutive le club. Ces

deux rencontres furent disputées face à l'ES Mostaganem et au MC Saïda. Pour l'ex-meneur de jeu de l'USMBA Haffaf Redouane, « La préparation est évaluée à 65%, mais cela ne nous empêche pas de travailler davantage pour atteindre l'objectif, à savoir le maintien ». Les observateurs estiment que cet objectif est réaliste en fonction de la véritable saignée dont a été victime le club. En effet, les dirigeants n'ont pu faire face au départ massif de la presque totalité des joueurs de la saison écoulée où le CR Ben Badis s'est retrouvé dans une zone de turbulences, caractérisée par le retrait du boss Benchinoun Tayeb sous la présidence duquel le CRBB a connu deux accessions et participé à la course au titre lors de la saison 2015-2016. Pour ce qui est

des entraînements, ils se déroulent pour l'heure au stade communal 1^{er} Novembre de Ben Badis en attendant la semaine prochaine pour effectuer de nouvelles séances au stade des trois frères Amarouch de Sidi Bel Abbès en prévision des rencontres du championnat. Il est utile de signaler que, pour cette édition 2016-2017, une bonne partie de l'effectif est issue du cru, la seconde provenant d'autres clubs de la région d'Oran et de Sidi Bel Abbès. A cet effet, le nouveau boss de la barre technique devra s'appuyer sur l'expérience de quelques éléments de la saison dernière qui se comptent sur les doigts d'une main et misera sur les jeunes incorporés qui ne manquent pas d'ambition pour prouver leurs aptitudes et défendre les couleurs du CRBB.

Inter-régions Ouest Le JS Sig forfait, le SC Méchéria repêché

Abid Djebbar

Le Jil Sportif de Sig, second club de la ville de Sig évoluant en inter-régions groupe Ouest n'a pas donné signe de vie au cours de cette inter-saison, alors que tous les clubs des différentes divisions se préparent pour entamer leurs championnats respectifs de la nouvelle saison 2016-2017.

Le Jil, qui a ravi ses fans par de belles démonstrations par le passé dans cette division, risque fort de tomber dans l'anonymat le

plus total. En effet, et jusqu'à l'heure actuelle, il n'y a eu ni présentation des bilans moral et financier, ni tenue d'une AG électorale pour la désignation d'un président. De fait, personne ne s'est engagé pour s'acquitter des droits d'engagement avant la date butoir du 31 août dernier.

Par ailleurs, aucune démarche n'a été entreprise pour rassembler les joueurs et installer un staff technique. Et, dans le calendrier établi dernièrement par la ligue inter-ré-

gions groupe Ouest, le Jil ne figure plus sur le calendrier. Les autorités locales et les responsables de ce club doivent réagir en introduisant un recours avant l'entame du championnat.

Dans le cas contraire, c'est la disparition pure et simple de ce club, et c'est bien dommage. Par ailleurs, on a noté que le SC Méchéria, qui n'avait pas participé au championnat faute d'engagement, a été repêché cette saison pour évoluer en inter-régions groupe Ouest.

Football - Sécurité dans les stades Kerbadj confirme le retour de la police dès la prochaine journée

Le président de la Ligue de football professionnelle (LFP) Mahfoud Kerbadj a confirmé mardi le retour de la police dans les stades dès la 3e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis prévue ce week-end, mais avec «un nombre réduit». «Comme révélé auparavant par la Direction générale la Sûreté nationale (DGSN), les policiers vont effectuer leur retour dans les stades, au niveau notamment des accès ou pour faire les séparations entre les deux galeries dans les tribunes, et cela à partir de la 3e journée du championnat ce week-end», a affirmé le premier responsable de la LFP. Les deux premières journées de

la Ligue 1 ont été marquées par un nombre d'incidents entre supporters survenus à travers plusieurs stades du pays, notamment au niveau du centre. «La marge de manœuvre du service d'ordre sera limitée. La fouille des supporters à l'entrée du stade sera du ressort exclusif des stadiaires et non pas des policiers comme ça faisait auparavant», a-t-il expliqué. Le Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), le général major Abdelghani Hamel a annoncé le 19 juillet dernier à Alger le retrait progressif de la police des stades de football à partir de la saison 2016-2017, qui seront remplacés par des stadiaires, dans une nouvelle mesure

liée à l'organisation des rencontres. Cette décision fait suite aux cahiers des charges imposés aux clubs professionnels depuis 2013. Le président de la fédération algérienne de football (FAF) Mohamed Raouraoua a affirmé vendredi dernier que les policiers vont réapparaître «mais avec un nombre toujours limité». «Au vu de ce qui s'est passé lors des deux premières journées du championnat, les policiers vont réapparaître de nouveau, mais avec un nombre réduit, au niveau des tribunes et les accès au stade. Toutefois, le retrait progressif des policiers est toujours maintenu comme décidé auparavant par la DGSN», a-t-il indiqué.

Paradou AC L'accession en point de mire

Le Paradou AC, qui a raté de peu l'accession en Ligue 1 algérienne de football la saison passée une année après son retour en deuxième palier, espère rectifier le tir lors de l'exercice 2016-2017 dont le coup d'envoi sera donné vendredi prochain.

Le PAC, l'un des rares clubs à n'avoir pas trop chamboulé son effectif se contentant d'engager seulement quatre nouveaux joueurs, débutera son parcours en rendant visite au CRB Ain Fakroun, dans un match qui sera joué à huis clos. Une aubaine pour les Algérois afin de débiter la compétition par une victoire et confirmer par là même les ambitions affichées par leur nouveau staff technique espagnol que dirige Josep

Maria Noges. «Nous sommes ici en Algérie avec l'objectif de réussir la montée en Ligue 1 dès la fin de l'exercice en cours.

Nous serons très heureux si nous parvenons à terminer notre première année en Algérie par une accession», déclare Adolfo Baines, l'entraîneur adjoint qui occupe également la fonction de l'entraîneur des gardiens de but.

Le PAC, et contrairement à beaucoup d'autres formations des deux Ligues professionnelles qui ont choisi d'effectuer à l'étranger la préparation d'intersaison, a choisi la ville de Tlemcen pour affûter ses armes en prévision du nouvel exercice. Le club a également disputé une série de matchs amicaux qui les a clôturés le week-end passé par une victoire face au CA

Bordj Bou Arréridj (1-0), la deuxième contre la même équipe et avec le même score en l'espace d'une semaine. Outre sa mission à la tête de la barre technique de l'équipe première du PAC, les nouveaux entraîneurs espagnols ont à charge aussi de diriger l'Académie de football de Paradou, créée en 2007. Les premières semaines passées au sein de cette Académie a permis aux techniciens ibériques de se faire une bonne idée sur les joueurs que cette structure enfante. «Franchement, on a découvert beaucoup de très bons talents dans l'Académie. Mieux, je dirais que certains d'entre eux ont même le profil pour évoluer à l'avenir dans le championnat espagnol», se réjouit encore le coach adjoint du PAC.

Transfert Belkalem rejoint Antar Yahia et Ziani à Orléans



Le défenseur international algérien, Essaid Belkalem, libre de tout engagement depuis son départ de Watford (Premier League anglaise de football) s'est engagé lundi avec Orléans Loiret Football, pensionnaire de la Ligue 2 française de football, a annoncé le club sur son officiel. L'ancien joueur de la JS Kabylie (Ligue 1/Algérie) a signé un contrat d'une saison en plus d'une autre en option, en présence du directeur sportif

du club Julien Cordonnier, précise la même source. Le défenseur algérien rejoint à Orléans les deux anciens internationaux algériens Antar Yahia et Karim Ziani, ainsi que son ancien coéquipier à la JSK Farid Beziouen. Belkalem (27 ans) espère ainsi relancer sa carrière où il n'avait joué que rarement sous les couleurs de Watford, se contentant de quelques apparitions avec l'équipe réserve lors de l'exercice écoulé ainsi

que cet été. Prêté pour une saison à Trabzonspor (Turquie) pour la saison 2014-2015, son retour en Angleterre s'est avéré un mauvais choix, ce qui lui a coûté sa mise à l'écart de la sélection algérienne. Belkalem n'est plus convoqué chez les Verts depuis la fin de l'année 2014. Blessé juste avant la Coupe d'Afrique des nations CAN-2015 en Guinée équatoriale, il avait été écarté par l'ancien sélectionneur Christian Gourcuff.

MO Béjaïa Les contrats de sponsoring, une vraie bouffée d'oxygène

Le MO Béjaïa, qui s'apprête à disputer sa première demi-finale continentale de l'histoire, s'est offert un nouveau sponsor, au moment où la direction de ce club de Ligue 1 algérienne de football est parvenue à renouveler les contrats de trois autres, a-t-on appris mardi auprès de son président Zahir Attia. Ces opérations tombent à point nommé pour une formation qui a été perturbée cet été par une situation financière compliquée lui ayant coûté la perte d'un bon nombre de ses joueurs cadres qui ont préféré changer d'air. «Évidemment, on est heureux de pouvoir conclure avec un nouveau sponsor, tout en parvenant à renouveler

les contrats de trois autres. Désormais, on sera plus à l'aise dans ce registre», a déclaré, Attia, qui a succédé cet été à Boubekour Yekhlaf à la tête du MOB.

Les «Crabes» accueilleront le FUS Rabab, le 18 septembre à Béjaïa en demi-finale aller de la Coupe de la Confédération africaine, un tour pour lequel ils se sont qualifiés pour leur première participation internationale. «Les quatre opérations de sponsoring qu'on vient de conclure seront certainement un stimulant moral supplémentaire pour les joueurs plus que jamais déterminés à aller au bout du rêve», a encore assuré Attia qui a hérité d'une situation financière très

délicate. Le président du MOB a rappelé au passage que «jusqu'au jour d'aujourd'hui, l'ancien président du club n'a toujours pas présenté son bilan devant le conseil d'administration», un retard qui n'est pas fait pour faciliter la tâche du patron béjaoui dans ses démarches pour se procurer d'éventuels nouveaux sponsors, a-t-il précisé. Outre ces bonnes opérations financières que vient de conclure le MOB, le club verra également ses caisses renflouées une fois son aventure africaine terminée. Déjà, il est assuré d'empocher une prime de 450.000 dollars grâce à sa qualification historique au dernier carré de la Coupe de la Confédération.

RC Relizane La direction n'a toujours pas réglé ses contentieux

Le RC Relizane (Ligue 1 algérienne de football), interdit de recrutement pour dettes impayées envers ses joueurs, n'a toujours pas réglé sa situation financière, a annoncé mardi le président de la Ligue de football (LFP) Mahfoud Kerbadj. «Nous n'avons reçu aucun document prouvant que le RCR a apuré ses dettes envers ses joueurs. J'ai entendu parler lundi que la nouvelle direction du club a régularisé à hauteur de 80% de sa situation financière, mais au niveau de la LFP nous n'avons rien reçu», a affirmé le premier respon-

sable de l'instance dirigeante de la compétition. Les dettes cumulées par le RCR estimées à 60.377.780 DA, ont poussé LFP à interdire le recrutement à la formation de Relizane, très active sur le marché des transferts avec pas moins de 16 joueurs engagés. «Jusqu'à preuve du contraire, les nouvelles recrues du RCR ne sont pas encore qualifiées tant que le club n'a pas encore réglé ses contentieux», a expliqué Kerbadj.

Le nouveau président du conseil d'administration du RCR Mohamed Hamri s'est engagé à payer, dès cette semaine, les conten-

tieux avec les joueurs et du coup permettre aux nouvelles recrues d'être qualifiées au sein de l'équipe, en vue de la 3e journée du championnat prévue ce week-end.

Le RCR en a déjà payé les frais après avoir perdu sur tapis vert avec défalcation de trois points son premier match du championnat face au NA Hussein Dey à domicile, avant de subir une raclée sur le terrain de l'USM Alger (6-0) lors de la journée suivante, dans un match que les Relizanais ont disputé avec un effectif composé essentiellement des joueurs des moins de 21 ans (U-21).

Schalke 04 Bentaleb annoncé titulaire vendredi face au Bayern

Le milieu international algérien Nabil Bentaleb, fraîchement arrivé à Schalke 04, est annoncé dans le onze de départ vendredi prochain à domicile face au Bayern Munich, en ouverture de la 2e journée du championnat d'Allemagne de football, rapporte lundi le quotidien Bild. Le joueur algérien devrait être associé à l'autre nouvelle recrue estivale le Français Benjamin Stambouli (ex-Paris SG) dans la récupération, ajoute la même source.

L'entraîneur de la formation de la Ruhr Markus Weinzierl n'a pas tari d'éloges sur Bentaleb, auteur d'une entrée en cours de jeu «convaincante» lors du premier match de Bundesliga sur le terrain de l'Eintracht Francfort (défaite 1-0), Bentaleb (21 ans) a rejoint le club allemand à titre de prêt, pour une saison en provenance de Tottenham (Angleterre). Sous contrat avec les Spurs jusqu'en 2020, le natif de Lille n'aurait plus dans les



plans de son entraîneur argentin, Mauricio Pochettino, depuis l'exercice passé. Bentaleb a effectué son retour en sélection algérienne où il a pris part à l'intégralité de la rencontre face au Lesotho (6-0) disputé dimanche soir

dans le cadre de la 6e et dernière journée (Gr.J) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2017. Ayant souffert de blessures à répétition, la dernière convocation de Bentaleb chez les Verts remonte à novembre 2015.

Coup d'envoi des 15^e Jeux Paralympiques de Rio L'Algérie vise plusieurs podiums dont quatre médailles d'or

L'Algérie prendra part aux 15^{es} jeux Paralympiques de Rio, qui débiteront aujourd'hui (7-18 septembre NDLR), avec une délégation forte de 62 athlètes, répartis en cinq disciplines, avec l'objectif de décrocher des podiums dont quatre médailles d'or, selon la direction technique nationale (DTN) de la fédération algérienne handisport (FAH). Il s'agit de l'athlétisme (21 athlètes), judo (3), powerlifting (2), goalball messieurs (6), goalball dames (6), handi-basket masculin (12) et handi-basket féminin (12). « Nos athlètes participeront pour tenter de décrocher des médailles. Notre objectif est de ramener des podiums, toutes couleurs confondues, dont quatre en vermeil, en athlétisme et en judo. Selon les prévisions de nos entraîneurs, ces podiums sont à la portée de nos athlètes qui se sont bien préparés au rendez-vous », a déclaré, le directeur technique national (DTN), Zoubir Aichaine. L'année 2016, a permis aux athlètes qualifiés de bien se préparer pour le rendez-vous paralympique, en bénéficiant de multiples stages en Algérie et à l'étranger, avec au passage des participations dans des tournois et meetings pour bien parfaire leur préparation. Juste après les dernières compétitions internationales, un bilan analytique, avait été élaboré. Il a permis aux différentes parties de corriger les lacunes enregistrées, afin de pouvoir faire bonne figure au rendez-vous paralympique de Rio. « On a commencé par corriger les erreurs et manquements enregistrés. A partir de là, tous les athlètes ont entamé une préparation continue, selon le programme établi par leurs entraîneurs. Personne ne s'est plaint de ce côté, puisque la fédération a mis tous les moyens à la disposition des athlètes qualifiés aux Paralympiques », a souligné M. Aichaine. En plus de ces moyens, les responsables de la fédération ont tenu à mettre en exergue, l'apport considérable du ministère de la jeunesse et des sports (MJS) et celui du Comité olympique et

sportif algérien (COA). L'athlétisme et le judo, pour perpétuer la tradition.

L'athlétisme et le judo seront attendus à Rio pour s'illustrer avec des athlètes habitués aux JP et d'autres nouvelles figures, les deux disciplines peuvent faire valoir d'autres satisfactions au handisport algérien. « L'athlétisme est le chef de file du handisport algérien. Les athlètes retenus courront, en ayant en mémoire, le défunt Mohamed Allek, l'athlète le plus titré dans l'histoire du handisport algérien. On va participer avec, surtout, des habitués aux podiums paralympiques sur lesquels on compte beaucoup », a expliqué le DTN, reconnaissant, néanmoins, que leur mission ne sera pas de tout repos, devant des athlètes de Gotha mondial. Les yeux seront braqués, certainement, sur les plus connus: les lanceuses Nassima Saifi, Safia Djelal, Asmahane Boudjadar, Nadia Medjmedj et les lanceurs Karim Betina, Lahouari Bahlaz, Kamel Kerdjena, mais aussi sur Mohamed Berahal (moteur) et les demi-fondistes Samir Nouioua, Abdelatif Baka. Mais d'autres jeunes promus peuvent émerger et étonner, selon les observateurs, à l'image de Fouad Baka, Mohamed Fouad Hamoumou et Sid Ali Bouzourine, entre autres. « Le groupe qualifié aux JP-2016 est un amalgame d'anciens et nouveaux athlètes et judokas. Ce sont des athlètes qui méritent d'avoir une chance de participer à ce rendez-vous. On est confiant pour qu'ils réalisent de bonnes prestations », a expliqué pour sa part, le DTN-Adjoint, M. Said Saad.

En judo, le groupe des trois athlètes sera conduit par le champion en titre, Mouloud Noura qui sera appelé à se racheter de son « faux-pas » des derniers jeux à Londres-2012 où il était super favori pour le titre, mais s'était contenté, contre toute attente, d'une médaille de bronze. « Noura devra montrer le chemin à ses compatriotes (Mehdi Meskine et Abdelouai Cherine), dont c'est leur première participation aux

JP. Les trois ont le potentiel requis pour être médaillés à Rio. D'ailleurs, ils sont déterminés à ne pas rentrer bredouilles des jeux, afin de booster leur carrière », a précisé le premier responsable technique de la FAH.

• Le handi-basket et le goalball: jouer sans complexe à Rio

Si la pression des résultats repose surtout sur l'athlétisme et le judo, les autres disciplines: le handi-basket et le goalball (hommes et femmes) vont devoir jouer sans complexe lors de leurs tournois à Rio. « Pour nos équipes de sports collectifs (handi-basket et goal-ball), le fait d'être à Rio est, en quelque sorte, une très bonne performance. Cela veut dire que nos quatre équipes (hommes et dames) font partie du gotha mondial. Leur participation est une réussite et nos athlètes doivent se faire plaisir et jouer à leur juste valeur », a ajouté M. Saad. L'équipe masculine du handi-basket renoue avec les JP après ceux de Barcelone en 1992, de même que les hommes du goalball qui seront à leurs seconds jeux après ceux de Londres en 2012. Par contre les filles du handi-basket et celles du Goalball effectueront leur baptême de feu à Rio. Le powerlifting algérien qui sera aussi présent à ces 15^{es} Paralympiques sera représenté par Houcine Bettir et Samira Guerioua. Le premier avait arraché sa qualification à l'issue de plusieurs meetings internationaux, avant de confirmer au dernier Mondial, tandis que Samira a bénéficié d'une invitation du Comité International Paralympique (IPC), grâce à sa régularité et sa progression dans les charges au cours des échéances internationales. « Nos athlètes auront la chance d'améliorer leurs charges et confirmer leur progression.

Ils seront mis à rude épreuve par des athlètes mieux classés sur le plan mondial, mais sans les empêcher de faire bonne figure. On leur souhaite bonne chance, ainsi qu'à l'ensemble de leurs compatriotes des autres disciplines », a conclu le DTN, M. Zoubir Aichaine.

Tournoi de football amateur «El Djazairia Cup» Ooredoo aux côtés des jeunes footballeurs

Poursuivant sa stratégie de soutien au sport national, Ooredoo accompagne les jeunes footballeurs dans El Djazairia Cup, un tournoi de football organisé par la chaîne de télévision El Djazairia TV, dédié aux jeunes enfants qui a débuté le 01 septembre et se poursuivra jusqu'au 17 du même mois. El Djazairia Cup est un tournoi de foot-

ball amateur ouvert aux enfants qui vivront tout au long de ce tournoi une expérience riche et des journées de football intenses et inoubliables sur le terrain. Les téléspectateurs algériens auront l'opportunité de suivre la compétition sur la chaîne El Djazairia TV. Une compétition qui verra 25 équipes s'affronter pour espérer une place en finale du

tournoi qui se jouera le 17 septembre 2016. L'équipe gagnante remportera un trophée et aura l'opportunité de s'envoler vers l'Europe pour y représenter les couleurs de l'Algérie. A travers son accompagnement de ce tournoi de football, Ooredoo poursuit son encouragement du sport algérien qui promeut l'éducation, le respect et le fair-play.

Tennis - US Open Del Potro continue de rêver, Williams toujours plus haut

Après deux ans d'absence dans son tournoi-fétiche, Juan Martin del Potro a renoué avec les quarts de finale de l'US Open lundi, tandis que la N.1 mondiale Serena Williams a ajouté un énième record à son fabuleux palmarès. L'édition 2016 de l'US Open a accouché d'une alléchante affiche de choix: elle aura lieu mercredi et opposera deux grands noms du circuit, Del Potro, ancien N.4 mondial et vainqueur de l'US Open 2009 d'un côté, Stan Wawrinka, actuel 3^e du classement ATP et double vainqueur d'un tournoi majeur de l'autre. Del Potro, qualifié pour son

premier quart à «Flushing» depuis 2012 à la faveur de l'abandon de l'Autrichien Dominic Thiem, blessé au genou droit et mené 6-3, 3-2. Del Potro, 27 ans, commence de nouveau à faire peur, depuis qu'il a atteint la finale du tournoi olympique à Rio où il s'est incliné face à Andy Murray.

Dans le tournoi féminin, Serena Williams monte tranquillement en puissance: alors que son épaule droite lui posait problème depuis juillet, l'Américaine n'a toujours pas perdu son service en quatre matches. Elle n'a laissé aucune chance à la Kazakhe Yaroslava Shvedova, 52^e mondiale, (6-2, 6-3) et a atteint les

quarts pour la sixième année consécutive et pour la 14^e fois en dix-sept participations. Mieux, elle s'est offert un nouveau record, celui du nombre de matches de Grand Chelem remportés avec 308, soit un de plus que Roger Federer. Autre victime de renom, la Polonaise Agnieszka Radwanska qui a subi la loi et le culot de la jeune Croate Ana Konjuh qui, à 18 ans, disputera son premier quart de finale en Grand Chelem. Radwanska, 4^e au classement WTA, est tombée pour la cinquième fois de sa carrière aux portes des quarts à New York et court toujours, à 27 ans, après son premier titre majeur.

Cyclisme - Tour d'Espagne Jempy Drucker remporte la 16^e étape



Le Luxembourgeois Jean-Pierre Drucker (BMC) a remporté au sprint lundi la 16^{ème} étape de la Vuelta disputée entre Alcañiz (Aragon) et la jolie cité fortifiée de Peñíscola sur 156,4 kilomètres. Après un week-end pyrénéen très éprouvant, le peloton a soufflé sur un terrain moins exigeant. Et au bout d'un sprint très enlevé, Jempy Drucker a devancé sur la ligne d'arrivée les Allemands Rüdiger Selig (Bora-Argon 18) et Nikias Arndt (Giant-Alpecin). « Les derniers jours ont été très difficiles, en particulier samedi au col d'Aubisque, mais j'ai toujours gardé confiance en vue des étapes de sprint », a commenté Jempy Drucker au micro de la chaîne espagnole Teledeporte. « C'est chouette de compter désormais une victoire dans un

grand Tour. » Côté belge, Gianni Meersman (Etixx-QuickStep), déjà vainqueur de deux étapes, a terminé à la 4^{ème} place, Jonas Van Genechten (IAM) à la 6^{ème}. Tosh Van der Sande (Lotto-Soudal) a lui bouclé la journée en 9^{ème} position. Jamais inquiété sur cette étape du plat, Nairo Quintana (Movistar) a conservé le maillot rouge de leader de l'épreuve.

L'échappée du jour a été neutralisée à 12 km de l'arrivée par les équipes de sprinters et la seule émotion est venue de l'attaque tardive de l'Italien Daniele Bennati à 2,5 km de l'arrivée. Mais l'expérimenté routier de l'équipe Tinkoff a été repris dans l'ultime ligne droite. Les favoris sont pour leur part arrivés groupés au sein du peloton et les écarts restent

inchangés à l'approche de la dernière ligne droite de cette Vuelta.

Le maillot rouge Nairo Quintana compte toujours une solide marge de 3 min 37 sec sur son dauphin, le Britannique Chris Froome (Sky).

Le Colombien Johan Esteban Chaves (Orica-BikeExchange) est troisième à 3 min 57 sec et l'Espagnol Alberto Contador quatrième à 4 min 02 sec. Les coureurs se sont reposés hier avec une journée de relâche à Castellon, près de Valence. Mais cet après-midi, une nouvelle grosse journée attend le peloton pour la 17^{ème} étape (177,5 km) entre Castellon et Llucena: le final inédit au sommet du Mas de la Costa présente des passages supérieurs à 21% et une pente moyenne de 12,9%.



08.00 Bonjour d'Algérie (direct)
09.30 Dar Oum Hani
10.00 Bihar E'sabaa
10.30 Abtal djidja
11.00 Senteurs d'Algérie
12.00 Journal télévisé en français
12.25 El aahd e'tamine

13.45 Makhlouqate el miyah
14.30 Doumou'e el qalb
15.15 Planète sahara
15.50 Kawni
16.15 Troupe El Haouasse
16.40 El moudhichoune
17.20 Oulama'e el djazair
18.00 Journal télévisé en amazigh

18.30 Dar Oum Hani

19.00 Journal télévisé en français
19.25 Djemai family
20.00 Journal télévisé en arabe
20.45 Festival Timgad 2016
22.30 Rendez-vous théâtre
00.00 Journal télévisé en français



19.55 Alex Hugo



09.55 Motus
10.25 Les Z'amours
11.00 Tout le monde veut prendre sa place
12.00 Journal
12.50 Météo 2
13.00 Mille et une vies
14.05 Mille et une vies rêvées
14.40 Visites privées
15.45 Amanda
16.45 AcTualiTy
17.45 N'oubliez pas les paroles
18.55 Météo 2
19.00 Journal
19.40 Vestiaires
19.50 Météo 2

- Soleil noir
Avec Samuel Le Bihan, Lionnel Astier, Caroline Baehr, Michaël Fitoussi
A Lusagne, en fin d'après-midi, alors que les enfants de la colonie de vacances rentrent d'une longue excursion, Justine, 10 ans, manque à l'appel. Sa monitrice, Marianne Helme, part à sa recherche avant... de disparaître à son tour. Alex et Angelo mobilisent des volontaires pour retrouver la femme et la petite fille. Ils ne tardent pas à découvrir le corps de Marianne, échoué dans un torrent.
21.40 Jeux paralympiques Rio 2016
01.10 Mille et une vies



19.55 Des racines et des ailes



09.50 Midi en France
11.00 12/13 : Journal régional
11.25 12/13 : Journal national
13.00 Un cas pour deux
15.05 Un livre, un jour
15.10 Des chiffres et des lettres
15.50 Harry
16.30 Slam
17.10 Questions pour un champion
18.00 19/20 : Journal régional
18.30 19/20 : Journal national
18.58 Météo
19.00 Tout le sport
19.25 Plus belle la vie

- Passion patrimoine : En Gironde, des vignobles aux Grands Lacs
Présenté par Carole Gaessler
Plus grand département de France métropolitaine, la Gironde est un territoire aux multiples visages. Alain Beschi, conservateur du patrimoine, s'intéresse aux grands domaines viticoles du Bordelais comme le Château Giscours et le Château Margaux qui ouvrent leurs portes. Dans le Sauternais, se déroulent d'étonnantes vendanges, celles qui donnent naissance à des vins blancs liquoreux d'exception.
21.50 Grand Soir 3
22.20 In Situ
23.10 Des racines et des ailes
01.10 Midi en France



12.40 Le magazine de la santé
13.35 Allô, docteurs !
14.08 Objectif indépendance
14.40 Nus et culottés
15.35 Léopards pêcheurs du Botswana
16.30 C à dire ?!
16.45 C dans l'air
18.00 C à vous
19.50 L'aube des civilisations
20.40 L'aube des civilisations
21.35 C dans l'air
22.45 Et guérir de tendresse
23.40 La tournée des popotes
00.30 Au cœur du paradis blanc



12.20 Arte journal
12.35 Le Corsaire rouge
14.40 En hamac sur l'Amazonie
15.25 La magie du cosmos
16.20 X-enius
16.45 Aventures en terre animale
17.10 D'outremers
17.55 Sur les toits des villes
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes
19.50 Blaise
19.55 La cour de Babel
21.25 Révolution école (1918 1939)
22.55 Des chevaux et des hommes
00.15 Court-circuit
01.10 La mélodie des choses



12.40 Le ranch
13.05 La plus grande forêt du monde
14.00 Questions pour un champion
14.35 Meurtres à collioure
16.30 64' le monde en français
17.35 Ports d'attache
18.30 Le journal de France 2
19.00 Guillaume le conquérant
20.30 Les vingt chefs-d'oeuvre de la nature
21.00 TV5Monde le journal Afrique
21.25 Le journal de la RTS
22.00 Les français
00.00 TV5Monde le journal



CANAL+
family 19.50

DIVERGENTE 2 : L'INSURRECTION

Avec Shailene Woodley, Theo James, Ansel Elgort, Kate Winslet

Alors que la ville de Chicago est en plein chaos, Jeanine fait peser le poids de la confusion sur les épaules des Divergents, qu'elle désigne comme des ennemis publics. Poursuivis par les forces de l'ordre, Tris et ses amis sont obligés de fuir. Avec Quatre, Peter et les autres, elle se réfugie chez les Fraternels. La jeune femme est convaincue que la seule solution est de tuer Jeanine. Bientôt, Eric et ses hommes, qui traquent les Divergents, arrivent chez les Fraternels et interrogent Johanna, leur leader.

RTL9 19.40



Avec Matt Damon, Emily Blunt, Shohreh Aghdashloo, John Slattery

Favori des sondages pour devenir sénateur de l'Etat de New York, l'homme politique David Norris est pourtant battu sur le fil à cause d'une ancienne blague de potache. Le soir de sa défaite, il fait la connaissance d'Elise, une jeune danseuse dont il tombe immédiatement amoureux. Mais alors qu'il ne pense qu'à la revoir, David se retrouve confronté à de mystérieux hommes portant des chapeaux, qui travaillent pour une agence dont le but est de réguler les vies des citoyens. Le jeune homme politique pourra-t-il exercer son libre arbitre ?

OCS MAX 19.40

THE WALK : RÊVER PLUS HAUT



Avec Joseph Gordon-Levitt, Ben Kingsley, Charlotte Le Bon

Au début des années 70, le funambule Philippe Petit est connu pour avoir traversé de longues distances sur un fil tendu au-dessus du vide. Il l'a déjà fait à Notre-Dame de Paris, ou encore sur le Harbour Bridge de Sydney. En 1974, il se penche sur un nouveau projet encore plus fou. Il va tenter de réaliser son rêve : rejoindre sur un fil les deux tours du World Trade Center de New York, hautes de plus de 410 mètres.

TÉLÉVISION



19.55 Blacklist



Saison 3 - Episode 21

- Susan Hargrave
Avec Famke Janssen, James Spader, Diego Klattenhoff, Ryan Eggold
Reddington met le FBI sur la piste de Susan Hargrave qui, avec son mari, dirige une entreprise fournissant des services de sécurité. En réalité, leur société dissimule une agence privée de renseignements militaires spécialisée dans les opérations délicates. Susan aurait été engagée pour s'en prendre à l'agent Keen.
22.20 Les experts



20.00 M6 Music Show



11.45 Le 12.45
12.10 Scènes de ménages
12.45 Nanny Express



14.45 La nounou de mes rêves
16.30 La meilleure boulangerie de France
17.35 Chasseurs d'appart'
18.45 Le 19.45
19.25 Scènes de ménages

Présenté par Stéphane Rotenberg
Plébiscités par le public ces derniers mois, des chanteurs interprètent leurs titres. Ils chantent en duo ou en solo. Au programme : Cœur de pirate et Marc Lavoine, Amir dont le CD «J'ai cherché» a cartonné tout l'été, Claudio Capéo, ex-participant du télé-crochet «The Voice» avec son tube «Un homme debout» et les Kids United.
22.15 M6 Music Show, les coulisses
23.00 Céline Dion : ma vie sans René
00.35 Vegas



19.55 L'étudiante et monsieur Henri



Avec Claude Brasseur, Guillaume de Tonquédec, Noémie Schmidt
La jeune Constance, originaire d'Orléans, qui vient de rater pour la cinquième fois son permis de conduire, monte à Paris pour terminer ses études. Afin de loger à peu de frais, l'étudiante désargentée a répondu à une annonce sur Internet : elle logera dans une chambre de l'appartement d'Henri Voizot, un vieux veuf acariâtre.
21.35 Happy Valley
23.35 Le grand jour
01.00 Listen to Me Marlon



12.55 H2O, l'île des sirènes
13.50 Nini Patalo
14.25 Un jour, une question
14.30 Avatar, le dernier maître de l'air
15.40 Ninjago
16.45 Angelo la débrouille
17.20 Les as de la jungle
18.00 On n'est pas que des cobayes !
19.50 Monte le son, la quotidienne
19.55 Les superhéros
21.30 Melancholia
23.45 Oslo, 31 août
01.15 Monte le son, le live



08.15 Au nom de la vérité
10.10 Secret Story
13.50 Super Nanny
15.40 Secret Story
19.55 Joséphine, ange gardien



23.45 Les 30 histoires... mystérieuses



09.45 Génération Hit machine
11.40 Charmed
15.40 Un dîner presque parfait
17.55 Les Marseillais et les Ch'tis VS le reste du monde
19.55 Enquêtes criminelles : le magazine des faits divers





FLÉCHÉS N° 7022

FOUILLIS N° 7022

7 ERRORS



CROISÉS N° 7022

CODÉS N° 7022

Une internationale de football boycottée à son tour l'hymne américain



L'internationale américaine de football Megan Rapinoe a apporté son soutien au joueur de football américain Colin Kaepernick en boycottant, à son tour, l'hymne américain. Rapinoe, 31 ans, a posé un genou à terre lorsque l'hymne américain a retenti avant le match du Championnat professionnel américain entre Seattle et Chicago, son équipe, dimanche soir. Elle a expliqué lundi la signification de son geste, confirmant qu'il s'agissait «d'un petit geste en direction de Colin Kaepernick», mérités de 28 ans, qui avait refusé de se lever pendant l'hymne américain pour protester contre «l'oppression» de la communauté noire aux Etats-Unis. «C'est vraiment dégoûtant la façon dont il a été traité, la façon dont les médias ont traité cette affaire et ont donné à cette affaire une signification qu'elle n'avait pas», a-t-elle expliqué.

«C'est un petit geste, mais je vais continuer à le faire, pour déclencher une prise de conscience et des conversations», a insisté l'internationale américaine aux 108 sélections, membre de l'équipe des Etats-Unis sacrée championne olympique en 2012 et championne du monde en 2015. «C'est important que des Blancs apportent aussi leur soutien aux gens de couleurs», a-t-elle conclu. Kaepernick, quarterback des San Francisco 49ers, est au cœur d'une polémique nationale aux Etats-Unis depuis son geste. Il avait refusé de se lever pendant l'hymne américain, avant trois matches de préparation de la saison 2016 de la Ligue nationale de football américain (NFL). «Je ne vais pas afficher de fierté pour le drapeau d'un pays qui opprime les Noirs», avait-il expliqué.

Colombie: arrestation massive d'une centaine de membres de gangs

Plus d'une centaine de membres de gangs criminels, dont 84 du Clan del Golfo, principale bande de narcotrafiquants de Colombie, ont été arrêtés en quelques heures lundi lors de plusieurs opérations à travers le pays, ont annoncé les autorités. Une opération conjointe de la police nationale et du Parquet a abouti notamment à «la capture de 84 membres du Clan del Golfo», gang issu de la démobilitation des milices paramilitaires d'extrême-droite armés contre les guérillas d'extrême-gauches. L'«Operation Nemesis V» a été menée dans sept départements (Bolívar, Meta, Valle del Cauca, Cesar, Choco, Nariño et Risaralda) ainsi que dans le secteur du Magdalena Medio et d'Uraba, permettant l'arrestation de plusieurs chefs locaux du Clan del Golfo, a précisé la police dans un communiqué. Le Parquet a ajouté dans un autre communiqué que les détenus étaient notamment poursuivis pour «association de malfaiteurs, trafic d'armes, fabrication ou possession de stupéfiants, extorsion et homicide».

Cette opération entre dans le cadre d'une vaste offensive contre le crime organisé, lancé il y a quelques mois par le gouvernement du président Juan Manuel Santos et qui se solde à ce jour par plus de 600 arrestations et la saisie de 135 armes. Le Clan del Golfo, qui se fait aussi appeler milices d'Autodéfense Gaitanistes de Colombie (AGC), a surgi après la démobilitation des paramilitaires sous la présidence d'Alvaro Uribe entre 2003 et 2006. Selon les autorités, ce gang est responsable de l'envoi à l'étranger de centaines de tonnes de cocaïne, et est en outre impliqué dans le trafic d'armes et le trafic d'être humains.

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

Au moins sept morts dans un attentat à Bagdad



Au moins sept personnes ont été tuées par l'explosion d'un véhicule piégé près d'un hôpital au centre de Bagdad, un attentat revendiqué par le groupe jihadiste Etat islamique (EI). Cet attentat a eu lieu près de l'endroit où l'explosion d'une bombe avait fait plus de 300 morts en juillet, le pire attentat enregistré dans la capitale irakienne. Le véhicule, une camionnette remplie d'explosifs, a explosé dans le quartier de Karrada peu avant minuit locale met-

tant le feu à plusieurs boutiques voisines, a précisé la police. Outre les sept personnes tuées, au moins 15 autres ont été blessées, selon un premier bilan fourni par un colonel de la police.

Le groupe extrémiste sunnite EI a revendiqué l'attentat qui visait, selon lui, des chiïtes, et a promis de nouvelles attaques contre cette communauté, dans un communiqué publié par Site, le centre américain de surveillance des sites jihadistes.

Le 3 juillet, une attaque suicide au minibus piégé, revendiquée par l'EI, avait secoué le quartier majoritairement chiite et animé de Karrada, dans le centre de la capitale, détruisant des bâtiments et provoquant d'énormes incendies peu avant la fin du ramadan.

Malgré ses revers, le groupe jihadiste a continué à commettre des attentats sanglants visant notamment la communauté chiïte, majoritaire en Irak, qu'il considère comme hérétique.

Bombe devant une école thaïlandaise : une fillette et son père tués

Une fillette de quatre ans et son père ont été tués mardi dans l'explosion d'une bombe devant une école de l'extrême sud de la Thaïlande, en proie à un conflit indépendantiste ayant fait des milliers de morts. «Les deux personnes tuées sont un père et sa fille» dans cette explosion programmée à l'heure de l'arrivée des élèves dans cette école de la province de Narathiwat, a annoncé à l'AFP la police locale. La bombe était dissimulée dans le réservoir d'une moto piégée, a précisé la police, faisant état de plus d'une dizaine de blessés, parmi lesquels des enseignants et des policiers chargés de la sécurité de l'école. Dans cette région de l'extrême sud de la Thaïlande, les attaques contre les militaires, mais aussi les fonctionnaires incarnant le pouvoir central comme les enseignants, se poursuivent à un rythme quasi quotidien depuis plus de dix ans que dure le conflit.

Ce conflit oublié de la scène internationale a récemment attiré l'attention après une série de bombes en août dans des stations balnéaires de Thaïlande.



La police soupçonne une possible œuvre des indépendantistes, mais la junte militaire au pouvoir à Bangkok refuse que le lien soit fait. Les attaques à la bombe sont fréquentes dans l'extrême sud de la Thaïlande. Elles sont habituellement non revendiquées mais attribuées à la rébellion musulmane indépendantiste. Les négociations avec Ban-

gkok sont au point mort depuis le coup d'Etat militaire de mai 2014 à Bangkok. Les musulmans locaux revendiquent plus d'autonomie pour cette région frontalière de la Malaisie, qui n'a été rattachée à la Thaïlande qu'au début du XXe siècle. Aucun lien des groupes rebelles locaux avec le terrorisme islamiste international n'a été établi jusqu'ici.

EDITORIAL

Par Moncef Wafi

UN CONSTAT ET DES PROMESSES

constat est chiffré mais ne veut pas dire grand-chose sauf que la formation des nouveaux permis laisse à désirer.

Pourtant, si on milite pour la modernisation du système de formation et d'examination des candidats, il ne faut pas oublier que les plus chevronnés des conducteurs, enfin les moins mauvais, ont hérité de cette formation. Alors penser que le mal vient des auto-écoles serait réduire le problème à sa dimension primaire. Ce que les pouvoirs publics ne disent pas, ce sont ces permis de conduire de complaisance, offerts ou achetés. Cette tolérance zéro qui n'est appliquée que pour le fils du pauvre, ces routes défoncées traîtresses responsables de beaucoup de drames, cette signalisation bancale et ces limitations de vitesse incongrues. Ce que le gouvernement renie, c'est sa responsabilité

Le président philippin regrette d'avoir insulté Obama

Le président philippin Rodrigo Duterte a exprimé ses regrets mardi après le scandale suscité par le fait qu'il avait traité la veille le président américain Barack Obama de «fils de pute». «Il regrette que ses remarques devant la presse aient causé une telle controverse», selon un communiqué du gouvernement philippin publié alors que les deux hommes doivent se rencontrer dans la journée à un sommet des pays d'Asie du Sud-Est au Laos. Evoquant les remarques que risquait de lui faire M. Obama sur les droits de l'Homme, notamment à propos des méthodes utilisées dans sa lutte contre le trafic de drogue, Rodrigo Duterte avait qualifié lundi à la télévision philippine son homologue américain de «fils de pute». «Le président Duterte a expliqué que des commentateurs de presse selon lesquels le président Obama lui ferait la morale sur les exécutions extrajudiciaires l'avaient conduit à ce commentaire virulent», tente de justifier le communiqué des autorités philippines. Barack Obama a annulé une rencontre prévue mardi avec Duterte à Vientiane, la capitale laotienne, suite à ce scandale. «Nos deux délégations sont tombées d'accord sur le fait qu'à la lumière des problèmes sur lesquels il nous faut encore travailler, la réunion bilatérale entre nos deux Nations, est reportée sine die», assure de son côté Manille.

Djezzy marque la rentrée sociale et double le volume Data des offres SPEED !

Djezzy, leader des technologies de communications mobiles en Algérie marque la rentrée sociale avec de belles surprises pour ses abonnés et futurs abonnés. Après le succès de ses promos d'été, Djezzy lance une nouvelle promotion en doublant les bonus data offerts sur les profils SPEED en maintenant les tarifs inchangés. Ainsi, le volume de SPEED Heure passe de 100 à 200 Mo pour le même prix de 50 DZD; celui de SPPED 1, 2 et 4 Jours est également doublé à 200, 600 et 1200 MO respectivement. Pour SPEED 1Go le volume internet va de 1 à 2 Go et pour SPEED 2Go il va de 2 à 4Go sans aucun changement de tarif. Cette promotion est destinée aux abonnés particuliers et elle est valable 30 jours à partir du 05 septembre 2016.

En revanche, la promotion n'est pas valable pour les offres Amigo et ne concerne pas également l'offre SPEED illimité. Il est à rappeler qu'en souscrivant aux offres SPPED de Djezzy, vous bénéficiez de l'accès gratuit et illimité aux sites · www.ouedkniss.com · www.echoroukonline.com · www.lebuteur.com · www.elheddaf.com · www.Djezzy.dz · www.imtiyaz.dz

Pour souscrire aux offres SPEED de Djezzy il suffit de formuler *707#, ou d'aller sur le lien www.internet.djezzy.dz ou en utilisant l'application mobile 3G+ de Djezzy. Avec Djezzy, le monde digital est à la portée de tous !

pleine dans la non-application du chronotachygraphe, pourtant institué par les textes depuis 2010. Ce mouchard permet théoriquement aux services de sécurité de suivre le vécu du chauffeur en contrôlant son temps de conduite, d'arrêt et surtout de la vitesse pratiquée.

En parlant des accidents de la route, on est amené invariablement à faire le même constat, celui de l'impuissance du gouvernement à trouver une solution à ces assassins du bitume. Si la route tue, certains camionneurs et chauffeurs de bus sont des tueurs de masse et il n'y a qu'à faire un tour sur la route de Palestro pour flirter avec la mort.

Notre propos n'est pas de stigmatiser telle catégorie de conducteurs ou telle mais la réalité est palpable. Ces monstres de la route sont un perpétuel danger pour la vie des autres automobilistes et il n'y a qu'à voir la vitesse avec laquelle ils roulent pour s'en rendre compte. De là à vouloir se tuer, mieux vaut choisir une branche d'arbre solide pour s'y pendre ou boire de l'esprit de sel en guise d'un dernier digestif.